PREMIERS RÉSULTATS DU PRÉ-RÉFÉRENDUM

L'EXPRESS

Le journal de la Nouvelle Vague

4 SEPTEMBRE 1958. — N° 377 100 FR.

(J.-P. Pradier-Dalmas.)

LE GENERAL DE GAULLE A LA TRIBUNE

« Les grands hommes se servent de tout ; mais parfois tant pis pour eux. »

(Paul Valéry.)

B -6 ★★★★★

La lettre de « L'Express »

INVITE ? Non ? Alors ministre peut-être ? Parlementaire ? Ancien combattant ? Représentant d'une organisation professionnelle ? Membre d'un corps constitué ? Non ? Il reste la presse filmée et la musique. Appartiendriez-vous à la musique ? Non plus ? Hélas ! Comme on voit bien que vous n'êtes ni une « colonne décorative », ni un élément de « faste grandiose » ou de « décor monumental », il n'y aura pas de place pour vous, jeudi, à la République.

Quelque part dans la rue Turbigo, peut-être, en arrivant dès l'aube...

C'est dommage, grand dommage, mais c'est ainsi.

L'idée semblait déjà bien un peu saugrenue de s'en aller commémorer en grande pompe le 4 septembre 1870. Paris grondant, réclamant la déchéance de celui que 7 millions 358.000 OUI contre 1 million 572.000 NON avaient plébiscité quatre mois plus tôt... Quelques hommes affolés se plaçant à la tête des « républicains » pour conjurer à tout prix une révolution économique et sociale, et prenant pour chef de gouvernement un général dont la devise était « Religion, Famille, Propriété »... Etrange anniversaire que celui-là.

MAIS s'il paraît opportun au général de Gaulle de se placer sous ce signe, le prétexte en vaut un autre. Passé 1815, les Français savent si mal leur histoire... Et nous avions cru comprendre qu'à cette occasion le général comptait affronter le peuple de Paris, puisqu'il quitte les beaux quartiers pour aller le trouver chez lui.

C'était une fausse interprétation — encore une — de sa pensée.

Toutes les dispositions ont été prises pour que, le 4 septembre, la place de la République soit bien fréquentée. Une vraie salle de générale... Il ne présentera pas sa Constitution devant n'importe qui.

Est-il possible que le général de Gaulle, qui sut entrer dans la foule à Alger et à Tananarive, ne perçoive pas ce qu'il y a de provocant, de pénible — et aussi de comique — dans cette affaire ?

Ou il l'a voulue telle, et il ne saurait mieux exprimer le dédain où il tient ses humbles sujets qu'en les forçant jusque sur leurs terres. Ou il n'a pas voulu cela. Et il serait alors grand temps qu'il fasse ce qu'il veut.

Françoise Giroud.

La règle du jeu

A propos de l'exécution du lieutenant Dubos, nous savons que le F.L.N. a décidé de répondre à la guillotine par la guillotine, aux exécutions militaires par des exécutions militaires. Ne croyez-vous pas qu'il serait temps d'arrêter de notre côté ce genre d'agissements, de prévenir nos deuils au lieu de les pleurer ?

Ne croyez-vous pas que c'est nous-mêmes qui fabriquons nos martyrs, puisque nous connaissons la règle du jeu ?

A propos de la discrimination des dossiers des condamnés à mort, qui va être effectuée par le général de Gaulle, aurons-nous le droit de savoir dans quelle catégorie on classera les assassins du bazooka, qui n'ont pas pris beaucoup de risques pour supprimer des dizaines de malheureux ? (...)

Qu'attendent les mères françaises susceptibles d'être du jour au lendemain des mères de guillotinés ou fusillés, pour crier avant au lieu de pleurer après ?

E. M.
Casablanca.

P.-S. — Ne donnez pas mon nom. J'ai mon fils en Algérie. Il risquerait d'être massacré.

Et Alleg ?

En ce qui concerne Henri Alleg, on a beaucoup parlé de son livre. Bien sûr, ce qui fait l'intérêt de son récit c'est qu'il s'élève au-dessus du cas particulier.

Cependant personne n'a jamais demandé ce qu'il était devenu, lui, Henri Alleg, depuis que M. André Malraux nous a raconté que tout était pour le mieux maintenant dans le meilleur des mondes de la torture.

Nous serions quelques-uns à aimer poser la question à ces grands humanistes de l'Information : « Qu'avez-vous fait de Henri Alleg ? »

JEAN LÉONARD
Rouen (S.-M.).

Si Germaine Tillion...

Je dois vous remercier d'avoir publié l'article de Mme Germaine Tillion. Voilà une personne propre et qui dit ce qu'elle pense. Je suis certain que si cette femme avait été ministre de l'Algérie ou écoutée par Soustelle, Lacoste, etc., nous n'en serions pas où nous en sommes.

PAUL MARILLET,
Paris.

Chaque pays a son problème

Il m'a toujours été pénible de voir des hommes -- souvent des intellectuels — ergoter sur des détails pour éviter d'attaquer le fond des problèmes. De quoi s'agit-il actuellement pour tous les républicains si ce n'est de sauver la République en danger ? Certains Français avaient-ils confié ce soin à Imre Nagy ?

Occupons-nous donc un peu moins des affaires intérieures des autres pays et un peu plus de ce qui se passe chez nous.

Dans une démocratie française TOUS les Français doivent être représentés. Applaudir à l'éviction des communistes ce n'est pas défendre la démocratie, c'est faire le jeu du fascisme.

Ce n'est pas en restant séparée des communistes que la gauche non communiste sauvera la République. C'est au contraire dans l'union loyale et sincère de TOUTE la gauche que pourra s'élaborer un programme constructif commun à toutes les forces vraiment démocratiques pour trouver la formule d'un gouvernement républicain, celui qui conviendra le mieux, le plus spécifiquement, à la France. Chaque pays a son propre problème à résoudre.

Mme PERRIER,
Suresnes.

La conférence de presse de M. Mendès France

● M. Pierre Mendès France communique : « Certains journaux ont inexactement présenté mon attitude à l'égard du prochain référendum. Je la préciserai donc publiquement aussitôt après la publication du texte définitif du projet de Constitution et le discours du général de Gaulle, au cours d'une conférence de presse, qui aura lieu vendredi 5 septembre, à 17 h. 45, à l'hôtel Lutétia, 43, boulevard Raspail, Paris (6e). »

Des invitations pour cette conférence de presse peuvent être demandées par téléphone au secrétariat de M. Mendès France : RIChelieu 40-62, OPEra 53-54.

Un programme commun

Un homme de gauche se caractérise par deux éléments : le souci de se référer constamment à la volonté du plus grand nombre, une vigilance et une méfiance non moins constante vis-à-vis des pouvoirs, dont l'exercice même porte avec soi, on l'a dit et répété, risque d'excès et de tyrannie.

Ce sont là deux soucis étrangers par essence aux chefs communistes. Pour eux, l'homme de gauche, toujours prêt à amender sa doctrine et à juger ses chefs, demeure un dangereu irabécile à finalement abattre.

Ceci dit, il n'y aurait que des avantages à présenter aux Français un programme commun incluant la liberté individuelle, la liberté d'opi.ion, d'expression, toutes les libertés démocratiques : le communisme de l'« appareil » s'en trouve par là-même exclu — tout comme les « colonels » et leur fascisme.

J. D.,
Agrégé de l'Université.

Qui est responsable ?

Il est bon que vous laissiez cohabiter gaullistes et antigaullistes de bonne foi. Tout en me rangeant parmi ces derniers, je suis content de voir que les idées peuvent encore s'affronter en France sans conduire (au moins apparemment) à la haine.

L'une des choses qui m'ont le plus frappé ces temps derniers fut l'enquête de Dominique Desanti sur les ouvriers. Etant ingénieur, je peux en vérifier quotidiennement la justesse, dans une usine de produits chimiques où les salaires sont inférieurs à ceux de la métallurgie parisienne : les réactions, les buts des ouvriers sont les mêmes.

Cette enquête apporte d'ailleurs une réponse partielle à la question posée par votre correspondant et que vous reprenez: pourquoi le communisme progresse-t-il dans nos pays ? L'un des ouvriers répond : « Les communistes et moi avons en commun d'être « contre ». Sans aucun doute est-ce là le fond de la question (...)

En France, aucun parti n'offre rien ; la social-démocratie s'est déconsidérée dans la question coloniale et est pratiquement responsable de la venue du gaullisme. Personnellement, je crois que les communistes aussi en sont responsables. Leur attitude incompréhensible envers Mendès France, lequel représentait pour la République la seule chance effective de force et de survie, ne doit être ni oubliée ni négligée. De plus, les communistes, s'ils ne jouaient (par la faute des autres) aucun rôle dans la formation des gouvernements, jouaient (de leur propre volonté) un rôle déterminant dans leur chute. Nous ne pouvons donc pas dire qu'ils n'aient aucune responsabilité dans les événements du 13 mai. Leur gymnastique parlementaire de dernière heure, curieusement combinée avec un soudain appel à la grève générale, n'y change rien. Dans mon usine, même le délégué C.G.T., qui est un homme intelligent, a dit : « Comment faire bouger les ouvriers le lendemain du jour où les communistes ont voté les pouvoirs spéciaux à Salan ? » (Ce côté, d'ailleurs, manque dans l'enquête de Dominique Desanti.)

Je crois donc que, d'une part, la politique coloniale, d'autre part, la faillite du capitalisme français qui n'a pas de programme cohérent d'investissements et qui croit « mettre les ouvriers de son côté » par un paternalisme à la petite semaine et en les ligotant par le crédit à la consommation font, dans les masses salariées, le jeu du communisme.

Nous sommes un certain nombre à avoir conçu un grand espoir quand « L'Express » a annoncé la naissance de l'Union des Forces Démocratiques. Mais que fait ce groupement ? Progresse-t-il ? A-t-il une politique d'organisation ? Nous n'en savons plus rien.

PAUL HUBERT-MARTIN,
ingénieur,
Croissy (S.-et-M.)

Non à J.-P. Vigier

J.-P. Vigier prétend ~ue, pour des raisons de principe et, d'autre part, à cause des traditions démocratiques profondes, qui sont propres à la France, les communistes français considèrent que la renaissance démocratique et nationale ne peut être l'affaire d'un seul parti, *fût-il le parti communiste.*

Cependant, nous ne connaissons aucun pays où le communisme est au pouvoir qui bénéficie d'une telle tolérance (...).

Ou bien Vigier est un naïf, ou il tente de tromper ses lecteurs.

Les communistes utilisent, par principe, tous les sentiments, même les plus nobles, sans aucun scrupule, car pour eux *la fin* justifie les moyens et la fin, c'est leur dictature, avec toutes ses conséquences.

Oui, nous sommes attachés à toutes nos libertés.

Oui, nous sommes prêts à toute action nécessaire pour en assurer la défense.

Oui, nous sommes pour le maintien d'un système démocratique, sans lequel rien de social ne peut être réalisé.

Mais que Vigier le veuille ou non, cela n'est possible qu'avec ceux qui s'inspirent des véritables principes de liberté et non avec les liberticides par excellence.

Nous savons trop que les communistes n'ont jamais eu aucun respect de la parole donnée, des engagements pris, qu'ils mentent comme ils respirent, qu'ils sont coutumiers de l'insulte et de la calomnie envers ceux qui ne pensent pas de la même façon qu'eux et qui n'acceptent pas de se taire.

La liberté ne peut être défendue avec ceux qui s'en sont avérés les pires fossoyeurs et qui, dans les pays où ils ont imposé leur domination, ne gouvernent ou ne se maintiennent au pouvoir que par le feu, le fer et le sang.

GABRIEL THARREAU,
Secrétaire Général du Syndicat F.O. de la Métallurgie.

Sur des points limités

Je ne partage pas les rêveries utopiques des communisants et des communistes dissidents : ce qu'‹n a nommé le stalinisme me semble la séquelle inévitable d'un changement révolutionnaire du régime de la propriété. Cette certitude m'a protégé contre la tentation communiste si fréquente chez les intellectuels. Je nous crois encore sous l'emprise des idées humanitaires du XIXe siècle. Nous croyons qu'une révolution changera, non seulement le mode de propriété, mais par là-même le mode des rapports humains. Voilà l'erreur.

Si un homme comme Mendès France prenait la tête d'une opposition de la gauche au gaullisme, et s'il consentait à agir en commun avec les communistes sur des points très limités, nous pourrions peut-être échapper encore quelque temps à l'un et à l'autre totalitarisme.

Il faut bien se dire, d'autre part, que la dictature du prolétariat, pour désagréable qu'elle soit dans ses effets, irait dans le sens de l'Histoire, et celle de l'armée à rebours.

Votre enquête sur les ouvriers a offert la première explication rationnelle, le premier essai d'analyse scientifique, d'un phénomène qui m'avait profondément déçu, comme tous les intellectuels de gauche : l'indifférence des ouvriers. Nous sommes tout un groupe qui, constatant autour de nous la désunion et la confusion, pensions que les ouvriers formaient une armée compacte et efficace. Leur manque de sursaut nous avait absolument désorientés et votre enquête nous a au moins donné la satisfaction de comprendre (...).

Faut-il donc espérer la crise économique qui, en la réduisant au chômage, rendrait la classe ouvrière plus combative ? C'est l'histoire de l'apprenti sorcier, et le commencement de tous les fascismes.

Je souhaiterais d'autres enquêtes aussi bien menées, aussi documentées, et où l'on ait l'impression, non de regarder un milieu par le trou de la serrure, mais d'y entrer.

J. C.
Paris.

Mise au point

M. Léon Delbecque, membre du Comité de Salut public d'Alger, nous fait savoir qu'il n'appartient pas au Cabinet du ministre de l'Information, M. Jacques Soustelle.

A nos correspondants

Nous rappelons à nos lecteurs (et en particulier, cette semaine, à M. P. G., instituteur à Lyon) que nous ne pouvons faire état ici que de lettres mentionnant clairement le nom et l'adresse de nos correspondants.

Faute de posséder ces indications, nous ne pouvons a fortiori leur répondre.

Nous nous excusons, d'autre part, auprès de ceux dont les lettres n'auraient pas encore reçu de réponse : nous sommes, depuis quelques semaines, littéralement débordés par le courrier qui nous parvient.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS
CHERCHE POUR SEPTEMBRE JEUNE FILLE aide-ménage, famille 3 enfants, campagne près de Paris. Ecrire No 2.027 L'Express - 29, rue de Marignan, Paris-8e

APPARTEMENTS (Vente)
MONT-BORON (NICE)
38, route Forestière
GRAND APPARTEMENT
Vue unique sur mer
Haut standing - Grandes terrasses
Ascenseur - Chauffage central
Pour renseignements, s'adresser :
RIBON, Paris - TRI. 72-18
BAGNOLI, Nice - Tél. 551-13

TERRAINS (Offre)
MONTMORENCY 50.000 m2 boisés
Vue imprenable sur Paris. Orient. Sud pour constr. propriété. Ecrire no 184 GO, 112, bd Voltaire-XIe

AVIS DE CONCOURS
ECOLE DE HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL POUR LES JEUNES FILLES
Concours d'entrée le 3 octobre
Clôture des inscriptions le 1er
BACCALAUREAT COMPLET EXIGE
98, av. R.-Poincaré - PASsy 19-92

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

Les arguments pour le Oui

A peine ouverte, la campagne du Référendum est déjà assourdissante. Chaque jour apporte une cargaison de discours, interviews, articles, émissions, où dominent aisément les partisans du Oui qui ont à leur disposition : tout l'appareil gouvernemental (radio, T.V., fonds secrets, manifestations publiques organisées), la très grande majorité des journaux de Paris et de province, l'appui de grandes agences de publicité.

En une semaine les thèmes politiques officiels ont été lancés successivement par d'importants militants gaullistes : M. Michel Debré (discours et articles dans son journal d'Indre-et-Loire), M. Paul Reynaud (interview à « La Voix du Nord »), M. Roger Duchet (discours à Montpellier), M. Jacques Soustelle (entretien à la T.V.), M. Guy Mollet (lettre publique aux militants socialistes), M. Maurice Schumann (autre déclaration à « La Voix du Nord »), avant le général de Gaulle lui-même.

Ce qu'ils ont dit, les uns et les autres — et qui ne se rapporte guère à la Constitution elle-même, c'est normal — peut se ranger sous trois têtes de chapitre, que l'on retrouve par ailleurs dans les conversations qui ces jours-ci se déroulent autour du Oui et du Non.

1) SI DE GAULLE S'EN VA, LES COLONIALISTES ET LES FASCISTES PRENDRONT LE POUVOIR (Reynaud, Mollet, Schumann, Debré).

C'est l'argument de base. C'est le levier utilisé depuis le 13 mai, et à chaque occasion importante, pour faire admettre le régime qui, comparé au coup de force militaire éventuel, doit apparaître comme « le moindre mal ».

Le général de Gaulle, qui est un maître, a su magnifiquement se servir de cette menace — après l'avoir organisée. Quand il a examiné, avec les émissaires de l'état-major venus le trouver entre le 13 mai et le 1ᵉʳ juin, le « plan de débarquement aéroporté » sur la métropole, il n'avait pas l'intention, bien entendu, de le faire exécuter : il savait que la menace, à condition d'être suffisamment impressionnante, suffirait. Par l'intermédiaire de M. Jules Moch et de M. Guy Mollet, qui communiquèrent leur panique au nombre nécessaire de parlementaires socialistes, la technique gaulliste du coup d'Etat par intimidation réussit à merveille. Elle n'a pas fini de servir.

Devant une méthode de ce genre, plus on cède plus on s'enfonce. Il n'y a pas de limite. Hier, sous la menace, c'était l'investiture parlementaire. Aujourd'hui, le Référendum et le pouvoir personnel. Demain, ce serait la mise hors la loi des partis « non conformes » à la nouvelle charte de l'Etat...

Sous prétexte de neutraliser la faction d'Alger on applique sa politique. Le pacte entre le général de Gaulle et les hommes du 13 mai, qui ont ensemble renversé le système républicain, ne s'est pas démenti : eux l'ont porté et le maintiennent au pouvoir, lui fait, sur l'essentiel : l'Algérie, la politique qui leur convient.

Le déroulement des événements montre assez que de Gaulle au pouvoir ce n'est pas « la seule manière de résister aux hommes d'Alger », mais bien la seule chance pour eux d'amener la France à les suivre, à les soutenir dans leur guerre. Qui d'autre que lui pourrait maintenant apporter l'appui de la métropole à la « pacification » illimitée, ruineuse et sans issue qui se poursuit depuis trois ans et qu'exigent « L'Echo d'Alger » et la 10ᵉ Région militaire ? Qui d'autre ? En tout cas pas M. de Sérigny, ni M. Soustelle, ni le général Massu, ni aucun des hommes du 13 mai installés, sans lui, à la tête de l'Etat : le Général leur est indispensable.

Sans lui ils se retrouveraient réduits à ce qu'ils sont : puissants en Algérie où leur mouvement est prédominant, mais isolés en France où le fascisme est inorganisé, où la guerre d'Algérie est jugée et condamnée, où l'immense majorité des citoyens résisterait immédiatement à une tentative de dictature militaire — si seulement elle n'était pas recouverte par le seul homme dont le prestige peut paralyser les réflexes républicains.

Sans de Gaulle les hommes d'Alger ne pourraient rien en France : c'était vrai le 13 mai, c'est vrai aujourd'hui. Un peu moins vrai car le temps écoulé leur a permis, sous l'autorité du Général, de se renforcer, de s'introduire. Mais aujourd'hui comme hier la seule manière de débarrasser le pays de la menace algéroise, c'est d'y faire front et non pas de composer avec elle. Si la 10ᵉ Division de parachutistes pense sérieusement qu'elle peut faire un putsch sur la France et s'installer au pouvoir, qu'elle essaye. Ce serait la manière la plus rapide, la plus définitive — en vérité, la seule — de démontrer la stupidité d'une telle proposition.

D'ailleurs, la question ne prête plus à controverse depuis que l'organe officiel des Comités de Salut Public vient de « vendre la mèche ».

Envisageant l'hypothèse d'un Non au Référendum, « Salut Public » écrit :

> « Ce serait ramener le pays dans l'ornière d'où le 13 mai l'avait tiré. Tout serait à refaire, mais avec qui cette fois ? Nul ne saurait répondre à cette question. Car le général de Gaulle est la seule chance... »

(Keystone.)

MM. JACQUES SOUSTELLE ET GUY MOLLET
Qui d'autre que Lui ?

Le « avec qui cette fois ? » règle la question : de l'aveu même des putschistes, dont on nous menace, ils n'auraient aucun moyen de succès, privés du chef grâce à qui ils ont pu réussir la dernière fois.

2) SEUL LE GÉNÉRAL DE GAULLE PEUT IMPOSER UN RÈGLEMENT DE LA GUERRE D'ALGÉRIE (Mollet, Schumann, Reynaud).

Admettons, ce qui est une hypothèse favorable mais raisonnable, que l'intention première, intime, du général de Gaulle en prenant le pouvoir ait été effectivement de négocier avec les nationalistes pour aboutir à une solution pacifique et mettre fin à la guerre. Nous l'admettons. Il ne l'a pas fait : pourquoi ? Et pourquoi, s'il ne l'a pas fait jusqu'à présent, le ferait-il davantage plus tard ? Nous sommes au cœur du problème.

Ceux qui pensent que le Général aurait l'audace politique et les moyens de faire accepter un règlement négocié aux « Mouvements Patriotiques » civils et militaires d'Alger — c'est-à-dire aux intérêts qu'ils recouvrent — se fondent aujourd'hui sur l'exemple de l'Afrique noire. Si le général de Gaulle a été en mesure de proposer une politique aussi libérale en Afrique, il doit pouvoir faire de même en Algérie.

Or les deux choses sont très différentes. Dans un cas (l'Afrique), le Général n'avait à lutter contre aucune force organisée, il s'est rangé — avec style — dans le courant historique accepté, prédominant, dans la direction d'un sentiment général. Et là il est excellent : exactement comme il le fut à Londres dans la Résistance. Dans l'un et l'autre cas : pas de problème politique à résoudre, mais une situation à incarner, à magnifier. Il est à son affaire.

Mais en Algérie il ne s'agit plus d'un rôle de monarque à assumer, mais d'une action politique à entreprendre — comme en 1946 lorsqu'il s'est agi de reconstruire la France, en choisissant les moyens du renouveau. Et comme à cette époque-là, devant ce genre de problème, où il faut bien faire des mécontents, s'aliéner des partisans, trancher, choisir, le général alors flotte, hésite, louvoie, refuse l'obstacle et nie la difficulté — en attendant, si la difficulté devient plus grande que lui, de la quitter, en s'en allant.

Son dernier discours d'Alger est un modèle. Les formules ambiguës, les sous-entendus à facettes, que chacun peut interpréter à sa manière, cette méthode si particulière qui consiste à faire un texte d'autant plus altier qu'il cède sur le fond et qu'il suit ceux qu'il devrait commander — toute cette rouerie, alliée à tant de majesté, ne peut plus dissimuler que le général de Gaulle, il le reconnaît d'ailleurs dans les conversations privées, n'a pas de « solution » pour l'Algérie.

Le ministre de la Justice, M. Debré, et le ministre de l'Information, M. Soustelle, les deux membres les plus actifs du gouvernement, ont d'ailleurs pu dire et redire publiquement, sans être rappelés à l'ordre une seule fois, que :

1) Il n'est pas question, il ne sera jamais question, de négocier avec les nationalistes du F.L.N.

2) L'Algérie est, et restera, une province dans le cadre français.

Ce qui règle l'affaire : la politique gaulliste pour l'Algérie c'est purement et simplement — derrière les fanfares de la fraternisation, et les rumeurs habituelles sur les « contacts » avec le F.L.N. — la poursuite de la guerre. Comme avant. Comme le veulent M. de Sérigny, le général Massu et M. Soustelle.

Faisons d'ailleurs une dernière hypothèse, qui éclaire le débat. Supposons que le général de Gaulle n'ait pas abandonné l'idée d'imposer la paix en Algérie. Nous l'admettons. Comment imaginer qu'il fera mieux demain — après le Référendum — qu'aujourd'hui où son pouvoir est total.

La situation du président de Gaulle, dans trois ou quatre mois, installé au Palais de l'Elysée, avec M. Soustelle comme président du Conseil — à cause de la majorité qui sortira des élections sur mesure — et avec un mandat officiel « d'intégrer » l'Algérie en raison de la majorité des Oui, cette situation sera de loin plus difficile que celle du chef du gouvernement aujourd'hui. Ce qu'il pouvait faire, ou tenter de faire, dès son investiture du mois de juin, et ce mois-ci encore, pourra-t-il même l'essayer — en aurait-il le désir — après le 28 septembre ? Nous vivons sans doute les dernières semaines du pouvoir réel du général de Gaulle sur l'Algérie. Après le Référendum, il aura épuisé le temps où il avait les moyens, s'il le souhaitait, d'arrêter la guerre.

3) DE GAULLE PROPOSE QUELQUE CHOSE. EN FACE ON NE PROPOSE RIEN — SAUF LE RETOUR A LA IVᵉ (Soustelle, Mollet, Debré, Duchet).

Ceux de nos lecteurs qui ont bien voulu nous suivre jusqu'ici admettront que nous examinions moins longuement le troisième argument de la propagande officielle. Car en vérité, il n'a plus de base à partir du moment où les deux premiers ne tiennent pas.

Que proposez-vous ? jettent à la cantonade les partisans gaullistes. Question à retourner à l'expéditeur. Le général de Gaulle et son gouvernement dont le rôle et le mandat sont justement de « proposer » une solution aux graves problèmes du pays, et d'abord à celui qui les commande tous, ont pratiquement abandonné l'idée de les résoudre. Ils ne proposent plus rien sur ce qui compte : l'Algérie. Dès lors, l'existence même d'une politique de Gaulle, d'un plan de Gaulle, d'un régime de Gaulle est un mythe — la seule réalité politique c'est la guerre, et les conséquences de la guerre qui continueront de se développer.

Il n'y aurait donc même pas lieu d'exiger une réponse à la question « Que proposez-vous ? » pour voter NON avec assurance, car il s'agit avant tout de détruire la mystification. C'est la condition absolue de toute entreprise constructive ultérieure. NON, d'abord — on verra après.

Mais n'admettons pas ici cette facilité. Il est vrai que la force des adversaires du Régime sera plus grande, et notre conviction plus dynamique, si un programme constructif est arrêté et publié avant le Référendum par les partisans du NON. Il faut que le contenu du NON ne soit pas seulement défensif — faire front au chantage — mais offensif : qu'il signifie l'adhésion à un plan de rénovation. Il appartient aux leaders politiques de l'opposition de définir ce plan, qu'ils préparent. Une Assemblée Constituante immédiate avec un scrutin honnête, un programme de gouvernement de la majorité réelle du pays, la fin de la guerre d'Algérie — sont les quelques étapes évidentes de la véritable révolution qui électriserait la France entière si, par un miracle, les NON étaient majoritaires.

Les choses sont assez claires.

Quelle que soit la tournure des événements la IVᵉ appartient au passé. Voudrait-on la ranimer qu'on ne le pourrait plus : il n'y a pas de « retour de la IVᵉ » possible, ce n'est qu'un autre bluff.

Le programme « proposé » par de Gaulle n'existe pas : il est mort-né sur le point décisif, la guerre d'Algérie.

La chance d'un renouveau, la seule, c'est le refus du Régime d'Alger qui peut la faire naître. Elle commencerait avec un NON au Référendum. Et si c'est le QUI qui est majoritaire, si le régime du 13 mai est consolidé pour un temps, cela ne changera que les délais et les modalités : c'est encore par le renversement de ce Régime que commencera un jour la construction de la France de demain.

J.-J. S.-S.

CORRESPONDANCES EXPRESS

LOI ÉLECTORALE : LE GÉNÉRAL ÉTUDIE UN SYSTÈME COTY

● Le débat engagé, au sein du gouvernement, sur le mode de scrutin qui sera adopté aux prochaines élections, se poursuit activement.

L'opposition de MM. Guy Mollet et Pflimlin au projet préparé par MM. Debré et Soustelle aurait fait réfléchir le général de Gaulle, qui était prêt à s'y rallier.

Ce système aurait pour conséquence de renforcer la droite au détriment des partis du centre. Le président du Conseil considère qu'il serait dangereux de faire élire en novembre une « Chambre introuvable » de style Restauration. Le système qui aurait maintenant la préférence du général, ainsi que des ministres socialistes et M.R.P., est un compromis complexe inspiré d'un projet imaginé il y a quelques années par M. René Coty, à l'époque simple sénateur.

Il s'agit d'un scrutin de liste départemental à deux tours avec possibilité d'apparentement. Voici son fonctionnement :

— Au premier tour, si une liste obtient la majorité absolue, elle enlève tous les sièges de la circonscription ;

— Avant le second tour, deux ou plusieurs listes peuvent s'apparenter ;

— Au second tour, si un groupe de listes apparentées obtient la majorité absolue, il enlève tous les sièges, qui sont répartis proportionnellement au nombre de suffrages obtenus par chacune des listes ;

— Si la majorité absolue n'est pas atteinte, les sièges de la circonscription sont répartis à la proportionnelle.

LES ANCIENS D'ALGÉRIE SE RASSEMBLENT

● Les trois Associations indépendantes de jeunes anciens combattants de l'Armée d'Algérie viennent, après plusieurs échanges de vues et réunions, de décider leur fusion.

Face à la puissante U.N.C. (Union Nationale des Combattants), qui regroupe depuis la guerre, avec l'appui des pouvoirs civils et militaires, toutes les organisations d'anciens combattants, et qui s'est engagée activement en politique, les jeunes de l'Armée d'Algérie s'étaient rassemblés depuis 1956, au fur et à mesure de leur libération, dans trois associations nouvelles :

— « le Groupement démocratique des Rappelés et Maintenus »,

— « l'Association nationale des Anciens d'Algérie »,

— « l'Association des Anciens d'Algérie ».

Les bureaux de ces trois associations, réunis en commission constitutive, viennent d'annoncer leur fusion en une seule organisation nationale qui s'appellera : « La Fédération Nationale des Anciens d'Algérie » (siège social : 17, rue Edouard-Manet, Paris-13e).

L'accord d'unification a été signé lundi soir par les trois délégués : G.-M. Mattei, P. Debiesse et J.-P. Prouteau (voir photo), qui assurent le secrétariat commun et prépareront un Congrès national des Anciens d'Algérie pour le 21 septembre, à Paris.

C'est la première fois depuis la guerre de 1914 qu'un tel regroupement se réalise en dehors des pouvoirs officiels et contre l'exploitation politique par les mouvements de droite du courant « anciens combattants ».

Les trois associations ont fixé comme tâche à leur Fédération, avec la défense des droits des anciens d'Algérie et des familles des victimes, l'action « pour la sauvegarde des valeurs morales » (selon la formule du général de Bollardière), et pour la paix en Algérie.

Les trois associations ont demandé à J.-J. Servan-Schreiber d'être le président de la Fédération nationale.

LES TROIS MILLIARDS ET DEMI DU RÉFÉRENDUM (suite)

● Les informations publiées par « L'Express » (1) sur l'organisation de la campagne gouvernementale du Référendum ont été suivies de cette série d'événements :

1° M. Raymond Offroy, directeur du Centre de Diffusion française, a diffusé un démenti affirmant qu'il était faux qu'un budget de 3,5 milliards ait été alloué au C.D.F. pour préparer la campagne du Référendum. M. Offroy ajoute que l'activité du C.D.F. n'a nullement changé d'objet depuis sa création.

2° Vingt-quatre heures après la publication de « L'Express », les délégués d'Alger qui devaient s'installer dans l'immeuble du C.D.F., 1, rue de la Faisanderie, pour participer à la préparation de la campagne, y renonçaient. Leurs meubles, déjà installés, étaient déménagés. Simultanément, les délégués du ministre de l'Information, également installés rue de la Faisanderie pour surveiller l'exécution des directives de leur ministre par l'équipe du C.D.F. jugée « trop tiède », regagnaient eux aussi, avenue Friedland, le siège du ministère de l'Information.

3° Des mesures étaient prises dans les différents ministères pour essayer de retracer les conditions dans lesquelles « L'Express » avait été mis au courant. Une sanction a même été prise contre un fonctionnaire accusé, à tort, de « fuites ».

4° Toutes les pièces comptables se rapportant aux informations publiées ont été mises en lieu sûr. Toutefois deux nouvelles précisions devaient être connues : a) une somme de 700 millions de francs a déjà été consacrée aux premiers frais d'imprimerie de la propagande officielle du Référendum. Cette somme a été répartie entre différentes imprimeries sous-traitantes par l'Imprimerie nationale ; b) 450 millions sont consacrés par le C.D.F. à la seule propagande contre l'abstention.

5° Les 3,5 milliards affectés à la propagande générale pour le Référendum demeureront désormais sous le contrôle direct de la Présidence du Conseil et seront gérés personnellement par le ministre de l'Information. La commission de coordination qui se réunit régulièrement sous la présidence de M. Jacques Soustelle, et dont M. Raymond Offroy, du C.D.F., est un membre permanent, a décidé en effet de limiter, par mesure de sécurité, les attributions des organismes officiels engagés dans la campagne.

(1) Cf. « L'Express » du 28 août.

LES OULEMAS D'ALGERIE VEULENT FAIRE CAMPAGNE POUR LE « NON »

● L'Association des Oulémas, dont un représentant a été reçu par le général de Gaulle le 28 août, a fait part au président du Conseil de son désir de pouvoir faire campagne pour le « non » en Algérie et auprès des travailleurs musulmans résidant en France.

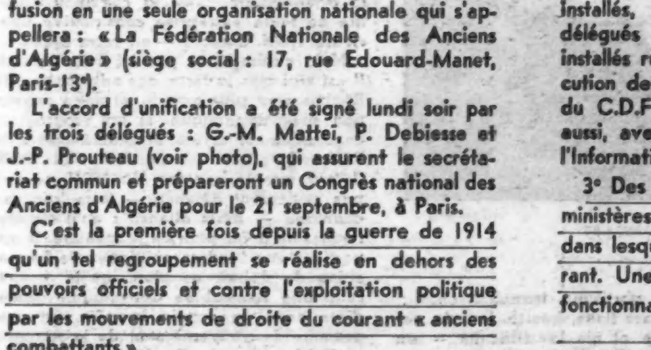
Une demande en bonne et due forme a été déposée entre les mains du général Salan qui donnera sa réponse avant la fin de la semaine.

A en croire M. Neuwirth, délégué à l'Information, cette réponse est subordonnée aux résultats d'un pointage actuellement en cours pour déterminer le nombre de voix que la prise de position officielle des Oulémas pourrait déplacer.

Le Cheik El Okby a précisé qu'il entendait exposer lui-même au micro de Radio-Alger, en langue arabe et en langue kabyle, les raisons qui

(Rodriguez.)

MM. J. BEMELMANS, J.-P. PROUTEAU ET G.-M. MATTEI SIGNANT L'ACCORD DE FUSION DES ANCIENS D'ALGÉRIE
La réaction des jeunes combattants.



MARSEILLE-HAIFA par la
COMPAGNIE ISRAELIENNE DE NAVIGATION

ZIM
SHOHAM

AUTOMNE EN ISRAEL, PAYS DU SOLEIL
TARIFS HORS-SAISON - RÉD. 20 %
D'OCTOBRE A MARS
DEMANDEZ NOTRE NOTICE
« VOYAGES INDIVIDUELS ORGANISÉS »
5, avenue de l'Opéra - PARIS

PONT - L'ÉVÊQUE
☆
LEVASSEUR
toujours
LE MEILLEUR

l'amènent, d'une part, à voter, d'autre part à voter « non ». La Délégation générale lui ayant demandé de soumettre un texte de ses causeries, il s'y est refusé. On craint à Alger, M. Neuwirth l'a dit publiquement, que le chef des Oulémas ne se livre à une exégèse des discours prononcés par le général de Gaulle à Brazzaville et Dakar.

RADIO-T.V. : MM. DEFFERRE ET BLEUSTEIN-BLANCHET PRECISENT

● La révélation par « L'Express » (1) des projets du ministère de l'Information concernant la création d'une chaîne Radio-T.V. privée, avec publicité, sur les antennes de l'Etat, continue de provoquer un grand branle-bas dans les milieux officiels et dans les syndicats de presse et de radio.

Des précisions ont été apportées par « Le Provençal » de Marseille dont le directeur est M. Gaston Defferre. Le ministre de l'Information, M. Jacques Soustelle, a publié un nouveau démenti.

Ce démenti vient d'amener M. Gaston Defferre à apporter des précisions complémentaires dans une longue lettre au ministre de l'Information.

Le directeur du « Provençal » écrit notamment :

« Vous savez mieux que moi qu'il est parfaitement exact que la R.T.F. a engagé des pourparlers pour que la publicité soit admise à la Télévision et à la Radio par l'intermédiaire d'une agence de publicité. Et puisque vous continuez à nier l'évidence, je précise :

— que cette agence est la société « Publicis » dont le président est M. Bleustein-Blanchet ;

— que M. Chavanon, directeur général de la R.T.F., en a entretenu un certain nombre de personnes pour connaître leurs réactions ;

— que des difficultés techniques s'opposant à la création d'une nouvelle chaîne de télévision, vous avez envisagé de passer la publicité recueillie par cette agence privée, moyennant commission, sur la Télévision d'Etat et qu'en ce qui concerne la Radio, vous hésitiez entre la chaîne France I et la chaîne France II ;

— que le seul syndicat qui n'ait pas donné son accord était le Syndicat national de la presse quotidienne régionale dont « Le Provençal » fait partie.

On supposait que de ce côté il n'y aurait pas de difficultés, puisque les grands journaux régionaux devaient être intéressés dans l'affaire et que « Le Provençal » ,étant particulièrement bien placé ne protesterait pas. »

M. Gaston Defferre conclut ainsi sa lettre à M. Soustelle :

« Malheureusement pour vous il y a des gens pour lesquels les questions de principe comptent plus que les questions d'argent et c'est pourquoi « Le Provençal » a dénoncé cette affaire et ainsi permis d'éviter — fût-ce à son propre détriment — que l'Etat ne soit frustré de recettes importantes. »

M. Bleustein-Blanchet, président de « Publicis », a indiqué alors, de son côté, à « L'Express » les précisions suivantes sur l'origine de l'affaire.

— Il n'y a pas eu de négociations d'ordre commercial, entre l'Etat et « Publicis ». Il y a eu une « note de travail », sur le problème de la Radio et de la T.V., demandée par le ministère de l'Information à M. Bleustein-Blanchet qui avait pris position depuis 1954 (en particulier dans des articles de presse) en faveur de la publicité sur les antennes de l'Etat ;

— Après cette note, M. Chavanon, nommé directeur général de la R.T.F. par M. Soustelle, a engagé des conversations avec plusieurs directeurs de quotidiens de province susceptibles d'être intéressés à l'affaire. Puis il les a réunis à un déjeuner ;

— M. Chavanon a également discuté les perspectives de la « note de travail » avec le chef du service promotion-vente de « Publicis », M. Laurent (que cite M. Gaston Defferre dans sa lettre). Mais celui-ci n'avait aucun mandat ; il n'y a donc pas eu négociations.

Conclusion provisoire de l'affaire : le ministère de l'Information et la Direction générale de la R.T.F. ont bien étudié un projet de « reconversion » de la Radio-T.V. d'Etat ; les pourparlers ont été avancés avec des représentants de journaux régionaux ; après les informations publiées par « L'Express » et la prise de position publique de M. Defferre en particulier, l'affaire paraît abandonnée.

(1) Cf. « L'Express » du 28 août.

Je voterai OUI parce que...

Dans notre dernier numéro nous demandions à nos lecteurs de nous dire s'ils voteront OUI ou NON le 28 septembre, et de donner en une page les raisons essentielles de leur vote. Mardi soir, nous avions déjà reçu 3.565 réponses.

Un premier dépouillement a été effectué pour séparer les OUI des NON. Les 3.565 réponses reçues se divisent ainsi : 1.051 OUI, 2.335 NON, 144 ABSTENTIONS, 35 HESITANTS.

Il va de soi que les lecteurs d'un journal ne peuvent pas être considérés comme représentatifs de l'ensemble du corps électoral. Nous communiquons donc ces chiffres à titre purement indicatif pour répondre à la première question que l'on nous pose de tous côtés, que nous nous sommes nous-mêmes posée : combien de OUI, combien de NON ?

Le dépouillement des réponses, qui accompagnent les bulletins, la plupart manuscrites, constitue un travail extrêmement long et minutieux. En conséquence, la première série de réponses publiée ici est issue du courrier qui nous est parvenu avant le 2 septembre. Elle sera suivie, la semaine prochaine, des réponses issues du courrier reçu entre le 2 et le 8 ; et ainsi de suite.

Il est évidemment exclu de publier ici 3.565 lettres. Nous nous sommes donc efforcés : 1) de choisir, dans les deux catégories, les réponses qui traduisent les points de vue et les arguments le plus souvent évoqués ; 2) de ne pas négliger un argument percutant (pour ou contre), fût-il isolé.

Cette consultation n'a d'intérêt qu'à condition de voir ses résultats rapportés le plus scrupuleusement possible. C'est cette règle que nous respectons. Il ne s'agit ni d'un « gallup », ni d'un moyen déguisé de pression. Il s'agit de permettre à chacun de réunir le maximum d'éléments pour former sa propre opinion, en découvrant ce qui motive celle des autres. En voici quelques-uns :

● *Pas de bâtons dans les roues.*

HAISSANT les fascistes d'Alger et de la métropole.

Vomissant la félonie des communistes.

Gaulliste le 18 juin 1940, j'ai toujours admiré et vénéré le général de Gaulle, je suis comme Clostermann, j'attendais son retour depuis douze ans.

OUI à de Gaulle pour l'aider à accomplir son immense tâche pour la France.

Il lui faut le référendum pour qu'il puisse remettre de l'ordre dans le pays et ne pas *d'avance* lui mettre des bâtons dans les roues.

EMMA PILLER
dessinatrice,
Paris.

● *La consultation du « patron ».*

UNE crise aiguë menace. Elle peut être fatale. Les médecins habituels sont débordés. Le malade angoissé, plus ou moins suivi par ses médecins réticents, demande une consultation au « Patron ». Celui-ci ne fera pas de miracles. Mais il a la confiance du malade qui l'a perdue en ses conseillers habituels. C'est là un énorme facteur de guérison qui lui permettra peut-être de surmonter la crise, et que faire d'autre ?...

Sachant, comme médecin, ce que représente cet appel au « consultant », ce qu'est cette dernière chance, ce que vaut l'espoir comme facteur de guérison, comment voterais-je autre chose que : OUI.

DOCTEUR M. DUFOUR
Montmorency (S.-et-O.).

● *Etc...*

TOUTES les alliances sont bonnes.
Contre Moscou et tous les apatrides.
Contre tous les politiciens.
Contre tous les responsables.
Contre tous les pantins de l'Assemblée nationale.
Contre toutes les divisions.
Contre « L'Express ».
Contre Mendès.
Je voterai OUI à la France, aux Français.

M. VAILTIER
Montpellier.

● *Le plus à gauche des gaullistes.*

VOTER OUI c'est renforcer la position du général de Gaulle... le plus à gauche des gaullistes.

Voter NON c'est assurer la victoire des gaullistes de droite... sans de Gaulle.

Pour barrer la route au fascisme intégral, je crois qu'il faut voter OUI.

F. H.
Nice.

● *Il faut l'aider.*

LA Constitution est peut-être imparfaite, mais je voterai OUI car avec Pierre-Henri Simon j'estime que « ceux qui ne voient le salut de la France ni dans une dictature des colonels ni dans la démocratie populaire doivent non seulement souhaiter que de Gaulle réussisse, mais l'y aider. »

DOCTEUR J.B. MATHIAS
Maire et Conseiller général
Albertville (Savoie).

● *Pas de quoi crier à l'assassin.*

JE ne suis pas juriste. Je n'ai étudié la nouvelle Constitution que pendant deux ou trois heures, ce qui doit néanmoins me placer dans un rang honorable parmi les Français pour avoir le droit de la juger. Comme tout le monde j'aurais mille suggestions à émettre et autant de corrections à proposer. L'objectif, de toute façon, est

OUI pour balayer la IVe !...

assez limité et il n'y a pas de quoi crier à l'assassin. L'essentiel est de trouver une certaine harmonie entre les pouvoirs, en préservant et en protégeant la dignité humaine dans tous les domaines. Je crois à la vertu des tradition, et que l'histoire de la Ve République dépendra de la façon dont le vaisseau sera lancé.

En tout cas, mon cerveau est totalement imperméable à l'objection-clé de la gauche, véritable tarte à la crème : ce n'est pas un référendum, mais un plébiscite. Il est incontestable et incontesté que sur dix Français, neuf ignorent le premier mot de la dernière Constitution et ignorent tout de la prochaine. Mais il en était de même en 1946 : c'est bien à certains hommes — constituants, hommes de parti, politiciens-vedettes — qu'on a fait confiance alors. J'estime pour ma part que les hommes qui proposent la nouvelle Constitution ont droit à ma confiance plus que les précédents. C'est bien mon droit, sans être fasciste le moins du monde ?

H.D.R.
Officier.

● *La maison brûle.*

LES dangers que le cadre de fer dans lequel la Constitution de de Gaulle enferme la République fait peser sur les Français, pourront être atténués par une réforme ultérieure. Ils sont en tout cas moins graves à mes yeux, grâce à la présence rassurante de de Gaulle qui nous donne aujourd'hui encore en Afrique, une preuve supplémentaire de son libéralisme, que ceux, certains ceux-là, qui résulteraient d'un NON dont les conséquences seraient : Chaos — Dictature militaire — et pour finir République Populaire, c'est-à-dire les ténèbres. Tout le reste est discussion stérile d'intellectuels qui ne voient pas que la maison brûle.

JACQUES NICOLAS
agent commercial
Paris.

● *Je suis un homme de gauche.*

DEUX *raisons négatives* d'abord :

1. Je considère que la solution de Gaulle est la seule actuellement valable contre une dictature des colonels pour commencer, et contre une dictature communiste pour finir.

Je n'ai jamais pu trouver, ni dans mon imagination, ni ailleurs, une parade démocratique concrète et réaliste à ces deux redoutables menaces. L'idée d'un groupement démocratique de la gauche s'appuyant sur le parti communiste est, à mon sens, une chimère construite par des intellectuels perdus dans une abstraction totale. Même si, par extraordinaire, ce groupement se constituait valablement, il ne permettrait pas d'éviter la phase préalable, temporaire et sanglante des colonels ;

2. Aucun régime, hormis ceux des dictatures mentionnées au paragraphe 1, ne peut être pire que le régime de basse démagogie de la IVe République.

Une raison positive enfin :

Si les deux raisons négatives ci-dessus n'étaient pas suffisantes pour me faire sortir de l'abstention — mais elles le sont — je voterais encore OUI parce que, en toute conscience, je préfère, en raison de mon horreur de la dictature, suivre le chemin que nous propose de Gaulle, plutôt que celui où voudrait nous engager le parti communiste français et je continue, malgré tout, à me croire un homme de gauche dans mes actes comme dans mes pensées.

H. DE LAROMIGUIÈRE
Industriel
Paris.

● *Renforcer l'autorité.*

PARCE que la nouvelle Constitution contient d'excellentes dispositions : elle renforce l'autorité du président de la République, elle rend incompatibles la fonction de ministre et le mandat de député ; elle met fin au régime d'Assemblée que nous subissons depuis la Constitution de 1946.

Parce que voter NON serait encourager la sécession de nos territoires africains.

Pour renforcer l'autorité du général de Gaulle, seul homme politique vivant qui sert la France au lieu de se servir d'elle.

ABBÉ J.-P. BLANC
professeur de philosophie
Périgueux.

● *Si j'étais plus jeune.*

J'AI la rage au cœur de penser qu'il n'y a pas de forces démocratiques assez puissantes et unies en France pour reprendre le flambeau de la vraie République et que, pour écarter le danger communiste, il faut dire OUI au général très respectable et très digne, mais lié d'une façon évidente aux militaires fascistes d'Alger. Si je dis OUI j'aide à prolonger un régime qui deviendra le fascisme, je le sais. Si j'étais plus jeune, je voterais NON sans hésitation, quitte à m'engager ensuite dans la bataille, mais je suis vieille.

XXX.

● *Un vrai Français.*

J'AI pour le général de Gaulle plus que de l'admiration mais de l'affection comme pour un membre de ma famille. Qu'il ait commis des erreurs de jugement, personne n'en est exempt mais ce qui me rassure c'est que c'est un *vrai Français* qui n'aime que son pays sans vouloir en profiter. Il peut se tromper mais non nous tromper.

HENRIETTE DALISSE
Paris.

● *Eviter une lutte stérile.*

DE toute façon, dans certaines circonstances, un homme politique peut faire n'importe quoi avec n'importe quel texte.

L'approbation de la Constitution prévue par le général de Gaulle, honnête patriote, ayant beaucoup de prestige, peut seule éviter une lutte stérile entre Français également de bonne volonté et constitue la dernière chance d'éviter la désintégration définitive de l'Union française.

M. CAHEN
Toul (M.-et-M.).

● *Une occasion unique.*

NOUS voterons OUI ma femme et moi le 28 septembre parce qu'il est temps pour nous de retrouver l'honneur et l'enthousiasme, parce qu'en toute honnêteté un homme de valeur incontestable cherchera pour notre patrie le meilleur destin.

Nous sommes lassés du doute, de la critique, de la mesquinerie. Nous avons une occasion unique d'y échapper. Il ne faut pas la laisser passer.

J. PUJOL
représentant
Bordeaux.

OUI *pour dire* NON *aux communistes*

● *Hélas !*

JE ne veux à aucun prix revenir au système précédent.

Et nous n'avons, hélas ! le choix qu'entre la Constitution avec de Gaulle, le retour à cette pourriture, ou la dictature des colonels avec Soustelle et Tixier-Vignancour, ou les Soviets...

X...

● *En bref...*

JE fais confiance à de Gaulle.
Je ne voterai jamais comme les communistes.
Je désire une nouvelle Constitution pour changer l'orientation politique de la France.

M. HUSSENET
employée de bureau
Charentonneau.

Je voterai NON parce que...

Nous n'osons plus...

J'AI l'intention de voter NON au référendum du 28 septembre et voici la raison essentielle de mon vote qui se résume dans les phrases suivantes de François Mauriac (Bloc-Notes 23 août) :

« ...Il n'empêche que ces puissances obscures auxquelles la métropole obéit depuis des années et qui l'ont fait capituler le 13 mai, nous voyons bien que de Gaulle devant elles marque le pas : il est arrêté. Nous n'osons plus nous dire : « De Gaulle peut tout »... vers quelle aventure sinistre nous sommes irrésistiblement poussés... »

DOCTEUR JEAN.

Une attitude équivoque

LE problème n° 1 n'est pas la Constitution mais la guerre d'Algérie, je voterai donc NON :

a) parce que le Général a été porté au pouvoir par un coup de force ;

b) parce que le Général a trompé tout le monde, laissant croire

— au F.L.N., qu'il était partisan de l'Indépendance (« Un peuple qui meurt pour son indépendance la mérite ») ;

— aux libéraux, qu'il rechercherait une solution conforme à leurs vues (comme le prouve la motion signée notamment par Germaine Tillion le 28 mai) ;

NON *car je ne crois pas au Père Noël*

— à M. Jacques Soustelle, qu'il était son parrain ;

— aux Français dans les derniers jours de mai qu'il allait arrêter la guerre d'Algérie, alors qu'il n'avait aucune solution en vue (je ne ferai pas au Général l'injure de croire qu'il ignorait l'extrême complexité de ce problème).

Il va de soi que je n'ai rien à proposer en face... il reste à espérer que les dirigeants du parti communiste... que les congrès de la S.F.I.O... que les centrales ouvrières... que les personnalités de gauche... etc. comprendront... sauront... etc., et il nous reste à pousser à la roue.

M. G. GIOVANETTI,
ingénieur A. et M.
Aix-en-Provence.

Pour la première fois de ma vie

JE suis en désaccord complet avec les positions politiques des députés modérés pour lesquels j'ai pourtant voté ponctuellement depuis plus de trente ans.

Sur la question constitutionnelle, je n'admets, tout d'abord, absolument pas que soient additionnés les suffrages des Français du pays de Descartes avec ceux des territoires africains sur la façon dont doivent fonctionner nos institutions métropolitaines.

En ce qui concerne ces dernières, la mission majeure d'un Parlement élu étant de défendre les citoyens contre l'arbitraire du pouvoir central et des administrations, à un exécutif fort doit nécessairement répondre un Parlement doté du droit de contrôle et de veto sur n'importe quelle initiative gouvernementale.

Je voterai donc NON au référendum.

Sur la question de la politique française en Algérie, il y a en Algérie un million de Français. Il n'y en a pas dix.

En nous amalgamant à neuf millions d'individus étrangers à notre culture et à nos lois, nous allons défigurer notre pays. En outre, nous allons écraser définitivement l'économie française sous la fiscalité et les charges sociales.

Qu'on ne nous parle plus de stabilisation du franc, d'arrêt de la hausse des prix, de marché commun européen, d'accroissement du niveau de vie des Français.

Les temps étaient pourtant venus de nous serrer les coudes avec nos voisins continentaux. Non par amour, certes, mais par raison...

Aux prochaines élections, je voterai donc, pour la première fois de ma vie, CONTRE le candidat modéré.

P. M.
Paris.

J'ai trois fils

NON, et voici pourquoi : J'ai trois fils.

En 1956, j'avais voté pour la paix en Algérie, je maintiens, et plus que jamais, ce point de vue. Les moyens d'y parvenir : ce n'est pas à moi de les mettre en œuvre, c'est au gouvernement. Or, je ne vois aucun acte dans ce sens depuis la période des trois mois de pouvoir absolu. Pourquoi envisager un gouvernement extrafort, s'il ne s'attaque pas à la tâche essentielle ?

Mme X...
Nancy.

La démission d'un peuple.

ON entend déjà des partisans résignés au OUI murmurer : « Attention ! si le référendum est négatif, nous risquons la retraite du général de Gaulle, la colère de l'armée, d'Alger, et l'arrivée de ces fameux 5.000 parachutistes auxquels nous avons échappé de justesse en mai dernier. » (...) Autrement dit, ce que l'on a obtenu, par la menace, d'une Assemblée défaillante, on veut l'obtenir sous la même menace du peuple entier en entretenant une inquiétude sourde sur ce qui se passerait « après ». Beau fondement d'une rénovation nationale que cette démission d'un peuple qui, par crainte du pire, abandonné par son armée et sa police, renonce à tenir le gouvernail.

J. ROSSELIN
professeur.

La seule question.

AUCUN texte constitutionnel ne pourra transformer M. Guy Mollet en socialiste fidèle, M. Pinay en intellectuel, M. Pflimlin en homme de caractère, et le général de Gaulle en démocrate. Le référendum ne fait que masquer la seule question dont dépend le destin de tous les Français : la poursuite d'une guerre sanglante, ruineuse et sans issue, ou la négociation.

DOCTEUR G. VIDAL-NAQUET
Paris.

Je ne sépare pas la République de la Patrie

JE voterai NON au référendum parce que je ne sépare pas la République de la patrie.

Officier français, je veux rester un soldat de la République. Pour moi, l'honneur du drapeau, c'est Hoche, Marceau, Leclerc, ce ne sera jamais Cavaignac, Bazaine ou Massu.

Une Constitution qui consacrerait le pouvoir d'un homme et dont les gardiens seraient les « Paras » de Massu ou d'un autre général, nous ramène en des temps du reste historiquement révolus.

L'armée est faite pour se taire et servir. Servir la Nation, et non se mettre au service d'un homme ou d'une coterie.

C'est parce que je veux demain une République rénovée avec une Constitution démocratique dans ses formes, mais réellement appliquée dans la pratique, une Constitution où le rôle de l'armée soit défini clairement afin qu'elle ne puisse servir d'instrument contre le peuple, que le 28 septembre, je voterai NON comme il est de mon devoir de Français.

Un capitaine officier d'active jusqu'en 1958.

NON *pour ne pas être para... lysé !*

43 millions de lèche-bottes ?

JE voterai NON car je ne puis me faire à l'idée de retrouver comme Premier Ministre M. Jacques Soustelle.

On nous avait dit : « De Gaulle, c'est le Sauveur, l'homme qui arrangera tout ». De Gaulle est au pouvoir, qu'y a-t-il de changé ? Rien, tout empire. A preuve les attentats et sabotages du 24 août.

D'autre part, je dirai NON malgré le chantage que certains exercent en nous présentant le référendum sous la forme :

Oui = Sécurité.

Non = Les Paras.

Et après ! Les Paras, voilà le grand mot lâché. A force de les monter aux nues, les paras par-ci, les paras par-là, on a peur maintenant qu'ils nous tombent sur la figure.

Personnellement, je ne crois pas à ce chantage. Et quand bien même « Ils » viendraient, n'est-il pas permis de croire qu'ils n'auraient pas 43 millions de lèche-bottes ?

Un fonctionnaire.
Angoulême.

Une menace tous les cinq mois

« OUI au référendum ou la guerre civile ». Ainsi, MM. Paul Reynaud, Michel Debré et Rémy Roure ont pris position pour la Constitution avec cet argument. En clair, cela veut dire : « Votez oui, ou ce sont les parachutistes et un gouvernement Soustelle-Massu. » Va-t-on nous faire cette menace tous les cinq mois, et les « gaullistes de gauche » iront-ils encore plus loin ?

Hier, on a imposé à un Parlement apeuré un gouvernement par ce moyen. Ce moyen sert aujourd'hui pour changer le fondement légal de la République. Quels nouveaux projets nous « proposera-t-on » avec cette menace à la clef ? La suppression du Conseil d'Etat ? des partis politiques ? de la justice civile ? le remplacement des conseils municipaux par des C.S.P. ?

Pour ma part, et *sans autres examens*, je me refuse, comme l'a dit en juin un parlementaire courageux, à voter pour un texte avec un revolver sur la tempe.

A.-L. GOBLOT.

Le risque doit être couru

JE voterai NON pour les raisons suivantes :

1° La Constitution proposée me paraît, pour autant que je puis en juger, reposer sur des principes politiques faux, sur une méconnaissance de la psychologie individuelle et sociale et sur une conception de l'homme insidieusement fasciste.

2° De Gaulle, en mai dernier, a favorisé par son silence la révolte des « colonels » d'Alger qui l'utilisent pour instaurer une dictature en France.

3° Si la Constitution est acceptée, il est à craindre que Soustelle ne soit le nouveau président du Conseil. En ce cas, ce sera la dictature et la poursuite de la guerre d'Algérie.

4° Si la Constitution élaborée par Debré est rejetée, il est à souhaiter que la grave crise qui en résultera provoque un sursaut des forces démocratiques : le risque est évident, il doit, à mon sens, être couru.

F. R.
Médecin.
Besançon.

Choisir son camp

JE voterais NON alors même que ce serait la meilleure des institutions : sur mon bulletin, l'ombre de ces « légions » qui, en deçà de toutes les exégèses de droit ou de philosophie politique, constituent « the solid hard fact », la base réelle, permanente, qui ne sera pas toujours aussi discrète, du nouveau système.

On peut à la rigueur et dans l'abstrait discuter entre républicains, discuter valablement (...).

A quoi bon ? Légitimes en elles-mêmes, ces discussions cèdent évidemment devant la réalité la plus crue : un rapport de force, et une disposition telle des forces que le peuple et les idées se trouvent d'un côté, et de l'autre les légions et les intérêts.

Dès lors, on n'a même plus à choisir, on est d'un camp ; même s'il a perdu une bataille ; même s'il apparaît qu'il doive en perdre beaucoup d'autres.

JEAN PIVASSET.
Etudiant.
Aix-en-Provence.

La Constitution donne de sérieux motifs

SI je n'avais eu de sérieux motifs tirés du projet de Constitution lui-même, j'aurais voté NON en raison de ce que « les Hommes d'Alger » ont engagé la bataille du « Oui ».

Mais il s'agit de savoir si cette Constitution est démocratique. On peut répondre NON car :

1° Le peuple n'aura pas droit à la parole dans la gestion de ses affaires puisque ses représentants qui sont les parlementaires se voient retirer le droit de contrôle et de légiférer en des matières essentielles, notamment en matière fiscale.

2° L'élection du Président de la République est confiée à un collège dont la composition ne reflète pas équitablement toutes les couches de l'opinion publique.

NON *aux avocats du « bazooka »*

3° Les pouvoirs exceptionnels donnés au Président de la République font de celui-ci un « Cheval de Troie » dans le système qui permet-

→

Je voterai NON parce que...

→

tra d'ouvrir la route à la dictature des partis de droite.

4° Le texte proposé retire aux citoyens le pouvoir de fixer le mode d'élection de leurs futurs élus.

C. MARTIN,
Employé de ministère.
Albi.

● *Napoléon III aussi était socialiste*

IL y a quelque cent ans, Victor Hugo écrivait :

« On a donné à un homme l'omnipotence et l'omniscience. On a fait de cet homme le constituant suprême, le législateur unique, l'alpha du droit, l'omega du pouvoir ! On a incarné en lui le peuple, la nation, l'État, la loi et pour dix ans ! Quoi ! Voter moi, citoyen, non seulement mon dessaisissement, ma déchéance et mon abdication, mais l'abdication pour dix années de générations nouvelles du suffrage universel sur lesquelles je n'ai aucun droit... Quoi ! vous me faites voter que tout est fini, qu'il n'y a plus rien, que le peuple est un nègre ! quoi ! vous me dites : attendu que tu es souverain, tu vas te donner un maître ; attendu que tu es la France, tu vas devenir Haïti ! Quelle abominable dérision ! »

Napoléon III lui aussi était socialiste.

Il faut, si l'on veut conserver la République, voter NON. Même si Mendès France proposait une Constitution semblable, il faudrait voter NON. Supposition absurde au reste.

G. CHAMBELLAND.
Dijon.

● *De Gaulle manœuvré*

JE voterai NON au référendum.

1° Parce que je désire que la gauche s'unisse enfin pour balayer tous les profiteurs de la terre : hommes d'affaires, propriétaires dignes des féodaux, usuriers, etc.

2° Parce qu'il faut négocier avec le F.L.N.

3° Parce que de Gaulle est manœuvré par les fascistes.

4° Parce que nous avons vu le fascisme à l'œuvre en Allemagne et en Italie.

Signé : *Une simple paysanne veuve, son fils soldat garde les dépôts d'essence, fait une moisson désastreuse avec des gosses de 11 à 14 ans.*

● *Si aucun élément nouveau*

S'IL ne s'agissait que de la Consitution présentée, mon choix serait vite et définitivement fait : je voterais NON. Elle est, en effet, à mon avis, antidémocratique et rétrograde. On se croirait revenu aux Chartes de Charles X et Louis-Philippe.

Par contre, je me pose beaucoup plus de questions vis-à-vis de la confiance à accorder à de Gaulle.

A mon sens, on ne peut voter Oui que si le général de Gaulle veut bien faire, sans équivoque, une déclaration solennelle, répudiant une partie de ceux qui l'ont amené au pouvoir et promettant en particulier de mettre un terme à la guerre d'Algérie, par une paix juste, sur la base de négociations avec nos adversaires actuels.

Je ne crois pas qu'il le fasse jamais. Préférant à la domination fasciste la guerre civile, je voterai donc NON au référendum (je le répète, si aucun élément nouveau ne vient prouver la bonne foi du Général), prêt à affronter une partie de l'armée (car elle n'est pas toute pour de Sérigny, la preuve !), les biaggistes et autres voyous qui ne crient si fort que parce que l'opinion publique, inconsciente du danger, et amorphe, les laisse faire.

R. C.
Militaire de carrière.

NON aux klaxons des Champs-Elysées

● *Du côté de ce qui est resté propre*

JE répondrai NON au référendum :

— parce qu'il s'agit d'un vrai plébiscite ;

— parce que c'est une Constitution monarchique ;

— parce que Mollet, Lacoste, Soustelle, de Sérigny, Massu, les exploiteurs, les profiteurs, les malhonnêtes, les parasites de la société, mon patron, vont répondre OUI ;

— parce que c'est remettre en selle la clique d'incapables qui nous a conduits au désastre en ne respectant pas le programme grâce auquel ils avaient été élus en janvier 1956.

— parce que cette clique qui m'écœure représente les intérêts bourgeois, et que cette bourgeoisie est pourrie jusqu'à la moelle ;

— parce que ce sera la dictature militaire et fasciste qui s'installera en France ;

— parce que je ne veux pas être un des responsables des malheurs qui s'abattront sur le pays et sur la classe ouvrière en particulier si le OUI triomphe, et j'ai une responsabilité ayant quatre enfants ;

— parce que je me range du côté de ce qui est resté propre dans le pays, c'est-à-dire la classe ouvrière ;

— parce que j'ai lu « Histoire d'un Crime » de Victor Hugo et « Histoire du plébiscite » d'Erckmann-Chatrian.

M. M.
Chef Comptable.
Moulins.

● *Je ne suis pas Gribouille*

LA Constitution est antidémocratique et réactionnaire tant par son élaboration que par sa lettre et par son esprit. Les articles 14 et 35 en particulier ne peuvent être acceptés par un républicain. Je vous épargne l'analyse détaillée qui serait trop longue.

Le référendum joue sur une équivoque : le OUI n'a pas la même portée en France métropolitaine et outre-mer. La réponse d'un territoire d'outre-mer sera déterminée par son acceptation ou son refus des options que le texte lui propose. La France d'outre-mer ne répondra donc en fait qu'aux titres 11 et 12 mais en même temps, ce vote sera compté comme une acceptation ou un refus de l'ensemble du projet. Le gouvernement le sait, et cette malhonnêteté politique le déconsidère à mes yeux.

La Constitution a été faite pour le général de Gaulle. Et après lui ?

Peut-on faire confiance au général de Gaulle ? Qu'il soit honnête et sincère, lui, personnellement, que m'importe s'il fait le jeu des ultras ? Lorsque François Mauriac écrit (« L'Express » du 28 août) : « Il compose avec ce qu'il méprise. Il serre les dents et souffre de donner la main à ce qu'il ne peut affronter ouvertement sans risquer de tout perdre », je pense irrésistiblement au fameux « double jeu » du maréchal Pétain et où cela a conduit bien des braves gens qui voulaient croire en un homme et non aux faits.

Pour beaucoup, la réponse n'est pas libre. L'opposition ne pourra se faire entendre en Algérie. En France s'étale le chantage : votez OUI ou gare aux colonels ! En somme, il faudrait aliéner volontairement sa liberté pour ne pas risquer de la perdre par force. Je ne suis pas Gribouille, surtout quand je peux me munir d'un parapluie... si j'ose m'exprimer ainsi, le parapluie étant en l'espèce l'union résolue des républicains.

L. O.
Professeur.
Creil (Oise).

● *Pour infléchir sa politique*

POURQUOI je vote NON :

1) Pour infléchir la politique de de Gaulle, il faut qu'il ait la majorité la plus faible possible, et non pas 70 % comme c'est probable.

2) Parce que le OUI signifie approbation des hommes du 13 mai et risque la venue au pouvoir de Jacques Soustelle comme premier ministre.

ALAIN POIRIER.
Externe des Hôpitaux.
Paris.

OUI *pour éviter une guerre civile...*
ou
NON *pour éviter les coups de massue!*

● *En un mot.*

LA Constitution que l'on me propose est désuète, inadaptée et dangereuse. Le OUI est un encouragement aux hommes du 13 mai. Même si le résultat est contraire à mes désirs, je crois très important que le général de Gaulle connaisse l'existence d'une opposition républicaine aussi forte que possible.

M. LACHEZE
étudiante en médecine
Paris.

J'AI décidé de voter NON pour bien montrer à tous les factieux et meneurs du colonialisme que le peuple français a encore le droit de s'exprimer et de dire ce qu'il veut. Ce qu'il veut : l'arrêt de la guerre d'Algérie.

PAUL M.,
Paris.

QUI vote pour ? Tous les fascistes, réactionnaires et autres colonels du 13 mai. Alors je vote contre.

DOCTEUR BROTTEAUX
Bazas (Gironde).

MES raisons :

Un attachement atavique à la République.

Un grand scepticisme dans les qualités politiques des militaires en général et de de Gaulle en particulier.

SUZANNE COUDÉ
Aix-en-Provence.

JE voterai « NON » parce que je ne suis pas réactionnaire.

PIERRE LAROCHE
auteur de films
Paris.

IL ne s'agit pas de voter pour ou contre de Gaulle.

Si grand soit-il, cet homme n'est qu'un passant qui s'éloigne. Il ne s'agit pas de voter pour ou contre les communistes.

Il s'agit de voter contre les « Colonels », je voterai NON contre eux, NON contre la stupide guerre d'Algérie.

CLAUDE HARTMANN.
Paris.

RIEN n'a changé depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. L'Algérie est restée le gouffre qui épuise notre nation, la guerre continue. L'économie ne s'est pas régénérée, la menace persiste, la dépendance s'accentue. L'impuissance du gouvernement est flagrante.

CLAUDE VESPIER
dessinateur industriel
Dieppe.

(Dessins de Sine.)

PRÉ-RÉFÉRENDUM NATIONAL

OUVERT PAR « L'EXPRESS »

J'ai l'intention de voter

OUI NON

(Rayer la mention inutile)

au Référendum du 28 septembre
et voici en une page la raison essentielle
de mon vote

(FACULTATIF)
NOM : ____________
ADRESSE : ____________
PROFESSION : ____________

Découpez ce bulletin, écrivez sur une page la raison de votre vote et envoyez l'ensemble à « L'Express »

Service « Pré-Référendum National », 91, Champs-Elysées. Paris

Pour éviter l'intervention des organismes de propagande, d'un côté comme de l'autre, seules les réponses individuelles, accompagnées du bulletin ci-contre, seront prises en considération.

« L'Express » continuera de publier les réponses jusqu'au Référendum.

ALGÉRIE

L'erreur de calcul

● ***La décision des chefs F.L.N. de passer à l'offensive terroriste en France a été longuement débattue. Jean Daniel révèle ici les raisons politiques qui ont finalement provoqué ce nouveau cycle infernal.***

A tous ceux qui suivent les affaires algériennes, les quotidiens parisiens de cette semaine ont rappelé étonnamment les journaux algérois d'il y a deux ans. Les titres donnent le ton : « *Agression meurtrière et sabotage du F.L.N. à Paris et en province* » (« Le Figaro » 27-8-58). Et, en éditorial, « Agir vite ». « *Une jeune recrue désarmée abattue à Montparnasse* ». « *Un nouveau dépôt d'essence incendié près de Rouen.* » « *Funérailles émouvantes d'une victime du terrorisme.* » Enfin : « *Interrogatoire de 3.000 suspects au Vel'd'Hiv'* » (« Le Monde » 2-9-58). A une ou deux exceptions près, le thème des éditoriaux est le même : horreur et indignation devant des attentats odieux, invitation à une impitoyable répression.

Il y a deux ans, à Alger, on ne lisait rien d'autre. Tant il est vrai que la violence suscite partout les mêmes réactions, paralyse l'analyse politique. Tant il est vrai que les Français d'Algérie ne sont pas d'une essence spéciale : il suffit de quelques attentats pour transformer en « sudistes » bien des métropolitains. Et de même que des réactions en chaine ont rapidement transformé l'Algérie en un Etat fasciste, la menace que fait peser le cycle violence-répression sur les institutions métropolitaines s'accuse. On imagine très bien comment, par exemple, du fait du terrorisme, il va devenir de moins en moins possible d'exprimer publiquement une dénonciation de la politique algérienne.

LA THESE BEN BELLA

Et — tout comme en Algérie, encore une fois — la répression peut devenir populaire. C'est humain. Cela relève de l'autodéfense.

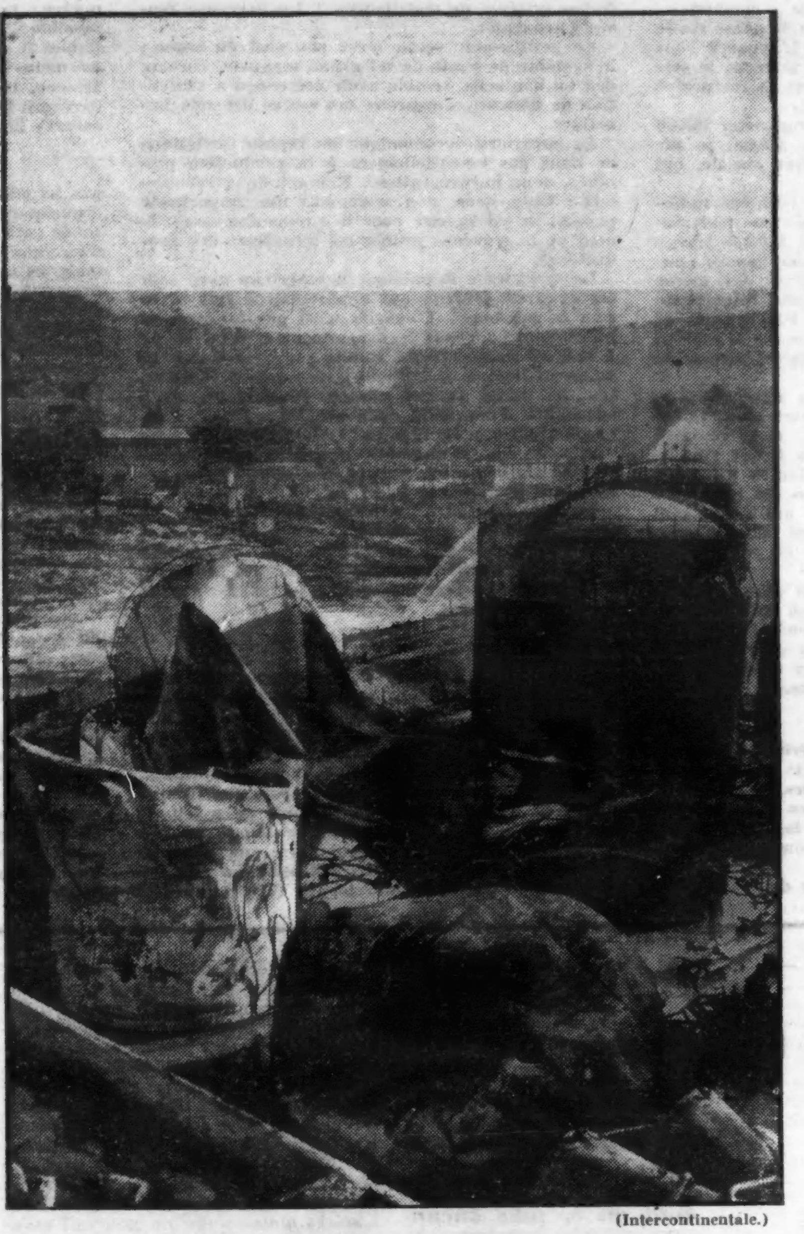
De tout cela, le F.L.N. était conscient. C'est pourquoi il était si divisé. L'an dernier, lors d'une réunion qui s'est tenue à Paris même, des chefs de la Fédération française du F.L.N. ont discuté la teneur du fameux rapport que Ben Bella avait rédigé depuis sa prison. C'était une condamnation du terrorisme en métropole. Davantage : le rapport contenait des critiques sur certaines formes du règlement de comptes entre F.L.N. et Messalistes. Ben Bella craignait les réactions de « l'opinion française démocratique », la diminution des énormes collectes de fonds opérées parmi les 100.000 Algériens de France qui passent pour cotiser régulièrement, la suppression des emplois pour des travailleurs qui ne pourraient plus alors, comme ils le font, nourrir par leurs mandats mensuels des régions entières de l'Algérie. La « thèse Ben Bella » avait alors prévalu.

On sait mieux cette semaine pourquoi cette tactique a été abandonnée. L'hebdomadaire officiel du F.L.N. « El Moujahid » écrit :

> « *Le peuple français qui n'a pas réagi avec suffisamment d'opiniâtreté et de détermination aux parades et aux menaces des colonels d'Algérie, assiste passivement à la consolidation du régime fasciste à Alger.* (...) *Nous avions toujours admis que notre forme d'action était susceptible d'influencer les gouvernements français et de les amener à mettre fin à la guerre.* (...) *Or, depuis quatre ans, le peuple français s'est révélé incapable de faire prendre en considération de tels objectifs. C'est pourquoi, désormais, notre action concernera notre pays et, simultanément, le territoire national français.* »

En fait ce désespoir, quant à l'efficacité des forces démocratiques françaises, ne rend pas compte de tout. Il y a autre chose. La stratégie du F.L.N. est toujours double : militaire et diplomatique. Il n'est pas vrai — les communiqués officiels le prouvent — que l'affaiblissement des fellagha en Algérie explique le terrorisme métropolitain. Mais il paraît en revanche certain que le F.L.N. a eu à faire face à une offensive diplomatique sans précédent, la seule, à vrai dire, qui ait manifesté quelque cohérence depuis de longues années.

Il y a quelques semaines encore, lorsqu'on interrogeait certains collaborateurs du général de Gaulle, sur leur politique algérienne, ils faisaient allusion, avec de mystérieux sous-entendus, à un « puissant travail souterrain » qui consistait à essayer d'isoler le F.L.N. : ce dernier finirait par se soumettre au référendum lorsqu'il se verrait « lâché » par ses principaux alliés naturels.



(Intercontinentale.)

LES RÉSERVOIRS DE MOUREPIANE APRÈS L'ATTENTAT
Il y a deux ans à Alger...

Ainsi des consignes furent données à tous nos émissaires à Rabat, à Tunis, au Caire, et même à Moscou pour manifester un libéralisme spectaculaire. Préoccupés de leurs intérêts nationaux, soucieux — même lorsqu'ils étaient contraints à des attitudes sentimentales — de renouer avec la France, les Marocains, les Tunisiens, et, fait surprenant, les Egyptiens, ont pratiquement accepté une certaine mise à l'écart du problème algérien.

HESITATION F.L.N.

L'acceptation d'une évacuation pourtant épineuse au Maroc, les accords sur la construction du pipe-line d'Edjelé en Tunisie, les démarches en vue d'une reprise des relations diplomatiques avec la République Arabe Unie, ont très sérieusement inquiété le F.L.N. Dans la mesure où la France reprend des positions au Moyen-Orient, il lui est plus facile d'obtenir des dirigeants tunisiens et marocains l'atténuation d'une solidarité parfois difficile avec les Algériens. Le F.L.N. a pris peur. D'autant que la popularité extérieure du général de Gaulle paraissait ralentir l'appui que les Algériens escomptaient des Anglo-Saxons, des Nordiques et des Sud-Américains.

Pour augmenter le désarroi dans lequel s'est trouvé un moment le F.L.N., le général de Gaulle paraît avoir eu des émissaires officieux, égyptiens et maghrébins. Ces derniers étaient chargés, sans responsabilité, de dire aux Algériens que le référendum (« *lequel, loin d'être contraire aux recommandations des Nations Unies, est la manifestation la plus authentique de l'autodétermination* ») était le seul moyen que le gouvernement français avait à sa disposition de prouver à l'armée d'Algérie que l'intégration était impossible.

Toute cette politique a porté des fruits. L'hésitation F.L.N. a été indiscutable. Sans doute le F.L.N. qui se tient pour seul dépositaire des aspirations du peuple algérien, ne pouvait avoir confiance dans un référendum organisé par la France. Il entend bien procéder à une consultation populaire, mais selon ses seules méthodes.

Et cependant, dans un contexte d'isolement, et devant le fait nouveau qu'a été un moment pour eux l'avènement au pouvoir du général de Gaulle, les Algériens auraient accepté un compromis sur une consultation qui aurait eu pour objet les différentes options proposées cette semaine aux noirs d'Afrique. A un certain moment on a été très près d'une solution.

ALGER SEULE

Que s'est-il passé ? Le F.L.N. a jugé que le général de Gaulle ne gouvernait pas à Alger ; ou que s'il gouvernait, c'était en couvrant une politique en contradiction complète avec les propos de ses émissaires officieux. Sur place, à Alger, on parlait de restitution d'armes, de capitulation, d'intégration. Et c'est alors que le F.L.N. a décidé d'engager « la bataille du référendum ». Le chef du gouvernement français est désormais négligé : Alger seule compte. Et les Algériens se sont mobilisés. Ils ont d'abord commencé par réveiller l'ardeur de leurs alliés. Le délai accordé à de Gaulle, leur ont-ils dit, est terminé. Les événements du Moyen-Orient, en créant au Maroc et en Tunisie des mouvements panarabes faciles à exploiter, leur ont facilité la tâche.

Lundi dernier, le secrétariat permanent du Maghreb, réuni à Tunis, a publié à l'issue de ses travaux un véritable communiqué de guerre contre le référendum en Algérie. La résolution commune des Tunisiens, Marocains et F.L.N.

> « *rappelle que l'indépendance de l'Algérie est un impératif catégorique pour tous les pays du Maghreb et condamne la politique d'intégration et la manœuvre qu'est le référendum qui vise à la consacrer.* »

C'est que les Algériens entendent livrer leur plus importante bataille : tout le sens du terrorisme métropolitain est là. Pour que le référendum n'ait plus aucune signification, pour qu'il soit su, *urbi et orbi*, qu'il n'est qu'une « *trompeuse application de la recommandation des Nations Unies* », il fallait, selon le F.L.N., des attentats fracassants et qui bouleversent l'opinion — d'ailleurs dans n'importe quel sens.

« TOURNER » LA GUERRE

Quand bien même, en effet, l'opinion mondiale serait-elle indignée (ce qui est loin d'être sûr : on l'a vu pour le terrorisme irlandais), elle saura que les conditions du référendum sont refusées par les nationalistes algériens, c'est-à-dire par ceux-là seuls qui ont posé le problème algérien.

Ainsi la tentative de faire pression sur le F.L.N. avant le référendum, en l'isolant, a-t-elle échoué. Elle n'a pour le moment abouti qu'à une atroce aggravation de la guerre, puisque depuis le 1er novembre 1954, la métropole n'avait jamais connu le terrorisme contre les Français.

Pourtant, la volonté d'isoler les rebelles algériens n'a pas été le seul but de la grande politique diplomatique du général de Gaulle : on vient de voir en Afrique Noire qu'il a placé au contraire la France dans une irréversible perspective de décolonisation. Pourtant aussi, le général passe pour ne pas sous-estimer les nationalistes. Comment expliquer alors qu'il accepte de courir un risque si lourd de conséquences : celui de voir compromettre par l'échec algérien de si méritoires efforts en Tunisie, au Maroc, en Afrique Noire ?

D'une part le général de Gaulle se sent activement solidaire des chefs de l'armée française d'Algérie. Trop d'engagements solennels ont été pris, trop de liens noués, pour que le Président du Conseil ne se sente pas l'obligation morale d'agir, au moins, avec une extrême lenteur. Et d'autre part il semble bien avoir partagé les espérances de certains de ses ministres sur le sort futur de l'Algérie. On peut penser qu'il aurait eu le courage de vaincre ceux pour qui « négocier c'est trahir », s'il avait été persuadé au départ qu'il n'y avait pas d'autre solution que la négociation. Mais le 13 mai et les fameuses fraternisations

→

EVIAN
L'eau du biberon
SANS SULFATE DE CHAUX
Si pure ! Si légère !

FORUM

PRENONS UN EXEMPLE...

par ALFRED SAUVY

ALFRED SAUVY

RIEN de plus simple que l'achat d'un réfrigérateur. Ayant eu besoin d'un tel appareil, je me rendis à la bourgade voisine où cinq ou six marchands proposent de tels articles. Expérience pleine d'intérêt : ayant fait mon choix (fort simple), je demandai : « Pouvez-vous me livrer ce soir ? » Réponse : « Je vais voir. ». Coup de téléphone... « L'appareil vous sera livré ce soir. » Effectivement, je reçus le soir même, de la maison mère, l'appareil, la facture et le bon de garantie.

Ce petit coup de téléphone a dû rapporter 20.000 ou 25.000 francs au commerçant, auquel je me garderais de reprocher une malfaçon sociale, qui est très au-dessus de lui.

Mais un tel système entraine à l'échelon national des pertes considérables. Si, par une distribution rationnelle, le réfrigérateur de 120.000 francs était vendu 100.000, il toucherait une couche nouvelle importante de consommateurs ; du même coup, la fabrication pourrait être plus importante et à moindre prix de revient. Finalement, et compte tenu d'autres articles allant de la maison aux produits de pharmacie, le gain en niveau de vie pourrait être considérable.

Notre pays tient à démentir sa réputation de double champion des idées généreuses et de la logique. Pour les idées généreuses, nous sommes fixés, depuis l'usage des électrodes à des fins de vérité. Voyons pour la logique : toutes les idées peuvent certes être défendues, tous les buts proposés. Ce qui est gribouillard, ce qui donne une réputation de cafouilleux, c'est de défaire d'un côté ce que l'on fait de l'autre, de refuser les moyens de ses fins.

Notre industrie accomplit, depuis plus d'un siècle, des prodiges pour fabriquer, en grande série, à des conditions qui eussent confondu Louis XIV et même Fallières. Une voiture d'aujourd'hui, construite avec la technique de 1914, je dis bien 1914, coûterait, a-t-on calculé, 60 millions.

MAIS cet effort méritoire, nous en gaspillons une large partie par le maintien de systèmes de distribution archaïques, combinés à des pratiques ruineuses. Produire en série et vendre au compte-gouttes, telle est la fière devise. Savoir produire, c'est produire à bon marché ; savoir vendre, c'est vendre cher.

Toute notre économie est grevée de ce surcroit de charges. C'est à cause de lui que nous supportons mal la concurrence étrangère. Du seul fait d'une distribution mal organisée, était-il récemment annoncé, le lait est payé moins cher au paysan français que dans les autres pays, alors que le beurre y est plus cher qu'ailleurs.

Le maintien, la perpétuation d'un appareil commercial pléthorique et mal adapté est, du reste, volontaire, ne serait-ce que par voie fiscale. Notre système de distribution ? Un immense musée Carnavalet.

Le petit commerçant n'est pas seul en cause ; le système de vente de tel grand magasin, curieux défi au bon sens, semble avoir été conçu à l'intention de flâneurs, amoureux des fortes densités humaines.

La supériorité économique du régime soviétique ne tient pas essentiellement à la production planifiée, donc bureaucratisée. Elle est dans l'écoulement. Chez nous, non seulement une importante population est perdue pour la production, mais la peur de la mévente retient les initiatives des producteurs.

La Quatrième République a maintenu avec soin cet appareil coûteux qui apparemment fait vivre tant de personnes. L'ouvrier n'est pas un électeur intéressant ; on sait bien comment il vote, on ne le sait même que trop ! Tandis que le commerçant voilà un homme à cultiver ; bien avant Poujade, tous les partis avaient reconnu l'importance et la sensibilité d'une telle clientèle. Le coût de l'improductivité qui en résulte est immense ; les pauvretés, les insuffisances qui en résultent provoquent de violents mécontentements, une neurasthénie sociale qui peut mener loin.

L'animosité contre les inhumaines concentrations n'est certes que trop légitime. On pourrait même concevoir une cité antimétropolis, insouciante comme le monde populaire de Jacques Tati. Le progrès est un destructeur qui tourne facilement à la monstruosité.

SEULEMENT, d'autres buts sont, en même temps, visés : notre haute sagesse officielle se propose non seulement d'entretenir une puissante armée moderne, qui absorbe 10 % du revenu national ; de maintenir 500.000 soldats en guerre, dans un pays de 10 millions d'habitants, tout en instruisant et équipant en paix ces 10 millions ; la main de fer dans le gant de nylon. Il nous faut pousser plus loin encore l'apostolat, de façon à pouvoir dire, non sans fierté, que, de tous les pays développés, le nôtre est celui qui dépense le plus pour les moins développés (250 milliards), faire partie du club atomique (un club très fermé et onéreux), courber l'échine devant les pétroliers seigneurs du monde, acheter à 3.500 francs un blé qu'on revend moins de 2.000, faire tourner les moulins à vide, distiller du vin pour le racheter ensuite à l'étranger, etc., payer aujourd'hui l'arrachage de vignes et demain leur replantation, etc. A côté de ces tâches nobles, d'autres se dressent, simple moyen, le plus souvent, de remplir les premières : instruire les jeunes « dans la mesure du possible », moderniser les laboratoires (ces insatiables !), admettre que l'Université de Paris vienne au moins aux genoux de celle de Mexico ou de Moscou, construire quelques logements, électrifier le réseau ferré, domestiquer la marée, comme aussi assurer l'existence de 7 millions de vieux, etc.

CE que nous dénonçons ici, ce n'est pas tel ou tel objectif, notez-le bien (chacun d'eux a quelque justification), mais la contradiction profonde entre les moyens et les fins. Libre à chacun d'être amoureux du petit ou encore de la grandeur, mais les deux ne s'accordent pas. Seul un gouvernement progressiste allégerait, grâce à des transitions et adaptations successives, la masse d'improductivité qui nous écrase. Le gouvernement actuel, et moins encore celui qui nous menace, ne peut y parvenir, car il est soutenu par ceux qui regardent en arrière. C'est pourquoi la politique, telle qu'elle est suivie jusqu'ici, est vouée à un immense fiasco, à un éclatement suscité par ses propres contradictions.

Entre les deux guerres, nous avons froidement poursuivi une politique étrangère offensive (alliances avec la Tchécoslovaquie et la Pologne contre l'Allemagne) et une politique militaire défensive (ligne Maginot). Pendant vingt ans, furent menées ces deux politiques, rigoureusement contradictoires, jusqu'au jour où la lumière éclata... Ce fut Munich et la série de catastrophes, logiques celles-ci.

Aujourd'hui, nous conservons un sens singulier du dédoublement. La dictature a ses avantages, nous affirme-t-on. N'en doutons pas ; d'autres pays peut-être les goûtent ou les goûteront. Nous, nous marchons vers un regrettable cun.ul : aux défauts du régime démocratique, dénoncés avec complaisance, certains rêvent d'ajouter ceux du pouvoir qui s'affirme fort et pourvu des techniques psychologiques les plus modernes.

Etrange spectacle que de voir la caste la moins éclairée que la France ait connue depuis Chilpéric désigner des points de mire, parfois fort en avant, et s'apprêter, au son du tambour et des slogans, à la plus humiliante marche en arrière que puisse subir une nation.

→

lui ont fait illusion. Et il a décidé de tourner la guerre d'Algérie par la résolution des autres problèmes.

Or ce calcul se révèle tragiquement faux, cette tentative inutile, ce temps perdu. Le prestige du général auprès des nationalistes est entamé. Après le terrorisme en métropole, après le référendum, la négociation sera impopulaire en France et plus difficile avec les Algériens.

Que pendant la même semaine, le général de Gaulle ait prononcé en Afrique Noire les discours les plus audacieux de sa carrière (ceux qui auront sans doute le plus contribué à sa gloire et au rayonnement de la France) et qu'un terrorisme sanglant se soit abattu sur la métropole, exprimant une haine aveugle contre la France, c'est là un symbole qui doit être douloureux à l'homme de Brazzaville. Douloureux et peut-être fécond : la preuve est faite que le mal n'est pas à Tunis, à Rabat, au Caire ou à Conakry. Il est à Alger. C'est là qu'il faut, d'abord, le chercher.

JEAN DANIEL.

CE JOUR-LA

Le 4 septembre 1870

● ***L'anniversaire qu'on fête cette semaine place de la République et dont on a, sans aucun doute, un peu oublié l'histoire...***

7.358.000 *oui*, 1.572.000 *non*. Contre la propagande gouvernementale organisée à grands frais et à grand fracas, les efforts du Comité antiplébiscitaire, animé par l'ex-« quarante-huitard » Crémieux et par un jeune avocat de 32 ans, Léon Gambetta, se sont révélés vains et le plébiscite du 8 mai 1870 a été un succès pour l'Empire. Le sénatus-consulte qui, dans l'esprit de Napoléon III, est destiné à « *conjurer les menaces de la révolution* » — cette Constitution qui, selon les termes d'un historien, combine laborieusement « *la tradition du parlementarisme monarchique et les usages du bonapartisme plébiscitaire* » — a été approuvé par une écrasante majorité de la nation. Découragée, la gauche éclate. Le gouvernement, lui, se sent des ailes pour briser l'opposition, museler la presse, traduire devant ses tribunaux et jeter dans ses prisons, socialistes, républicains et « internationaux » dont il découvre, après sa victoire, les complots qu'ils faisaient courir à la Sûreté de l'État.

Mais un plébiscite, même triomphal, traine toujours derrière lui des odeurs suspectes et si la France rurale a voté *oui*, l'empereur et ses conseillers savent *qui a voté non* : les ouvriers, les intellectuels, ces 841 délégués de la presse démocratique, par exemple, qui n'avaient pas hésité à signer un manifeste contre le sénatus-consulte. Pour rassembler les « énergies nationales », précipiter aux enfers la « vermine démocratique et internationale » (ainsi que la qualifiera « Le Figaro » au lendemain de la Commune) et, puisqu'on a le socle — savoir : les résultats du plébiscite — élever la statue de l'Empire régénéré, rien ne vaudrait maintenant une guerre fraiche et joyeuse. Alors, alors seulement, sur les lauriers moissonnés, on pourrait assurer l'ordre et faire passer à 1.572.000 Français le goût pervers de la liberté qu'ils ont eu l'outrecuidance de manifester.

LA GUERRE

En juillet, la France déclare la guerre à la Prusse et à Gambetta qui, en pleine Assemblée, a eu le courage de protester contre cette folie et de demander au gouvernement qu'il produise le texte authentique des dépêches — par lui falsifiées — où le roi de Prusse répondait aux demandes d'explications françaises (1). Emile Ollivier, président du Conseil, réplique qu'il accepte la guerre, pour sa part, « d'un cœur léger ». Las ! la promenade militaire prévue se transforme en quelques semaines en un parfait désastre. Les Prussiens n'ont pas l'élégance de confirmer les résultats du plébiscite. A coups de victoires et d'avances foudroyantes, ils taillent en pièces l'armée impériale et le 3 septembre 1870, Paris apprend la capitulation de Sedan, la captivité de Napoléon III et la menace que les armées prussiennes font peser sur la capitale dont la route est désormais ouverte.

L'impréparation de nos troupes, l'incompétence de nos généraux et la sénilité d'un Napoléon III velléitaire et tiré à hue et à dia, n'expliquent pas en entier ces premières et terribles défaites de nos armes. En effet, dès le 11 août, la gauche s'est ressaisie et a demandé l'armement de la garde nationale ; des journaux de tendance républicaine ont proclamé « la patrie en danger » et exhorté à la

(1) Concernant l'établissement sur le trône d'Espagne d'un prince allemand.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

EMPRUNT FONCIER-COMMUNAL 6 % A LOTS ET PRIMES

PRÊTS A LA CONSTRUCTION
(Loi du 21 Juillet 1950)
ET INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES
ÉMISSION
à 9.900 francs
de 2.500.000 OBLIGATIONS de 10.000 francs
remboursables dans le délai maximum de 15 ans
SOIT PAR DES LOTS -
925 LOTS ANNUELS pour 120 millions de francs
dont 1 lot de 25 millions
SOIT AU-DESSUS DU PAIR A :
10.500 frs (1re à 5e année) 11.000 frs (6e à 10e année) 12.000 frs (11e à 15e année)
INTÉRÊT ANNUEL : 600 FRS, PRIMES ET LOTS PAYÉS NETS D'IMPOT.
Souscriptions reçues : au CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, 19, Rue des Capucines, à Paris, dans les Banques et leurs agences, aux guichets des Comptables du Trésor et des P.T.T., et par correspondance.
(C.C.P. du Crédit Foncier 9170-00 Paris) B.A.L.O. du 1er Septembre 1958

formation de comités de défense. Le 18 août, l'impératrice régente a été obligée de souscrire à la nomination comme gouverneur militaire de Paris du général Trochu, dont on murmure avec insistance qu'il est en contact avec les dirigeants de l'opposition de la gauche parlementaire — les Jules Favre, les Picard, les Jules Simon — dont le républicanisme détestable, certes, mais avec lequel on pourrait à la rigueur composer, ne pèserait pas lourd si s'agrégeaient à lui les idées révolutionnaires et, ô suprême horreur ! les doctrines des « internationaux » d'Auguste Blanqui qui, eux, ne respectent « ni la famille, ni la propriété, ni la religion ». Dans ce cas, comment avoir le cœur de se battre, ainsi que l'avoue le général de Malroy, comment « faire face à la fois à l'Allemagne qui va nous canonner et maintenir la tranquillité dans nos rues où 400.000 gardes nationaux sont tout disposés à chanter la *Carmagnole* » ? Capituler honteusement, livrer le pays forteresse après forteresse à l'ennemi, est une solution désespérée, mais, après tout, bien plus raisonnable. C'est sans trop de larmes et après des barouds où le crime le dispute à l'imbécillité que les généraux s'y résolvent. Jusqu'à Sedan...

LE FOSSE

La nouvelle du désastre est connue à Paris le 3 septembre. Le soir, à 10 heures, l'opposition de gauche se réunit dans un local de la rue de la Sourdière. Aux opposants « parlementaires » se sont joints Blanqui, surgi de sa cachette, et le fougueux Delescluze qui mourra sur les barricades de la Commune. Blanqui parle. Il a passé plus de la moitié de sa vie en prison. « Le regard inquiet comme celui des fauves traqués par les chiens », il présente « *l'aspect décharné, presque transparent, de ces statues de moines que le moyen âge, à l'heure de la faim universelle, sculptait aux flancs des cathédrales* » (2). D'une voix sourde, sans modulation, il déclare que l'heure est venue « de forcer l'entrée des délibérations du corps législatif pourri jusqu'à l'os et vendu à l'Empire, de jeter les représentants à la Seine et de proclamer le gouvernement du peuple qui seul peut sauver la patrie en danger ». Et il conclut : « La nation armée doit se faire justice elle-même. »

Delescluze approuve et ajoute : « Débarrassons-nous d'abord des Prussiens de l'intérieur ! »

Le patriotisme de la gauche parlementaire est moins emporté. Le peuple, pensent Jules Favre, Jules Simon, Ernest Picard et le rusé Alphonse Thiers, c'est bien, c'est très bien. De là à constituer un gouvernement qui en serait l'émanation directe, il y a un pas qu'ils répugnent à franchir. Un pas qu'ils ne franchiront pas et qu'ils élargiront même dans quelques mois aux dimensions d'un fossé de sang. Républicains, tant qu'on voudra! Révolutionnaires, non !

En attendant, il s'agit de manœuvrer. Le 4 septembre 1870, vers midi, la séance du corps législatif est ouverte. « Monsieur » Thiers, qui se plaît à répéter que « la science de gouverner consiste dans l'art de dorer les pilules », laisse s'essouffler le général comte de Palikao, président du Conseil, qui propose d'instituer un Conseil du gouvernement, et son semi-compère Jules Favre qui réclame la déchéance de l'empereur et joue les extrémistes.

Au bon moment, il jaillit de son siège comme un bon génie de sa boîte et, tel un Salomon appelé à trancher entre Palikao ânonnant et Favre torrentiel d'éloquence, propose l'institution d'une Commission de gouvernement nommée par la Chambre.

« *Dès lors*, ainsi que le note un contemporain, *c'était le maintien du corps législatif, d'un pouvoir régulier, et c'était la ruine des ambitions révolutionnaires.* »

« VIVE LA REPUBLIQUE ! »

La proposition va être adoptée lorsque la foule et la garde nationale franchissent les grilles, entrent en trombe dans le palais. Un chef de bataillon de la garde nationale, suivi de ses hommes, gravit l'escalier principal au pas de charge et hurle à pleins poumons : « *Vive la République !* » Les députés sont débordés. Gambetta et Crémieux essaient vainement de contrôler le flot des manifestants qui se répand maintenant dans l'hémicycle. En pleine confusion, le président Schneider, riche industriel du Creusot, déclare la séance levée pendant que Gambetta, agrippé à la tribune, s'écrie : « *Nous déclarons que Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie ont à jamais cessé de régner sur la France !* » Au milieu des travées, M. Thiers tremble de tous ses membres pendant qu'un grand diable le secoue comme un prunier et lui crève les tympans en lui criant:

« *Monsieur Thiers, vous êtes un homme de talent, vous avez écrit des livres, mais vous êtes une canaille parce que vous êtes un bourgeois et que vous n'aimez pas le peuple. Aimez le peuple, mon bon monsieur Thiers, ou je vais vous foutre devant le Comité de salut public !* »

Le petit homme, qui a bonne mémoire, se souviendra de cette scène, de sa frousse, et ne pardonnera jamais au peuple de l'avoir ainsi traité de « canaille ».

Le bruit se répand alors que les manifestants se dirigent vers l'Hôtel de Ville, afin d'y proclamer la République et que les blanquistes — Blanqui lui-même, Delescluze, Flourens, Jules Vallès, etc. — sont en train d'y constituer un Comité de salut public. Les membres de l'opposition parlementaire s'y précipitent dare-dare, proclament hors de souffle qu'en raison des circonstances, c'est aux députés élus de Paris qu'il appartient de représenter la France et, *in extremis*, coiffent les « révolutionnaires » sur le poteau. Ils élisent tambour battant le fantoche Trochu président du gouvernement de défense nationale. A 16 heures, on lit une motion — signée par Emmanuel Arago, Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, Garnier, Pagès, Gambetta, etc. — aux termes de laquelle la République est proclamée.

LA FIN DE LA COMEDIE

Ici, on voudrait s'exalter et saluer ce « jour de gloire », mais l'Histoire vient encore charger nos bras d'une brassée de faits qui sont autant de crimes inspirés par la peur et la haine. Des faits : Jules Favre, le 15 septembre, court rencontrer Bismarck à Ferrières, afin de lui vendre, avec une éloquence de maquignon qui vante la valeur de son cheval, « la République des Jules » ; le 18, deux armées allemandes campent sous les murs de Paris ; le 27 octobre, Bazaine livre à Metz ses 154.000 soldats à l'ennemi ; le 26 janvier, l'armée de Bourbaki se réfugie en Suisse, l'armée de Chanzy se débande... Les places fortes tombent, les généraux trahissent. Le 6 février, écœuré, Gambetta démissionne. Compréhensifs, les Allemands marquent le pas devant Paris et se contentent d'ouvrir les bras lorsqu'une armée française manifeste l'incoercible désir de s'y précipiter.

La comédie touche à sa fin et, le 13 février, à Bordeaux, Adolphe Thiers est désigné — par l'Assemblée élue aux élections de février 1871 — « chef du pouvoir exécutif de la République française ». Il engage immédiatement les négociations de paix avec Bismarck et l'empereur d'Allemagne installé à Versailles et vient, lui, de par leur grâce, s'installer à Paris. C'en est trop pour le peuple parisien en armes, affamé, assiégé, exaspéré par les atermoiements et les trahisons. Le 18 mars, Paris se soulève contre ce « foutriquet » de Monsieur Thiers qui incarne la bourgeoisie censitaire prête à trahir — elle ne s'en prive pas, prête à tuer — et elle tuera — pourvu que la « canaille » soit évincée du pouvoir.

JEAN CAU.

(2) Maxime du Camp, correspondance.

EXCLUSIF

Le premier article de

JEAN-PAUL SARTRE

sur

DE GAULLE

depuis l'arrivée au pouvoir du général

paraîtra dans le prochain numéro

de

L'EXPRESS

LIXER 4 Couleurs

à Mines 1.050 fr. — 1er en date — 1er en qualité — à Billes 1.950 fr

LES AVANTAGES DU LIXER

Rappel NON-AUTOMATIQUE donc INDEREGLABLE, facile et rapide.

POINTES FIXES ET BIEN DEGAGEES.

Recharges et mines carrées LIXER en vente partout.

IMPORTANT : Si votre fournisseur habituel ne peut vous le procurer, écrivez aux Ets LIXER, 28, boul. Bonne-Nouvelle, Paris-10e, TAI. 60-94, qui vous indiqueront l'adresse du revendeur le plus proche de votre domicile.

50 ans d'expérience ne sont pas trop pour bien connaître la fourrure

Bien assortir les peaux exige l'œil du maître. Les peaux sélectionnées, assorties et assemblées, par BRUNSWICK enchantent le regard.

A l'occasion du cinquantenaire BRUNSWICK offre à tous ses acheteurs la transformation ou la réparation d'une fourrure ancienne.

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE A

BRUNSWICK

62, BOUL. DE STRASBOURG (GARE DE L'EST) PARIS - GRAND PARKING DANS L'IMMEUBLE

L'AMÉRIQUE EN 1960

par le sénateur JOHN F. KENNEDY

Le sénateur américain John F. Kennedy a prononcé, à Washington, dans le dernier débat parlementaire sur les crédits militaires, un discours documenté qui a fait sensation. Il y expose, pour la première fois publiquement, le dossier de la compétition atomique future avec l'U.R.S.S. « L'Express » publie ici les principaux extraits de ce document, et du court débat auquel il a donné lieu.

Il y a quatre cents ans, lorsque le peuple britannique comprit qu'il avait perdu Calais pour toujours, il connut un moment de panique. Cette tête de pont sur le continent avait toujours été considérée, en effet, comme le symbole même de la suprématie anglaise en Europe. Après une brève période de désarroi, cependant, les Britanniques décidèrent d'adapter leur politique à la perte qu'ils venaient de subir et de chercher sur les mers la puissance qu'ils avaient perdue sur le continent. Ils construisirent une flotte marchande, ouvrirent de nouvelles lignes commerciales, se donnèrent une marine de guerre, et lorsque l'Invincible Armada espagnole fut détruite devant leurs côtes en 1588, le pessimisme qui avait suivi l'abandon de Calais était oublié depuis longtemps, l'Angleterre étant devenue la maîtresse des mers.

L'heure est venue pour les Etats-Unis d'envisager une semblable réadaptation politique, car nous sommes sur le point de perdre ce qui a été jusqu'ici la base de notre stratégie diplomatique et militaire.

Cette base, c'était, depuis Hiroshima, notre puissance nucléaire. Nous avions une puissance de représailles suffisante pour offrir à tout agresseur éventuel — selon les termes du président Eisenhower dans son message sur l'état de l'Union de 1958 — *« la perspective d'une annihilation virtuelle de son territoire »*. Et la possession par les Russes d'une puissance comparable n'avait pas modifié ce postulat fondamental, remplaçant simplement notre supériorité par un équilibre de la terreur.

La dure vérité, c'est que cet équilibre n'existera bientôt plus. Nous approchons rapidement de la période critique que l'on a appelée le « trou », pendant laquelle, selon le général Gavin, *« notre retard sur les Russes dans le domaine des fusées offensives et défensives sera si important qu'il nous exposera à un très grand péril »*. La période la plus dangereuse sera sans doute 1960-1964.

Le raccourci d'une attaque-surprise

La disproportion entre les forces sera telle que les Russes pourraient être tentés d'emprunter, vers la domination mondiale, le raccourci d'une attaque surprise, même au risque de voir une partie de leur territoire détruite.

Mais la destruction nucléaire ne sera pas pour eux la seule façon d'exploiter leur avantage. Ils pourront utiliser leur supériorité offensive pour atteindre leurs objectifs sans avoir à déclencher réellement une attaque. Leurs fusées seront le bouclier derrière lequel ils avanceront lentement mais sûrement, par la diplomatie des spoutniks, des guerres limitées, des agressions indirectes, de la subversion et du chantage. La périphérie du monde libre sera progressivement grignotée sans qu'aucune des initiatives soviétiques soit suffisamment grave pour justifier de notre part le déclenchement d'une guerre nucléaire dans laquelle nous risquerions d'être anéantis.

En 1960, donc, tout indique que nous perdrons notre Calais, comme les Anglais il y a quatre siècles. Si nous nous préparons à cette perte et si nous agissons, pendant les années qui suivront, avec prudence et courage, il n'y a pas de raison pour que nous n'en sortions pas, comme l'Angleterre autrefois, plus en sécurité encore que nous ne le sommes maintenant.

Cette adaptation sera cependant rendue plus difficile par notre impuissance traditionnelle à relier notre stratégie nationale à notre situation militaire. Les modifications de notre statut défensif se reflètent rarement dans nos positions diplomatiques et nous nous avançons vers les années cruciales comme si la situation était restée « normale ».

En réalité, notre retard dans le domaine des fusées n'est pas la cause du « trou » militaire dans lequel nous allons entrer. Il est plutôt la conséquence de notre complaisance envers nous-mêmes, de notre tendance à confondre les faits réels avec ce que nous voudrions qu'ils soient, de notre désir de satisfaire à la fois ceux qui réclament des solutions rapides et ceux qui en veulent de peu coûteuses. Le peuple américain a été trompé ; le Congrès a été trompé ; certains pensent même, et avec raison, que le président a été mal informé et, par conséquent, trompé.

Pendant des années, nous avons sacrifié notre préparation militaire à notre stabilité économique et nous en payons le prix aujourd'hui. Il ne s'agit plus maintenant de critiquer le passé mais de définir une nouvelle ligne d'action.

Nous devons d'abord prendre toutes les mesures militaires nécessaires pour empêcher le déséquilibre militaire de s'aggraver et de se prolonger au-delà de 1964. Mais les efforts militaires ne suffiront pas. Nous devrons aussi définir une nouvelle politique adaptée à notre infériorité temporaire.

Quels devront être les principes de cette stratégie nouvelle ? Tout d'abord, la nécessité de travailler pour une paix véritable, pour une réduction des armements, une réduction des tensions, une réduction des zones de conflits. Le désarmement universel — au moins dans le domaine des armes nucléaires et des fusées — prend une urgence que les négociateurs américains n'ont pas voulu reconnaître tant qu'ils pensaient disposer dans leur jeu des atouts les plus forts.

(P. Holmès.)

JOHN F. KENNEDY
De Calais à l'Invincible Armada

Quant à la stratégie à adopter, le meilleur et le plus récent exemple nous en est donné par celle que les Russes ont appliquée pendant la période où ils étaient moins puissants que nous. C'était la stratégie classique du plus faible — et nous serons bientôt les plus faibles — qui consiste à exploiter au maximum les fautes de l'adversaire et à gagner du temps.

L'Amérique du XX[e] siècle n'est pas habituée à une telle stratégie, mais les fondateurs des Etats-Unis l'ont appliquée avec succès en temps de paix comme en temps de guerre et nous devons y revenir aujourd'hui.

Nous conservons un avantage économique et industriel qui nous serait d'un faible secours si les bombes entraient dans la danse mais qui peut nous permettre d'établir des positions de force et de bonne volonté dans les zones cruciales comme l'Inde et la Tunisie.

Nous conservons un avantage idéologique dans la mesure où nous sommes mieux placés que n'importe quelle autre nation pour exporter les idées révolutionnaires de la Déclaration d'Indépendance et pour guider — au lieu de les combattre — les mouvements nationalistes contre tous les impérialismes, qu'ils soient occidentaux ou orientaux.

Nous conservons un avantage géographique dans la dispersion de notre système d'alerte et de défense. Mais il ne suffira pas, pour le garder, de conclure des alliances avec des gouvernements réactionnaires et impopulaires. Les récents événements du Moyen-Orient ont prouvé qu'il était préférable de ne conclure aucun accord plutôt que de prendre des engagements que les populations locales n'avaient pas réclamés, que nos alliés ne soutenaient pas et que nous n'étions ni politiquement ni militairement en mesure de tenir.

Avons-nous compris cette leçon ? Nous le saurons sans doute bientôt à propos des îles Quemoy et Matsu. Il ne peut y avoir plus grande folie, à mon avis, que de laisser dans le vague, comme l'a fait M. Dulles, les engagements que nous avons pris dans cette région. Si les Chinois estiment que nous ne défendrons pas ces îles et si nous avons l'intention véritable de les défendre, nous risquons de nous laisser entraîner dans un conflit qui pourrait conduire à un désastre général, pour l'Est et pour l'Ouest.

Sonner l'alarme n'est pas céder à la panique ni déprécier l'Amérique. Cela ne peut donner à l'ennemi aucun encouragement qu'il ne possède déjà. Mais cela doit nous faire comprendre qu'il nous reste peu de temps pour agir, si compliqués que soient les problèmes et si impopulaires les décisions que nous devrons prendre. L'aveuglement ni l'hystérie ne nous serviront de rien. Il s'agit maintenant d'entreprendre un effort constructif et lucide, non pour trouver toutes les réponses aux problèmes de notre avenir mais pour faire en sorte qu'il nous reste un avenir.

SÉNATEUR CAPEHART, DE L'INDIANA. — Le sénateur estime-t-il que nous avons consacré jusqu'à présent des sommes insuffisantes à notre équipement militaire et que nous devons porter notre budget défensif de 40 milliards de dollars à 45 ou 50 milliards ?

500 fusées intercontinentales contre 30 ?

SÉNATEUR KENNEDY. — Je ne veux pas donner ici de chiffres précis, mais je considère que les crédits défensifs que nous avons votés depuis six ans étaient insuffisants. Je citerai à ce propos les informations publiées récemment dans le « Washington Post » et dans divers journaux, en souhaitant que le Département de la Défense les confirme si elles sont exactes et les démente si elles ne le sont pas. Est-il vrai, par exemple, que l'Union soviétique disposera de 500 fusées intercontinentales à la fin de 1960, alors que nous n'en aurons que 30 ? Est-il vrai que ce rapport sera de 1.000 à 70 à la fin de 1961 et de 1.500 à 130 à la fin de 1962 ? J'ignore si ces chiffres sont exacts, mais je suis convaincu que les Russes le savent et j'estime que le peuple américain a le droit de le savoir lui aussi. Je pense que le sénateur sera d'accord avec moi.

SÉNATEUR CAPEHART. — Je ne suis ni d'accord ni pas d'accord. Je constate seulement une tendance chez certains membres du Congrès à déprécier les Etats-Unis. Ils répètent sans cesse que la Russie accomplit de grands progrès, alors que nous n'avançons pas. Ce que font les Russes est toujours parfait et ils en font toujours plus que nous.

Nous assistons, de la part de certains sénateurs, à un effort concerté pour discréditer le président des Etats-Unis, pour déprécier nos forces défensives et pour faire des déclarations qui sont de nature à réconforter l'ennemi. Je suis fatigué et écœuré d'entendre constamment minimiser les réalisations de notre pays. Je n'ai aucune objection à ce que l'on signale nos insuffisances, mais je suis sûr qu'il y aurait quand même, de temps en temps, quelque chose de bien à dire sur les Etats-Unis, sur notre aviation et sur notre armée. J'estime que les sénateurs, dans leurs discours, devraient accorder aux Etats-Unis au moins 50 % des chances et ne pas laisser entendre constamment que les Russes ont tout et que nous n'avons rien.

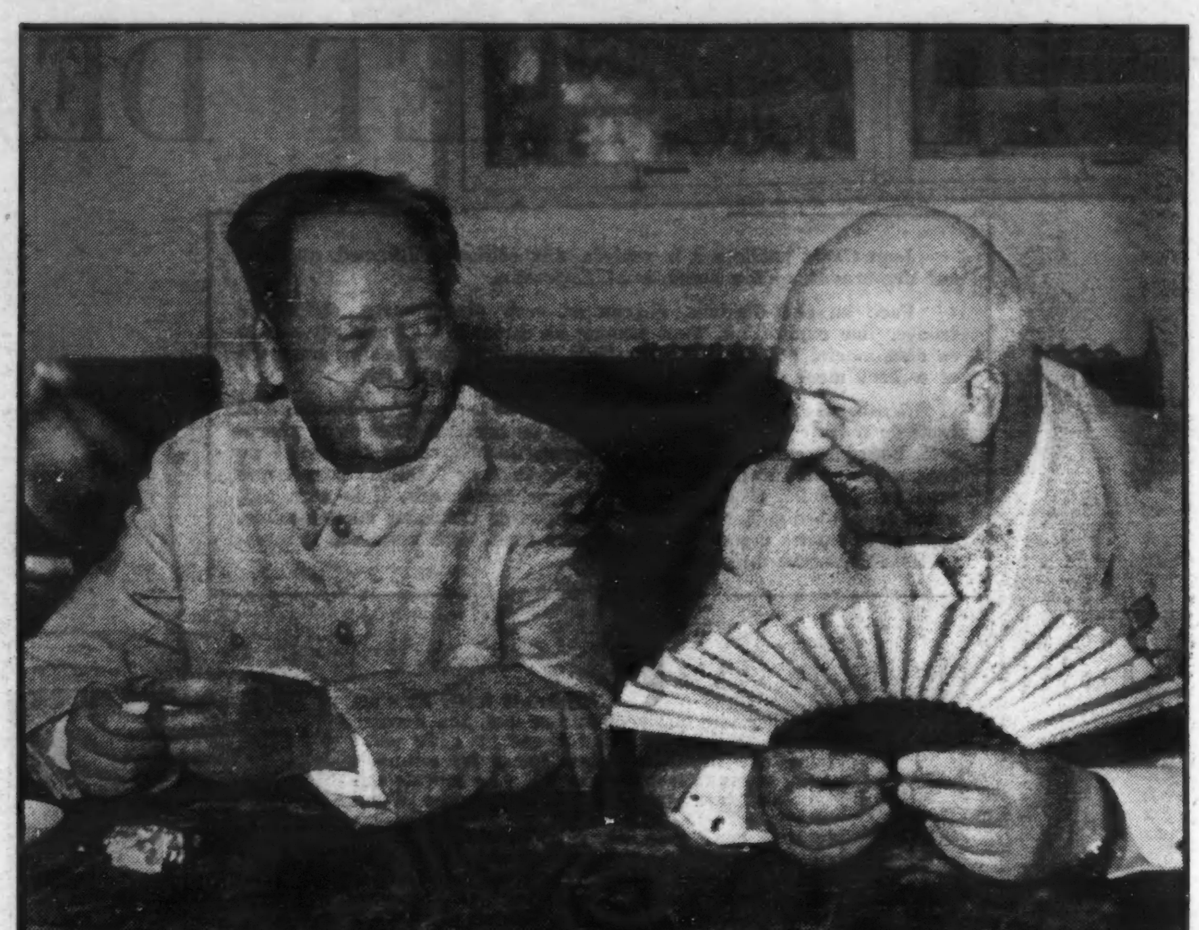
SÉNATEUR SYMINGTON, DU MISSOURI. — Le sénateur Kennedy estime-t-il que le fait de dire au peuple américain des vérités qui ne peuvent servir un ennemi éventuel puisse être considéré comme une « dépréciation » de l'Amérique ?

SÉNATEUR KENNEDY. — En aucune façon. J'estime que le bilan des six dernières années, pendant lesquelles toutes les tentatives pour exposer les faits réels et les situations véritables ont été étouffées, ainsi que l'impuissance à agir qui en est résultée, suffisent à démontrer l'urgence qu'il y a à dire la vérité au peuple américain, quelle que doive être sa réaction.

CHINE

De Quemoy à l'O.N.U.

● *Mao Tsé-Toung ne recherche pas une victoire militaire sur Tchang Kaï-Chek, mais un succès diplomatique sur l'Amérique.*



MM. Mao Tsé Toung et Kroutchev
« *Toucher à la Chine c'est toucher à l'U.R.S.S.* »

(Hsynhua News.)

QUELQUES semaines après la révolution irakienne et l'effondrement du système d'alliances occidental au Moyen-Orient, l'Amérique doit faire face à une nouvelle crise grave : celle de sa politique en Extrême-Orient.

Après dix jours d'un bombardement intensif au cours duquel près de 150.000 obus ont été tirés par les batteries côtières communistes, l'armée populaire chinoise semble sur le point d'envahir la petite île côtière de Quemoy, distante de cinq kilomètres seulement du continent et tenue par les nationalistes de Formose depuis 1949.

Deux cent mille hommes ont été massés en face de l'île. Cinq mille navires venant de Shanghaï descendent la côte en direction des plages d'embarquement. De puissants haut-parleurs diffusent sans arrêt des appels à la reddition à l'intention de la garnison nationaliste :

« *L'invasion est aussi proche que vos yeux le sont de vos sourcils. Vos communications avec Formose sont déjà coupées par notre aviation et notre marine. Nous promettons le pardon à tous ceux qui déposeront les armes, mais les autres sont assurés d'une triste fin.* »

UN MORT POLITIQUE

Les experts militaires sont tous d'accord : à défaut d'une intervention américaine — qui impliquerait le bombardement du territoire chinois — les 50.000 soldats nationalistes de Quemoy n'ont aucune chance de résister à une attaque.

A Washington, le débat est ouvert: faut-il risquer une guerre avec la Chine, c'est-à-dire (depuis la déclaration soviétique selon laquelle « toucher à la Chine, c'est toucher à l'U.R.S.S. ») une guerre mondiale pour sauver Quemoy ? Ce n'est pas la première fois que le problème se pose et il met en question les fondements mêmes de la politique des Etats-Unis en Extrême-Orient. Depuis huit ans, en effet, la diplomatie américaine est paralysée par Tchang Kaï-Chek et son régime nationaliste.

Lorsque Tchang Kaï-Chek se réfugia à Formose en 1949, fuyant les armées communistes victorieuses, le Département d'Etat comprit qu'il n'était plus qu'un mort politique et décida de lui retirer son appui.

Ce ne fut qu'après le déclenchement de la guerre de Corée que les Américains résolurent de le ressusciter par des injections de dollars et d'en faire l'un des maillons essentiels du système de défense anticommuniste au Moyen-Orient. Cette opération s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie purement militaire, mais elle impliquait, sur le plan politique, la reconnaissance du gouvernement de Formose comme le seul représentant légal du peuple chinois.

POSITION INCHANGÉE

Il y a un an, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires d'Extrême-Orient, Walter S. Robertson, déclarait encore:

« *Les imposteurs marxistes de Pékin ne représentent pas plus les aspirations et les intérêts véritables des 600 millions de Chinois que M. William Z. Foster (secrétaire général du parti communiste américain) ne représente les aspirations du peuple des Etats-Unis. Si nous trahissions nos engagements à l'égard de la République chinoise pour céder aux ambitions insatiables de Pékin, aucun pays d'Asie ne pourrait plus avoir confiance dans la protection des Etats-Unis contre l'agression communiste. Les nations relativement faibles n'auraient d'autre recours que de traiter avec le colosse de Pékin. La position morale des Etats-Unis, qui constitue un élément essentiel de notre force, en serait sérieusement ébranlée.* »

Officiellement, la position du gouvernement américain n'a pas changé et Formose reste une des pièces maîtresses de sa diplomatie. Mais la vague de « révisions déchirantes » qui agite aujourd'hui le Département d'Etat n'épargne pas l'Extrême-Orient. Les Etats-Unis viennent d'abandonner au Moyen-Orient deux cadavres : ceux du pacte de Bagdad et de la doctrine Eisenhower. Il reste celui de Formose et beaucoup de diplomates se demandent déjà : « Comment s'en débarrasser ? »

LES « POSITIONS ANNEXES »

C'est au président Eisenhower qu'il appartient en dernier ressort de décider si Quemoy sera — ou non — défendue. En 1954, lorsque les Chinois déclenchèrent leur première offensive d'artillerie contre l'île, ce fut lui qui mit son veto personnel au plan de bombardement du continent chinois prévu par M. Dulles et les chefs d'état-major en cas de débarquement à Quemoy.

Les traités d'assistance mutuelle conclus à l'époque avec Tchang Kaï-Chek ne font d'ailleurs pas aux Etats-Unis une obligation absolue de défendre les îles côtières tenues par les nationalistes. Ils ne mentionnent que Formose et les Pescadores, ainsi que les « positions annexes essentielles à leur défense », dont les Américains restent libres d'établir la liste à leur gré.

(Service cartographique de « L'Express ».)
Le périmètre de défense américaine en Asie
« *Le paillasson d'une maison qui ne vous appartient pas.* »

UNE VICTOIRE DE PRESTIGE

« *Vouloir défendre Quemoy*, écrivait Walter Lippmann au moment de la crise de 1954, *c'est vouloir défendre le paillasson d'une maison qui ne vous appartient pas.* »

Le Département d'Etat ne l'ignore pas, mais il n'ignore pas non plus qu'un recul à Quemoy entraînerait l'effondrement de toute sa politique à l'égard de la Chine et une perte de prestige grave dans le monde.

Pour Pékin, il s'agit en effet de renouveler l'opération que le président Nasser vient de réussir avec l'appui soviétique au Moyen-Orient : démontrer que les garanties militaires accordées par l'Amérique à ses alliés ne valent rien et que Washington n'est plus en mesure de tenir les engagements qu'il a pris au cours des dernières années.

A Quemoy, les communistes chinois veulent abattre une seconde fois Tchang Kaï-Chek en démontrant que la protection que lui accorde Washington est illusoire. Leur objectif n'est sans doute pas de lancer aussitôt une attaque de grande envergure pour la libération de Formose. Il leur suffirait d'une victoire de prestige obligeant les Etats-Unis à reconnaître leur statut de grande puissance, à accepter leur entrée officielle dans le jeu diplomatique international et à admettre, tôt ou tard, leur admission à l'O.N.U.

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

LE SECRET DE REMB[RANDT]

Jean Genêt publiera à la rentrée, aux éditions Gallimard, un essai sur Rembrandt, qu'il a confié à « L'Express ».

Face au chef-d'œuvre, chacun se sent obscurément obligé de trouver une explication. Tout homme se demande : « Pourquoi suis-je ce dieu mortel qui de siècle en siècle n'en finit jamais de mourir ? » et se sent mené au bord d'une révélation jamais aboutie.

Confrontés à l'œuvre d'art, presque tous les grands écrivains ont tenté de fournir leur réponse au mystère de la création, et de sa pérennité. Pourquoi est-ce précisément l'œuvre du peintre de La Ronde de Nuit qui a attiré le poète du Miracle de la Rose ? Dans l'extrait que nous publions ici, Genêt l'explique : pour Rembrandt, il se sera agi, avant tout, de dignifier le monde. Non pas de l'affirmer comme noble, mais de le rendre digne de tous et pour tous. Voici comment il interprète la démarche du peintre.

UNE bonté forte. Et c'est pour aller vite que j'emploie ce mot. Son dernier portrait semble dire plutôt ceci : « Je serai d'une telle intelligence que même les animaux sauvages connaîtront ma bonté. » La morale qui le conduit n'est pas la vaine recherche d'une parure de l'âme, c'est son métier qui l'exige, ou plutôt l'amène avec soi. Il est possible de s'en rendre compte, puisque par une chance presque unique dans l'histoire de l'art, un peintre, qui pose devant le miroir avec une complaisance presque narcissique, va nous laisser, parallèle à son œuvre, une série d'autoportraits où nous pourrons lire l'évolution de sa méthode et l'action de cette évolution sur l'homme. Ça, ou bien l'inverse ?

.. ..

SON FILS TITUS

Le seul visage serein. Ses figures connaissent toutes l'existence d'une blessure.

SA FEMME SASKIA

Heureux d'inventer ou de représenter une richesse conventionnelle.

DANS les tableaux peints avant 1642, Rembrandt est comme amoureux du faste, mais d'un faste qui n'est pas ailleurs que dans la scène représentée. La somptuosité, elle est — portraits d'Orientaux, scènes bibliques — dans la richesse des décors, des accoutrements ; Jérémie porte une très jolie robe, il pose son pied sur un riche tapis, sur le rocher les vases sont en or, c'est visible. On sent Rembrandt heureux d'inventer ou de représenter une richesse conventionnelle, comme heureux de peindre cette extravagante « Saskia en Flore », ou lui-même avec Saskia sur ses genoux, magnifiquement vêtus, levant son verre (1). Bien sûr, dès sa jeunesse, il a peint des humbles de condition — souvent en les parant d'oripeaux luxueux — mais il semble que Rembrandt ait rêvé le faste, en même temps que sa prédilection semblait aller à l'humilité des visages. Une sensualité — sauf à de rares exceptions — qui afflue dans sa main quand il va peindre une étoffe — par exemple — s'en retire dès qu'il touche au visage. Même jeune, il aura préféré des visages travaillés par l'âge.

Par sympathie peut-être, par goût de la difficulté de peindre (ou la facilité ?), par le problème proposé par un visage d'aïeul ? Qui sait ? Mais ces visages sont alors acceptés dans leur « pittoresque ». Il les peint avec goût, finesse, mais même celui de sa mère, sans amour. Les rides sont scrupuleusement notées, les pattes d'oie, les plis de la peau, les verrues, mais ils ne se prolongent pas à l'intérieur de la toile, ils ne sont pas nourris par la chaleur qui vient d'un organisme vivant ; ils sont ornements. Ce sont les deux portraits de Mme Trip (National Gallery), ces deux têtes de vieilles, qui se décomposent, qui pourrissent sous nos yeux, qui sont peints avec le plus grand amour. Il faudra plus loin que je dise pourquoi j'emploie ce mot quand la méthode du peintre devient si cruelle. Ici, la décrépitude n'est plus considérée et restituée comme un pittoresque, mais comme une chose aussi aimable que n'importe quoi. Qu'on débarbouille « Sa mère lisant », sous les rides on retrouvera la charmante jeune fille qu'elle continue d'être. On ne débarbouillera pas de sa décrépitude Mme Trip, elle n'est que cela, qui apparaît dans toute sa force. C'est là. Eclatant. Evidemment d'une évidence qui crève le pittoresque.

Agréable à l'œil ou non, la décrépitude est. Donc belle. Et riche de... Vous avez déjà eu une plaie, au coude par exemple, qui s'est envenimée ? Il y a de la croûte. Avec vos ongles, vous soulevez. Dessous, les filaments de pus qui nourrissent cette croûte se continuent très loin... Parbleu, c'est tout l'organisme qui est au travail *pour* cette plaie. Chaque centimètre carré d'un métacarpe ou d'une lèvre de Mme Trip, c'est pareil. Qui a réussi cela ? Un peintre qui n'a voulu rendre que ce qui est, et qui, en le peignant avec exactitude, ne pouvait qu'en rendre toute la force — donc la beauté ? Ou bien, c'est un homme qui, ayant compris — à force de méditation ? — que tout ayant sa dignité, il d[…]
cher plutôt à signifier ce qui semble […]
dépourvu ?

(1) Saskia Van Oylenburch, qu'il a épousée à 28 ans, en 1634. Le portrait de Saskia, en Flore, est de cette époque. (N.D.L.R.)

SA MERE LISANT

Agréable à l'œil ou non, la décrépitude est. Donc belle. Donc aimable.

.. ..

ON l'a écrit : Re[…]
au contraire de Hals, par exemple, […]
saisir la ressemblance de ses modèle[s…]
ment dit, voir la différence entre un […]
un autre. S'il ne la voyait pas, c'est […]
qu'elle n'existe pas ? Ou qu'elle est u[…]
l'œil ? Ses portraits, en effet, nous livr[…]
ment un trait de caractère du modèle ; […]
qui est là n'est, à priori, ni veule, ni […]
grand, ni petit, ni bon, ni méchant : il est […]
à tout instant, d'être cela. Mais jamai[s…]
raît le trait caricatural apporté par un […]
préalable. Jamais non plus, comme ch[ez]
Hals, la pétillante, mais fugitive hum[eur…]
y est possible pourtant, mais comme l[…]

Sauf Titus — c'est son fils — sourian[t…]
visage qui soit serein. Tous semblent […]
un drame extrêmement lourd, épais. Le[s…]
nages, presque toujours, par leurs […]
ramassées, rassemblées, sont comme une […]
pendant une seconde tenue en respect. […]
tiennent un destin très dense, exacteme[nt…]
par eux, et que, d'un moment à l'autre, […]
« agir » jusqu'au bout. Tandis que le […]
Rembrandt semble n'être que son rega[rd…]
monde. Il veut savoir de quoi il retour[ne…]
s'en délivrer. Ses figures, toutes, co[…]
l'existence d'une blessure, et elles s'y r[…]
Rembrandt sait qu'il est blessé, mais […]
guérir. D'où cette impression de vul[…]
quand nous regardons ses autoportraits, […]
pression de force confiante quand nous […]
en face des autres tableaux.

.. ..

SANS aucun dou[te…]
homme, bien avant sa maturité, avait re[…]
dignité de tout être et de tout objet, […]
plus humbles, mais ce fut d'abord comme […]
sorte d'attachement sentimental à son […]
Dans ses dessins, la délicatesse avec l[…]
traite les attitudes les plus familières […]
exempte de sentimentalité. En même t[…]
sensualité naturelle, avec son imaginati[on…]
désirer le luxe et rêver de faste.

La lecture de la Bible exalte son ima[…]
architectures, vases, armes, fourrures, […]
bans... C'est l'Ancien Testament surtout […]
pire et sa théâtralité. Il peint. Il est […]
s'enrichit. Il est fier de sa réussite. […]
couverte d'or et de velours... Elle […]
ne reste plus que le monde, et la pein[…]
l'aborder, le monde n'a plus — ou plus […]
n'est plus — qu'une seule valeur. Et […]
rien de plus que *cela*, ni rien de moin[s…]

Mais on ne se défait pas du jour au l[…]
de tant d'habitudes mentales, ni de ta[…]
sualité. Il semble qu'il va pourtant, p[…]
essayer de s'en débarraser, mais non e[…]
tant : en les transformant, afin que cela […]
faste, il y tient encore — je parle d[…]
imaginaire, rêvé — et à une certaine t[…]
Pour s'en défendre, il leur fera subir u[n…]
traitement : à la fois, il va exalter les […]
sités conventionnelles et à la fois les […]
de telle façon qu'il sera impossible de […]
tifier. Il ira plus loin. Cet éclat qui […]
paraître précieux, il va le faire passer […]
matières les plus misérables, si bien […]
sera confondu. Rien ne sera plus ce qu[i…]
mais ce qui va, sourdement, illuminer […]
humble matière, c'est bien le feu pas enc[…]
d'un vieux goût du faste qui, au lieu d[…]
la toile et l'objet représenté, sera mis d[…]

Cette opération, menée lentement et […]
obscurément (...) lui apprendra que, […]
ment d'abord, chaque visage se vaut, et […]
voie — ou conduit — à une identité hu[…]
en vaut une autre.

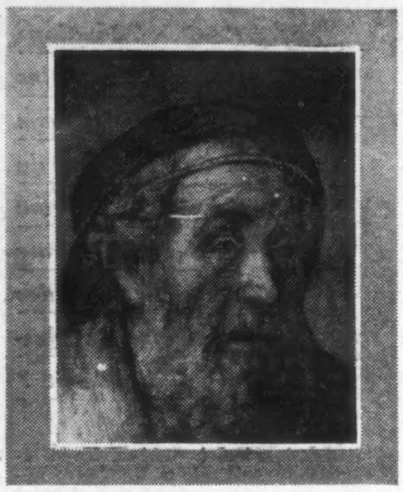
.. ..

QUANT à la peintu[re…]
de meunier qui à vingt-trois ans savait […]
et admirablement, à trente-sept il ne sa[…]
C'est maintenant qu'il va tout apprend[re…]
une hésitation presque gauche, sans […]
risquer à la virtuosité. Et lentement, […]
vrira encore ceci : chaque objet po[…]
propre magnificence, ni plus ni moins […]
que celle de tout autre ; or, lui, Re[mbrandt…]
doit la restituer, et cela l'amène à nous […]
la magnificence singulière de la couleur, […]
dire qu'il est le seul peintre au monde […]
tueux à la fois de la peinture et du […]
exaltant à la fois l'un et l'autre l'un pa[r…]
Mais ce qui nous émeut si fort dans ses […]
qui tendent si désespérément à l'exalt[…]
tout — sans souci hiérarchique — c'est […]
de reflet, ou plus justement de braise i[…]
peut-être pas nostalgique, mais enc[…]
éteinte, et qui est ce qui reste de ces fa[stes…]
et d'une théâtralité presque complèteme[nt…]

NDT par JEAN GENET

LA JEUNESSE

ndt, par lui-même (à g.), *à l'époque où il peint L'Oriental* . *Jeune homme ambitieux, l'air presque méchant, arrogant, il le faste, la richesse des décors et des accoutrements.*



LA VIEILLESSE

Rembrandt, par lui-même (à g.) *à l'époque où il peint Homère* (à dr.). *Il a détruit tous les signes de l'ancienne vanité. Par le chemin étroit de la peinture, il est devenu bon. D'une bonté sans espoir.*

ECONDE FEMME HENDRIJKE

e la reconnaissance il ours sublime.

SI je devais, schématiquement, grossièrement, rappeler cette démarche — une des plus héroïques des temps modernes — je dirais qu'en 1642 — mais l'homme n'était déjà pas banal — le malheur surprend, désespère un jeune ambitieux, plein de talent, mais plein aussi de violences, de vulgarités et d'exquises délicatesses.

Sans espoir de voir un jour le bonheur réapparaître, avec un effort terrible, il va essayer, puisque seule la peinture demeure, de détruire dans son œuvre et en lui-même tous les signes de l'ancienne vanité, signes aussi de son bonheur et de ses rêves. A la fois, il veut, puisque més, signes qu'une vie fut prise, comme n'importe laquelle, dans la convention, et qu'elle l'a fait servir. De quelle manière ! Sans la détruire, mais en la transformant, en la tordant, l'usant, la brûlant. Et c'est les signes d'un faste extérieur qui viennent illuminer maintenant, ici, n'importe quoi, mais du dedans.

Rembrandt ? Sauf dans quelques portraits fanfarons, tout révèle, dès sa jeunesse, un homme inquiet, à la poursuite d'une vérité qui le fuit. L'acuité de son œil n'est pas entièrement expliquée par la nécessité de fixer le miroir. Quelquefois même, il a l'air presque méchant (rappelons-nous qu'il va jusqu'à payer pour faire mettre un créancier en tôle !), vaniteux (l'arrogance de la plume d'autruche sur le chapeau en velours... et les colliers d'or...), peu à peu, la dureté du visage va s'atténuer. Devant le miroir, la complaisance narcissique est devenue inquiétude et recherche passionnée, puis tremblante.

Depuis quelque temps, il vit avec Hendrijke, et cette merveilleuse femme (ceux de Titus mis à part, seuls les portraits d'Hendrijke sont comme pétris de la tendresse même et de la reconnaissance du vieil ours sublime) doit à la fois combler sa sensualité et son besoin de tendresse (2). Dans ses derniers autoportraits, on ne lira plus aucune indication psychologique. Si l'on y tient, on pourrait y voir passer comme un air de bonté. Ou de détachement ? Ce qu'on voudra, ici c'est pareil.

Vers la fin de sa vie, Rembrandt devint bon. Soit qu'elle le rétracte, le brise ou le masque, entre le monde la méchanceté fait écran. La méchanceté, mais toute forme d'agressivité, et tout ce que nous nommons traits de caractère, nos humeurs, nos désirs, l'érotisme et les vanités. Crève donc l'écran pour voir s'approcher le monde ! Mais cette bonté — ou si l'on veut détachement — il ne l'avait pas recherchée pour observer une règle morale, ni religieuse (c'est dans ses seuls moments d'abandon qu'un artiste peut avoir la foi, s'il l'a jamais), ni pour gagner quelques vertus. S'il fait passer au feu ce qu'on peut nommer ses caractères, c'est afin d'avoir du monde une vision plus pure et faire par elle une œuvre plus juste. Je suppose qu'au fond il se foutait d'être bon ou méchant, coléreux ou patient, rapace ou généreux... Il fallait n'être plus qu'un regard et une main. De surcroît, et par ce chemin égoïste, il devait gagner — quel mot ! — cette sorte de pureté, si évidente dans son dernier portrait qu'elle en est presque blessante. Mais c'est bien par le chemin étroit de la peinture qu'il y arrive.

.. ..

(2) Hendrijke Stoffels Jegers est entrée dans la vie de Rembrandt trois ou quatre ans après la mort de sa première femme, Saskia. Il avait alors environ 40 ans. (N.D.L.R.)

SON DERNIER AUTOPORTRAIT

Il se «marre doucement». Il sait tout ce qu'un peintre peut apprendre.

c'est le but de la peinture, représenter le monde, et à la fois le rendre méconnaissable. S'en rend-il compte tout de suite ? Cette double exigence l'amène à donner à la peinture comme matière une importance égale à ce qu'elle doit figurer, puis peu à peu, cette exaltation de la peinture, comme elle ne peut être menée abstraitement (mais la manche, dans « La Fiancée juive », est un tableau abstrait !) le conduit à l'exaltation de tout ce qui sera figuré, que pourtant il veut rendre non identifiable.

Cet effort l'amène à se défaire de tout ce qui, en lui, pourrait le ramener à une vision différenciée, discontinue, hiérarchisée du monde : une main vaut un visage, un visage un coin de table, un coin de table un bâton, un bâton une main, une main une manche... et tout cela, qui est peut-être vrai chez d'autres peintres — mais lequel, à ce point, a fait perdre à la matière son identité pour mieux l'exalter ? — tout cela, dis-je, renvoie d'abord à la main, à la manche, puis à la peinture, sans doute, mais à partir de cet instant, sans cesse de l'une à l'autre, et dans une poursuite vertigineuse, vers rien.

Et elles y sont passées aussi, la théâtralité, la somptuosité conventionnelle : mais elles ne servent plus, brûlées, consumées, qu'à la solennité !

.. ..

VERS les années 1666 à 1669, il devait y avoir à Amsterdam autre chose que les tableaux d'un vieil escroc (si c'est vrai l'histoire des planches à graver reprises ?) et que la ville (3). Il y avait ce qui restait d'un personnage réduit à l'extrême, presque complètement disparu, allant du lit au chevalet, du chevalet aux chiottes — où il devait encore griffonner avec ses ongles sales — et cela qui restait ne devait guère être autre chose qu'une cruelle bonté, proche, pas loin de l'imbécillité. Une main crevassée qui tenait des pinceaux trempés dans du rouge et du brun, un œil posé sur les objets, rien que ça, mais l'intelligence qui liait l'œil au monde était sans espoir.

Sur son dernier portrait, il se marre doucement. Doucement. Il sait tout ce qu'un peintre peut apprendre. Et d'abord ceci (enfin, peut-être ?) que le peintre est tout entier dans le regard qui va de l'objet à la toile, mais surtout dans le geste de la main qui va de la petite mare de couleur à la toile.

Le peintre est là rassemblé, dans le cheminement tranquille, sûr, de la main. Plus que ça au monde : ce tranquille va-et-vient frissonnant en quoi se sont changés tous les fastes, les somptuosités, toutes les hantises. Légalement, il n'a plus rien. Grâce à un jeu d'écritures, tout est entre les mains d'Hendrijke l'Admirable et entre les mains de Titus. Rembrandt ne possédera même plus les toiles qu'il peindra.

Un homme vient de passer tout entier dans son œuvre. Ce qui reste de lui est bon pour la voirie, mais avant, mais juste avant, il doit encore peindre le « Retour de l'enfant prodigue ».

Il meurt avant d'avoir eu la tentation de faire le pitre.

JEAN GENET.

(Copyright Editions Gallimard.)

(3) En 1656, Rembrandt s'est laissé entraîner dans des aventures financières et s'est déclaré en faillite. Tous ses biens sont vendus. Une procédure juridique assez équivoque le tire néanmoins des mains de ses créanciers. Il devient théoriquement l'employé de sa femme et de son fils. (N.D.L.R.)

SCIENCES

La grande relève

● *A Genève, 73 nations font le point sur les progrès accomplis dans l'utilisation pacifique de l'atome. Un problème essentiel: à quel rythme s'effectuera la relève des sources d'énergie classiques qui s'épuisent ?*

LUNDI dernier, à Genève, les délégués de soixante-treize gouvernements et agences spécialisées se sont réunis pour la deuxième conférence internationale sur les applications pacifiques de l'énergie atomique. En treize jours de séances, ils pourront prendre connaissance de 2.200 communications dont 600 seront présentées oralement. La France en présentera pour sa part 160.

Un problème dominera la conférence : celui de la relève des sources d'énergie classiques (charbon, pétrole, houille blanche) par l'énergie atomique. Tous les gouvernements la considèrent maintenant comme indispensable dans un délai de 25 à 50 ans, selon l'importance de leurs ressources énergétiques particulières. En 1954, M. Palmer Putnam a dressé pour le compte de la Commission de l'Energie atomique américaine un tableau de la consommation et des réserves mondiales d'énergie. Adoptant une nouvelle unité de mesure, le « Q » (1), il a calculé que l'humanité avait consommé 9 « Q » pendant les 1850 années qui suivirent la mort du Christ, 4 « Q » pendant les 90 années suivantes, et que cette consommation passerait sans doute à 22 « Q » par siècle en l'an 2000.

UN SIECLE ET DEMI D'ENERGIE

Il a estimé d'autre part la valeur des réserves énergétiques mondiales économiquement exploitables, aboutissant au chiffre de 38 « Q » pour le charbon et le pétrole, et de 3 « Q » environ pour les autres sources (bois, houille blanche, déchets agricoles, etc.). Même en tenant compte de l'utilisation de l'énergie solaire, dont il évalue la contribution possible à 5 « Q » pour les 100 prochaines années, il conclut que l'humanité aura épuisé ses réserves classiques d'ici un siècle et demi environ si elle n'assure pas dès maintenant et progressivement leur relève par l'énergie atomique. Celle-ci n'est pas inépuisable. En admettant qu'un tiers seulement du potentiel énergétique de l'uranium et du thorium économiquement récupérables puisse être utilisé, les réserves sont de l'ordre de 575 « Q » et devraient permettre de couvrir les besoins mondiaux pendant les 3 ou 4 siècles à venir.

22 LITRES = 1 GRAMME

Passé ce délai, une nouvelle relève devra être assurée par l'énergie thermonucléaire dont la matière première est le deutérium, ou hydrogène lourd. Le deutérium pouvant être extrait de l'eau de mer à raison d'un gramme par 22 litres d'eau et pour un prix de quelques centaines de francs par gramme, les réserves de ce combustible sont considérées comme illimitées et capables de couvrir les besoins énergétiques mondiaux pendant un milliard d'années.

Le contrôle de l'énergie thermonucléaire (c'est-à-dire de la fusion des atomes de deutérium qui se produit dans l'explosion d'une bombe H) sera le sujet-vedette de la Conférence de Genève. Quinze heures d'exposés seront consacrées aux progrès réalisés dans ce domaine par les grandes puissances. Russes, Américains et Anglais ont annoncé qu'ils diraient « tout » des résultats de leurs recherches, mais la seule incertitude véritable reste le degré d'avancement du programme soviétique.

Le principe de la recherche semble être le même dans les trois pays : obtenir, par une décharge électrique très puissante dans du deutérium raréfié, une température suffisamment grande pour amorcer la fusion des noyaux atomiques de deutérium. Des deux grandes puissances occidentales, l'Angleterre semble la plus avancée avec son appareil Zeta qui fonctionne à Harwell depuis un an.

L'ERREUR ANGLAISE

En décembre dernier, les Anglais annoncèrent qu'ils avaient obtenu une température de 5 millions de degrés et une émission de neutrons indiquant qu'une fusion avait eu lieu. Des vérifications ultérieures montrèrent cependant que les neutrons émis avaient une autre origine et que la fusion thermonucléaire ne pouvait se produire qu'à une température très supérieure. Les techniciens de Harwell cherchent actuellement à augmenter la puissance de leurs décharges de façon à obtenir des températures de 25 millions de degrés. Ils seront alors certains d'obtenir une réaction de fusion mais qui ne sera pas économiquement rentable, la quantité d'énergie produite restant très inférieure à celle de l'énergie consommée par l'appareil. Sir John Cockcroft a déclaré que le seuil de rentabilité ne pourrait être atteint qu'à une température de 300 millions de degrés pour le deutérium pur, et de 40 millions de degrés pour le mélange deutérium-tritium. Les techniciens de Harwell ont déjà entrepris la construction d'un Zeta II destiné à atteindre cette température de 40 millions de degrés.

LES RUSSES OPTIMISTES

Bien que leurs réalisations soient mal connues, il semble que les Russes soient au moins aussi avancés dans la recherche que les Anglais. Dès avril 1956, le professeur Kourtchatov révélait à Harwell dans une conférence qui fit sensation que les Russes avaient obtenu des températures de l'ordre du million de degrés.

Mardi dernier la délégation soviétique, dans une communication officielle, confirmait que les savants russes en étaient à peu près au même point que leurs collègues britanniques. Ils sont parvenus à obtenir un phénomène de dégagement de neutrons, mais sans qu'on puisse, à proprement parler, dire qu'il s'agit d'un phénomène de fusion contrôlée. En effet, on n'a pas encore trouvé le moyen d'empêcher qu'une véritable explosion se produise qui détruirait les coûteuses installations de recherche.

Les savants soviétiques ont cependant l'espoir de parvenir rapidement à la solution des problèmes techniques qui se posent encore.

Si encourageants que puissent être les progrès déjà accomplis, les spécialistes estiment que l'énergie thermonucléaire ne sera pas exploitable industriellement avant quinze, vingt ou même trente ans. D'ici là, c'est à la fission atomique (réacteurs à uranium, thorium ou plutonium) qu'il faudra s'en remettre pour la production d'énergie. Dans ce domaine, la première conférence internationale de Genève, en 1955, avait été celle des hypothèses techniques et des espoirs. La conférence de 1958 est déjà celle des réalisations et des problèmes économiques.

L'Angleterre, ici encore, a fait un très grand effort. Le problème de l'approvisionnement en énergie se posant pour elle plus gravement que pour les autres grandes puissances (en raison de l'épuisement rapide de ses gisements houillers), elle a engagé dès 1955 un programme d'équipement atomique qui devait porter sur la construction de 12 centrales d'ici 1966. **En 1957, des progrès dans les techniques de soudure permettant d'augmenter la taille des réacteurs ont entraîné une révision de ce programme. Ce sont 19 centrales atomiques que les Anglais mettront en service d'ici 1966, dont la puissance totale sera de 6 millions de kW, soit le quart de la production totale d'électricité du Royaume-Uni.** Cet apport permettra d'économiser 18 millions de tonnes de charbon par an. La première centrale atomique expérimentale de Calder Hall (à uranium naturel et graphite) fonctionne depuis 1956 à une puissance de 50.000 kW environ. Deux autres centrales d'un modèle analogue sont en construction, l'une à Berkeley (275.000 kW) et l'autre à Bradwell (300.000 kW). Commencées en 1957, elles seront mises en service vers 1961.

TROIS CONTRE UN

Le prix de l'électricité produite par les premières centrales restera légèrement supérieur à celui de l'électricité « classique », mais il s'abaissera rapidement et les experts anglais calculent qu'en 1990 l'avantage sera de 3 contre 1 en faveur des centrales atomiques.

Aux Etats-Unis, le problème de l'équipement énergétique atomique prend un autre aspect dans la mesure où les Américains estiment que leurs réserves de combustibles classiques pourront leur permettre de conserver une énergie suffisante — et très bon marché — pendant une vingtaine d'années encore. Au lieu de se lancer comme les Anglais dans la construction en série de réacteurs du même type, ils continuent à essayer différentes formules dans l'espoir d'abaisser les prix de revient. Pour l'instant, ils n'ont réussi à obtenir que des prix de 30 à 50 *mills* par kWh (1 *mill* = 1/100 de *cent*) alors que le prix de l'électricité « classique » oscille entre 6 et 9 *mills* selon les régions.

En mai dernier, cependant, ils ont inauguré à Shippingport leur première centrale nucléaire à but purement civil, d'une puissance de 60.000 kilowatts, qui alimente le Grand Pittsburgh par le réseau de la Duquesne Light Company.

Plusieurs autres grandes centrales sont en construction, notamment à Dresden, Illinois (180.000 kW), à Indian Point, New York (75.000 kW) et à Rowe, Massachusetts (134.000 kW). Les Etats-Unis pensent disposer en 1960 d'une puissance atomique installée de 700.000 kW. « En 1970, a déclaré récemment M. Charles Weaver, vice-président de la Westinghouse Co., nous serons en mesure d'établir les plans d'une centrale atomique produisant de l'électricité à un prix de revient comparable à celui des centrales classiques. » Les Américains estiment cependant que la contribution atomique ne dépassera pas, en 1975, 10 à 15 % de la production totale d'électricité.

EN U.R.S.S. 800.000 KW

Le programme soviétique semble plus ambitieux que celui des Etats-Unis ; après la mise en service en 1954 de la « première centrale atomique du monde », près de Moscou (d'une puissance de 5.000 kW seulement), les Russes auraient établi les plans de 8 ou 10 centrales de types divers qui devraient être terminées en 1960 et représenter une puissance totale de 1,5 à 2 millions de kW. Une centrale de 420.000 kW est pratiquement terminée dans la région de Moscou et une autre, de 400.000 kW, dans l'Oural.

Pour la France, qui a dû importer 40 % de son énergie en 1957, le problème de la relève atomique se pose avec autant d'urgence que pour l'Angleterre. Son programme est cependant moins imposant.

Le réacteur G 1, mis en service à Marcoule en 1956, n'était équipé d'un système de récupération d'énergie qu'à titre expérimental et sa puissance ne dépasse pas 5.000 kW. **Les réacteurs G 2 et G 3 (dont le premier seulement fonctionne depuis juillet dernier) fourniront à eux deux une puissance de 50.000 kW, mais leur but essentiel reste la production de plutonium.**

La première centrale atomique française, E.D.F. 1, actuellement en construction à Avoine, près de Chinon, doit être terminée en 1960 et sa puissance sera de 60.000 kW.

Le V^e^ plan quinquennal, qui commence en 1958, prévoit la mise en service de plusieurs autres centrales à des intervalles de 1 an à 18 mois à partir de 1960. L'objectif est d'atteindre en 1965 une puissance installée de 850.000 kW, correspondant à 5 % des besoins nationaux. (Pour la même date, l'Angleterre prévoit une puissance de 6 millions de kW, soit le quart de la production d'alors.) En 1975, la consommation d'électricité française, actuellement de 50 milliards de kWh par an, sera passée à 200 milliards de kWh. Le plan français prévoit que 30 % environ (soit 60 milliards de kWh) en seront couverts par des centrales atomiques d'une puissance installée de 8 millions de kW.

(1) Q = 10^{18} British Thermal Units, le B.T.U. valant un peu moins de 4 kilocalories.

UN MESSAGE DE

TÉLÉVISION

Quitte ou double

● *La télévision américaine vient de subir la plus dure épreuve de sa jeune existence : un scandale qui va peut-être la rendre adulte.*

(De notre correspondant à New York)

Si improbable que cela puisse paraître aujourd'hui, l'Amérique célébrera peut-être un jour la mémoire d'Edward Hilgemeier, acteur d'occasion, maître d'hôtel et barman, qui vient de frapper un coup puissant — bien qu'involontaire — dans la lutte pour l'élévation du niveau culturel des Américains.

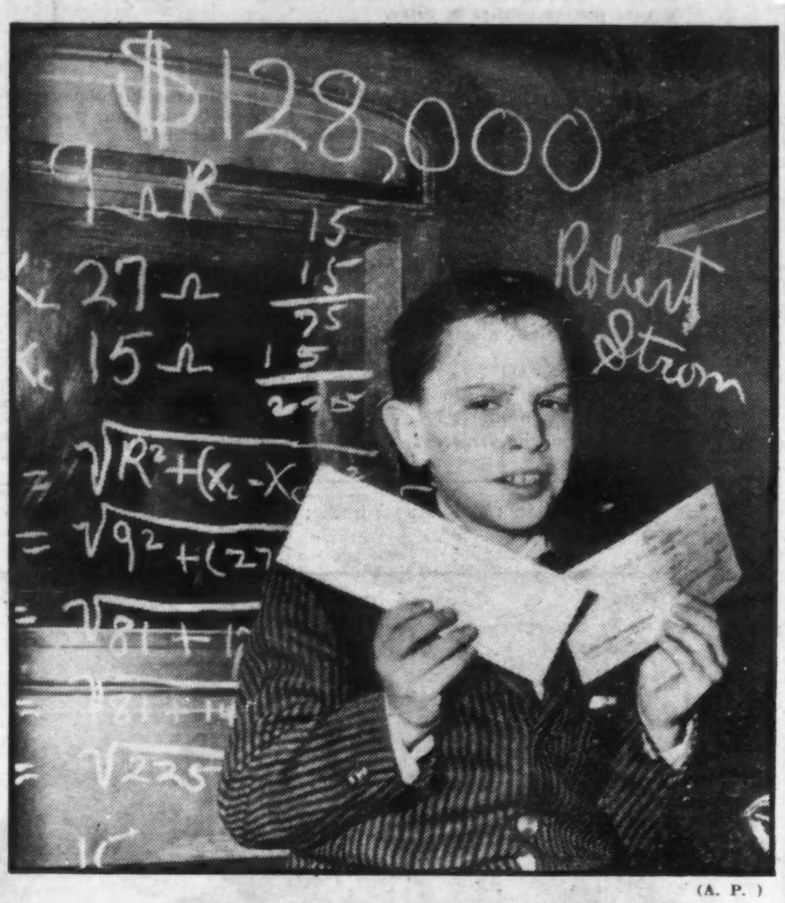
Sur Madison Avenue, fief des grandes agences publicitaires, et dans les somptueux bureaux des compagnies de télévision, Hilgemeier est sans doute qualifié de traître, de monstre ingrat, de névrosé et de maniaque antiaméricain. Mais, objectivement, Hilgemeier est un héros.

Il y a quelque temps, ce jeune homme (marié et père de deux enfants) se trouvait dans un studio de télévision comme « concurrent de secours » d'un des innombrables « quiz » (« quitte ou double ») qui empoisonnent jour et nuit la télévision américaine. L'émission s'appelait « Dotto », du nom de ce jeu d'enfant qui consiste à relier des points apparemment disposés sans ordre pour obtenir le visage d'un personnage célèbre. Dans ce cas, le trait avançait selon l'exactitude ou l'erreur des réponses fournies par les concurrents à une série de questions.

UN CALEPIN NOIR

En fait, « Dotto » était une émission assez modeste mais qui avait suffisamment de succès pour être « programmée » deux fois par semaine, matin et soir, sur deux chaînes différentes. Les prix dépassaient rarement 10.000 dollars (4 millions de francs) mais c'était assez pour tenter Hilgemeier et le faire revenir jour après jour dans les coulisses, comme il l'avait déjà fait, sans succès, pour plusieurs autres émissions de ce genre.

Un jour, il remarqua qu'une concurrente jusque là « incollable » étudiait fiévreusement un calepin noir juste avant de passer devant les caméras. Personne ne sait exactement ce qui se passa alors, car la déposition de Hilgemeier n'a pas été rendue publique. Il semble cependant que la curiosité de notre héros l'emporta sur la discrétion et qu'il déroba le calepin noir, oublié dans les coulisses par la concurrente. Il y découvrit, à sa grande stupeur, les réponses exactes à toutes les questions qui allaient être posées ce jour-là. Ses hésitations, ses débats de conscience, ses manœuvres légales, ses efforts, même, pour entraîner dans son jeu l'un des concurrents malheureux de la jeune femme trop bien préparée ne peuvent avoir d'intérêt que pour les spécialistes qui voudraient étudier la psychologie étrange du « concurrent de *quiz* ». Qu'il suffise de dire que Hilgemeier finit par présenter ses doléances — déjà sérieusement ébruitées dans la ville — à la compagnie productrice de l'émission.



(A. P.)

ROBERT STROM, DIX ANS
38 heures de frénésie monotone

LA FIN DE « DOTTO »

Après quelques jours de marchandages, au cours desquels il se vit offrir « la participation à une émission du soir avec garantie financière », notre héros, dont l'heure de gloire était maintenant imminente, accepta un pot-de-vin de 1.500 dollars (600.000 francs). Aujourd'hui, Hilgemeier prétend qu'il a même noté les numéros des billets. « *J'ai pris l'argent,* explique-t-il aux journalistes, *parce que j'avais peur que ma carrière ne soit définitivement compromise. Je ne travaillais pas régulièrement et ma femme était enceinte.* »

Mais tout homme a une mission inconsciente dans sa vie et Hilgemeier avait la sienne. L'argent ne lui suffisait pas. Il décida de se « blanchir » et déposa une plainte auprès de la Commission Fédérale des Communications. Celle-ci, n'ayant pas compétence en la matière, retransmit les accusations de Hilgemeier aux chaînes de télévision et au producteur de « Dotto », la Colgate-Palmolive Company.

Tout cela est maintenant connu, mais on l'ignorait encore il y a deux semaines lorsque le producteur annonça brusquement que l'émission « Dotto » était abandonnée.

En quelques heures, le procureur général de New York se saisit de l'affaire et fit citer des témoins. Le mot de « scandale » se mit à circuler. Personne ne pouvait dire, bien sûr, si le fait de truquer un *quiz* télévisé constituait ou non un délit, mais l'enquête continuait et l'affaire était excellente pour la presse. Des concurrents mécontents — y compris un homme qui avait gagné 50.000 dollars — sortirent de l'ombre pour venir renforcer l'accusation. Le scandale s'amplifia. Mais, comme l'écrivit John Crosby dans le « New York Herald Tribune », « *le véritable scandale, dans l'affaire « Dotto », c'est qu'il y ait encore des gens pour se demander si les émissions de ce genre sont honnêtes ou non. Il y a eu crime, d'accord. Mais le crime, à mon avis, c'est qu'un bien national comme les ondes puisse être utilisé par un fabricant de savon (ou un groupe de fabricants de savon) pour organiser des jeux ridicules. Mon seul espoir est que l'affaire « Dotto » attire l'attention sur un problème plus important : celui de la prolifération des quiz qui encombrent de plus en plus des ondes qui devraient être utilisées dans l'intérêt du public et conformément à ses besoins.* »

L'AGE DE PIERRE

Si ce problème est un jour abordé, ce sera l'œuvre — et le triomphe — de Hilgemeier.

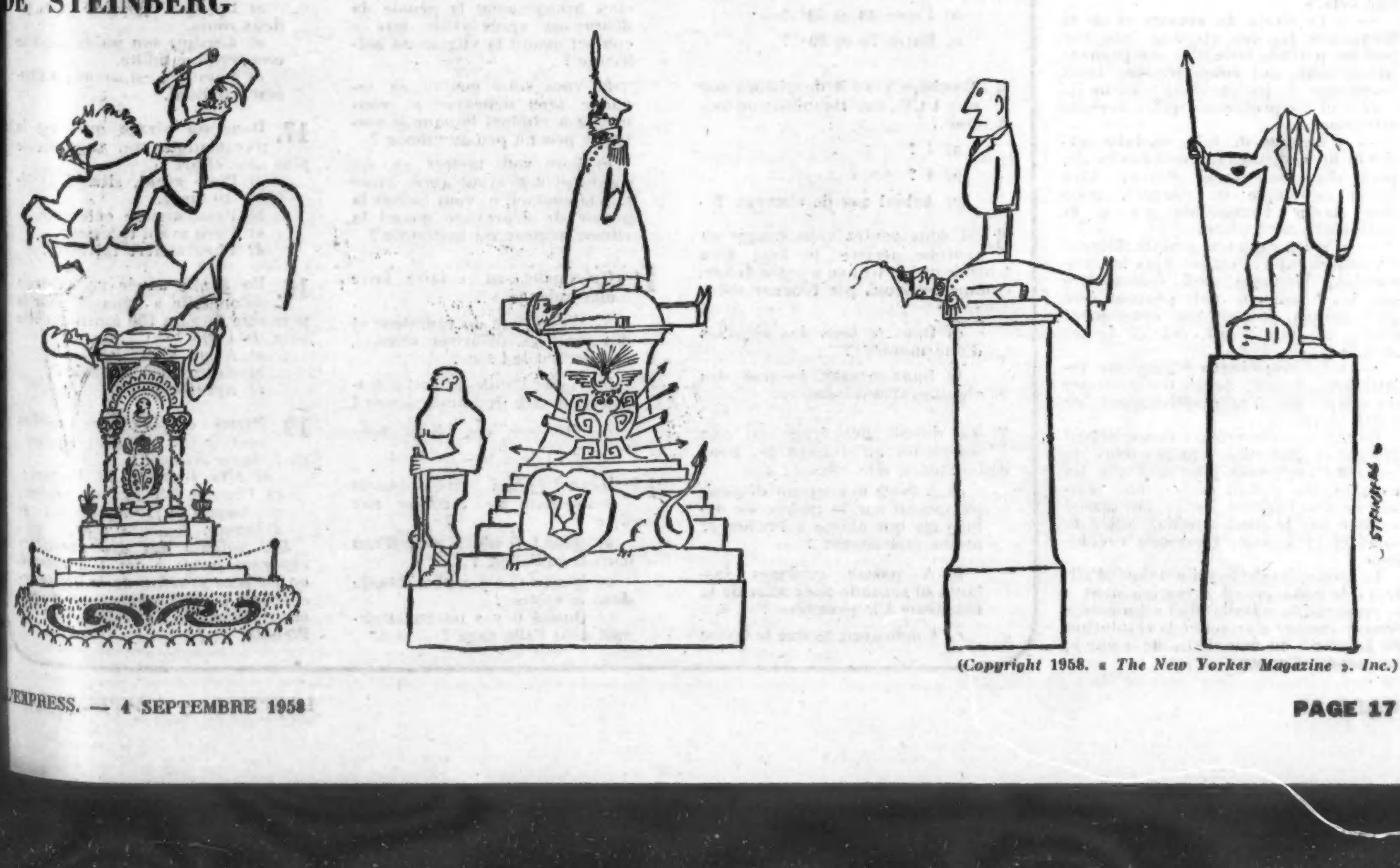
Les origines du *quiz* remontent à « l'âge de pierre » de la radio. Pendant les années 1930, il y eut une émission au cours de laquelle l'animateur choisissait un numéro de téléphone au hasard dans l'annuaire et appelait l'abonné. Si celui-ci répondait, il obtenait le prix. Mais ce n'était que les balbutiements du genre. Il y eut ensuite une autre émission où les concurrents pouvaient gagner jusqu'à 64 dollars (somme énorme à l'époque) en répondant à des questions. Et l'on vit apparaître toutes sortes de jeux « culturels » (identification de thèmes musicaux, tests de connaissances, etc.) y compris d'excellents programmes au cours desquels des groupes d'experts discutaient souvent intelligemment des sujets les plus divers.

100 MILLIONS DE GAINS

Vint la guerre, puis la télévision. La télévision, c'était la « grosse affaire » et les producteurs cherchèrent aussitôt les moyens de faire le plus d'argent possible. Ils commencèrent avec le catch, les mélodrames, le music-hall, les chanteurs, mais chacun de ces genres finit par s'épuiser. Les premiers *quiz* apparurent il y a deux ans et devinrent rapidement très populaires.

Une nouvelle catégorie de célébrités apparut, soigneusement sélectionnées par les producteurs des émissions et à qui on laissait gagner des sommes incroyables dont le fisc saisissait aussitôt la plus grande partie. Il y eut l'écolier de dix ans, Robert Strom, qui savait tout de la science et rentra chez lui avec 224.000 dollars (90 millions de francs), le jockey qui savait tout de l'art et gagna 170.000 dollars (68 millions), le jeune garçon de onze ans qui en savait plus sur la Bourse que J. P. Morgan lui-même et emporta 100.000 dollars (40 millions), l'instituteur qui savait tout sur tout et réussit à atteindre, à force de grimaces angoissées et de transpiration, le cap des 129.000 dollars (51 millions). Le phénomène le plus extraordinaire fut un →

DE STEINBERG



(Copyright 1958. « The New Yorker Magazine ». Inc.)

→

employé de bureau à 70 dollars (28.000 francs) par semaine, dont la curiosité apparemment universelle lui a permis d'atteindre 250.000 dollars (100 millions), et qui continue... Comme tous les autres « puits de science », il n'a aucune réclamation à formuler, affirme que les épreuves ne sont pas truquées et souhaite seulement que les réseaux lui permettent de continuer à montrer ce qu'il sait.

38 HEURES PAR SEMAINE

Ceux-là sont les géants du *quiz*, qui ont conquis leurs titres dans les émissions comme « 21 », « La question des 64.000 dollars » et « Le défi des 64.000 dollars ». Ces programmes jouissaient d'une réputation irréprochable jusqu'à ce que, cette semaine, un concurrent qui avait gagné 50.000 dollars « par arrangement » raconte toute l'histoire au procureur général. Son témoignage reste encore à vérifier mais il a suffi à semer la panique chez les producteurs.

Un coup d'œil sur les programmes de rentrée suffit à faire comprendre cette terreur. Pour l'automne, les trois plus grands réseaux de télévision annoncent 22 *quiz*, soit 38 heures par semaine de frénésie monotone. La question est de savoir si le public pourra oublier les révélations qui viennent d'être faites ou s'il acceptera de s'intéresser aux *quiz* en les considérant comme de purs spectacles. Les producteurs s'interrogent encore mais s'il apparaît que le *quiz* est mortellement atteint, ils savent qu'il leur faudra découvrir une autre merveille, et vite.

SYDNEY G. COOPER.

FAMILLE

La révolution de Lambeth

● *310 évêques anglicans viennent d'écrire une page d'histoire — qui intéressera toutes les femmes.*

L'EGLISE anglicane (40 millions d'adhérents dans le monde) vient de faire approuver par 310 évêques à la conférence de Lambeth un règlement sur le contrôle des naissances (birth-control), considéré comme « un facteur normal et essentiel de la vie familiale chrétienne ».

Trente pages du rapport général de 237 pages ont été consacrées à cette question, établissant notamment que :

— « Il est absolument faux d'alléguer que les rapports sexuels sont un péché si un enfant n'est pas spécifiquement désiré... car la responsabilité des parents ne se limite pas à la simple reproduction de l'espèce, elle est beaucoup plus complexe et plus riche que cela. »

— « Le choix du nombre et de la fréquence des enfants doit être fait par les parents ensemble, en prenant pieusement en considération leurs ressources, la société dans laquelle ils vivent et les problèmes qu'ils devront affronter. »

— « L'usage de telle ou telle méthode de contrôle des naissances dépend dans une large mesure d'un choix esthétique et clinique, mais doit rester compatible avec la conscience chrétienne. »

— « Si les rapports sexuels doivent véritablement s'effectuer dans la communion, l'homme doit reconnaître que ses besoins sexuels peuvent être plus grands, et doit par conséquent garder un plus grand contrôle de ses sens. »

— « La conscience chrétienne rejette tout procédé devant interrompre ou empêcher l'accomplissement de l'acte sexuel. »

Le mot « partnership » (association) revient à plusieurs reprises dans le texte du règlement approuvé par les évêques, qui établit comme une donnée de base l'égalité, sur le plan sexuel comme sur le plan familial, entre le mari et la femme. C'est une révolution.

La presse anglaise lui a donné d'ailleurs le plus grand retentissement : le respectable « Daily Mail » lui-même (conservateur) a annoncé la résolution de Lambeth en manchette de « une », sur sept colonnes.

MÉRITEZ-VOUS UN ZÉRO DE CONDUITE ?

Vous conduisez. Mais comment vous conduisez-vous ?... Ces questions insidieuses vous permettront de savoir, en répondant, si l'on peut vous confier une voiture. En les posant, si vous pouvez confier la vôtre.

1. Un obstacle imprévu surgit brusquement, vous devez freiner. A quel moment débrayez-vous ?
a) Avant d'appuyer sur la pédale du frein ?
b) En même temps que vous utilisez le frein ?
c) Quelques secondes avant l'arrêt ?

2. Si votre frein ne « répond » pas, quel doit être votre réflexe immédiat :
a) Couper le contact ?
b) Rétrograder les vitesses si possible jusqu'à la première ?
c) Mettre en marche arrière ?

8. Que se passe-t-il quand un joint de culasse « claque »
a) L'essence passe dans l'huile ?
b) L'eau passe dans l'huile ?
c) L'eau passe dans l'essence?

9. Si la batterie manque de liquide, vous ajoutez :
a) De l'huile Lockheed ?
b) De l'huile ordinaire ?
c) De l'eau distillée ?
d) De l'alcool rectifié ?

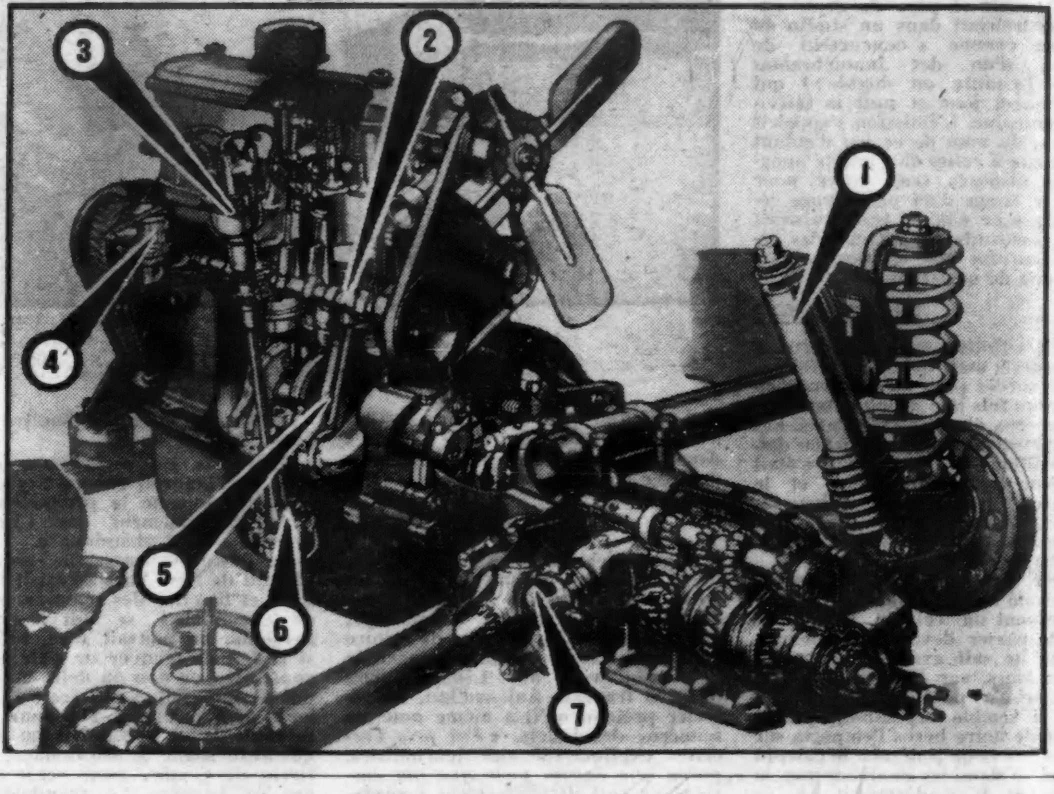
13. Par grosse chaleur, faut-il mettre de l'huile :
a) Plus fluide que d'ordinaire ?
b) Moins fluide que d'ordinaire ?
c) Mélangée à un lubrifiant spécial ?

14. Les pneus avant doivent-ils être :
a) Moins gonflés que les pneus arrière ?
b) Plus gonflés que les pneus arrière ?
c) Gonflés de la même façon?

15. Quand doit-on faire un rodage de soupapes ?
a) Tous les 1.000 km ?
b) Lorsqu'elles sont neuves ?
c) Lorsqu'elles ferment mal ?

(Vous pouvez vérifier l'exactitude de vos connaissances en page 25.)

3. Situez sur ce dessin : *a*) Pompe à huile ; *b*) cardan ; *c*) bielle ; *d*) amortisseur ; *e*) arbre à cames ; *f*) delco ; *g*) pompe à essence.



4. Sur une voiture en bon état de fonctionnement, quelle est la température normale de l'eau dans le radiateur après 100 km. de route :
a) Entre 30 et 40° ?
b) Entre 40 et 50° ?
c) Entre 70 et 80° ?

5. Combien y a-t-il de pistons sur une 4 CV., une Dauphine ou une Aronde ?
a) 1 ?
b) 4 ?
c) Autant que de chevaux ?

6. Si vous voulez vous ranger en marche arrière le long d'un trottoir qui se trouve à votre droite, commencez-vous par tourner votre volant :
a) Dans le sens des aiguilles d'une montre ?
b) Dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.

7. Le double débrayage est une opération qu'utilisent les bons conducteurs, elle consiste :
a) A faire monter un dispositif spécial sur la pédale de débrayage qui oblige à l'enfoncer moins violemment ?
b) A passer quelques instants en seconde pour aller de la troisième à la première ?
c) A débrayer, mettre le levier de vitesse au point mort, embrayer, accélérer et redébrayer pour passer à une vitesse inférieure ?

10. Si votre batterie est à plat, et que l'on vous pousse pour démarrer, quelle manœuvre faites-vous ?
a) Vous vous mettez en première en débrayant et vous lâchez brusquement la pédale de débrayage après avoir mis le contact quand la vitesse est suffisante ?
b) Vous vous mettez en seconde sans débrayer et vous mettez le contact lorsque la voiture a pris un peu de vitesse ?
c) Vous vous mettez en seconde en débrayant après avoir mis le contact, et vous lâchez la pédale de débrayage quand la vitesse acquise est suffisante ?

11. Qu'appelle-t-on « faire faire une vidange » ?
a) Vider l'eau du radiateur et des conduits, détartrer celui-ci, et remettre de l'eau ?
b) Vider l'huile du carter moteur et mettre de l'huile neuve ?
c) Réaliser ces deux opérations ?

12. Dans quelles circonstances risque-t-on de « couler une bielle » ?
a) Quand il n'y a plus d'eau dans le radiateur ?
b) Quand il n'y a plus d'huile dans le carter ?
c) Quand il y a un court-circuit dans l'allumage ?

4 QUESTIONS A RÉCOMPENSE

16. Dans quel cas un véhicule automobile doit-il posséder une marche arrière ?
a) Lorsqu'il possède plus de deux roues.
b) Lorsque son poids dépasse une certaine limite.
c) Lorsqu'il est soumis à l'immatriculation.

17. Dans un virage quel est le pneumatique qui supporte le plus gros effort ?
a) Pneu avant, situé à l'intérieur du virage.
b) Pneu arrière extérieur.
c) Pneu avant extérieur.
d) Pneu arrière intérieur.

18. En quelle année un véhicule automobile a dépassé pour la première fois les 100 km/h sur une base de 1 km ?
a) Avant 1900.
b) Entre 1900 et 1905.
c) Après 1905.

19. Parmi ces voitures, quelles sont celles qui sont équipées de freins à disques ?
a) Alfa Romeo ; *b*) Ferrari ; *c*) Citroën DS 19 ; *d*) Jaguar ; *e*) Lancia ; *f*) Mercédès ; *g*) Triumph.

Les auteurs des dix premières réponses justes à ces 4 questions, ou les plus proches de la vérité recevront, à leur choix, un disque microsillon ou un livre de la Pléiade.

VENISE

Alec Guinness en tête

(De notre envoyée spéciale Simone DUBREUILH)

DIX jours après le début d'un festival qui s'est fixé pour but de ne nous livrer qu'un très petit nombre de films hors série, on peut se demander, sincèrement, si la marge d'erreurs, de « bourdes » commises, n'est pas égale à celle des erreurs ordinairement commises dans les autres festivals ?

Il est évident que « Les Lumières de la nuit », film suédois de Kjellgrenn, est une bluette niaise, sans fraîcheur et d'une poésie infantile, une bluette scandinave à l'éloge des agents de police de Stockholm (de vrais, de délicieux gentlemen) et des vieux cabotins.

Choix incroyable.

Il est non moins évident que le film soviétique en couleurs : « La veuve d'Otar », où Georgiev (tenu à l'écart après la mort de Staline dont il chanta les louanges), l'auteur de « La Chute de Berlin », fait ainsi une rentrée discrète dans un film géorgien destiné surtout à la consommation géorgienne, ne peut supporter la comparaison avec « Quand passent les cigognes », ni avec « La maison où j'habite ».

LE JOUR IMPOSSIBLE

On sait que le film d'Alexander Ford, « Le huitième jour de la semaine », prévu pour représenter officiellement la Pologne au Festival de Cannes 58, fut soudainement retiré de la compétition par le gouvernement polonais à la suite de l'interview donnée par Hlasko à « L'Express ». Plus tard, les sélectionneurs vénitiens, à leur tour, demandèrent le film pour l'inscrire parmi les quatorze susceptibles de décrocher le Lion d'Or. Mais l'interdit pesait toujours sur l'ouvrage de Ford et de Hlasko. Heureusement, « Le huitième jour de la semaine » était une coproduction germano-polonaise. Par l'entremise du producteur allemand de l'Ouest Brauner, la Biennale obtint la copie désirée. C'est donc sur version allemande que nous avons vu, ici, l'autre soir, cet ouvrage pourtant typiquement polonais.

Mais qu'est-ce donc que « Le huitième jour de la semaine » ? Tout simplement le jour « impossible » dont rêvent les amants sans toit, sans lit, sans une heure de liberté pour se rencontrer.

Phrases - clefs de l'ouvrage de Hlasko :

> *« Dans les temps que nous vivons, un véritable amour peut-il s'épanouir ? » « Où devons-nous aller ? Je ne le sais pas. Il n'y a pas de place sur terre pour les amants. »*
>
> *« Que vaut la vie lorsque à chaque pas se dresse un écriteau avec écrit « interdit »... »*

Ces citations ne figurent pas toutes dans le film, mais elles en restituent l'exacte atmosphère : une atmosphère de désespoir sordide.

Cinématographiquement, le film d'Alexander Ford prouve à quel point ce doyen des jeunes auteurs polonais a atteint sa maturité. La richesse, la variété, l'élaboration esthétique des scènes, des plans, sont remarquables. (Une seule réserve : l'impromptu-ballet en couleurs d'un goût affreux.) C'est là du cinéma.

Mais justement, dans la mesure où il est du très bon cinéma, le film de Ford subit le handicap majeur d'être la transposition forcée, resserrée, donc trahie, du roman de Hlasko.

L'histoire d'Agnès et de Peter et la façon dont elle nous est racontée relèvent d'un esthétisme littéraire très poussé.

Le décalage est fréquent entre le réalisme des personnages, la composition savante, le symbolisme des cadres, de l'atmosphère, des types. Dans une certaine mesure, on évoquera « Les portes de la nuit » et ses défauts également littéraires.

Autre amour chaste : celui d'Antsuguoro, coolie japonais amoureux doux et timide d'une vertueuse veuve appartenant à une autre caste que la sienne, dans « Le Pousse-pousse », film japonais de Tadashi Inagaki. « Le Pousse-pousse » est d'ailleurs excellent, comportant plusieurs trouvailles de cinéma pur, en particulier cette évocation sans couleur et saisissante, dans un film en couleurs vives et généreuses, des événements de sa pauvre existence quand Muhomatsu mourra (l'effet a été obtenu en projetant le film en négatif).

L'interprétation du personnage principal par Toshiro Mifune est puissante, elle fait de cet acteur, mime étonnant, à la stature d'Anthony Quinn, le plus sérieux candidat à la coupe Volpi d'interprétation avec Alec Guinness.

VRAI ET FAUX MAUPASSANT

Toujours exemplaire, toujours impossible se révèle l'amour de Jana, une ravissante et douce orpheline tchèque de 16 ans, pour le bourgmestre-vétérinaire de la petite ville de Moravie dans « Le piège aux loups » (Tchécoslovaquie). Marié par intérêt à une femme de vingt ans son aînée, Robert et Jana n'oseront pas s'aimer. Un seul baiser sera échangé à la sauvette et lorsque la vieille épouse tyrannique mourra, il sera malheureusement trop tard, l'amour de Jana sera mort lui aussi.

Il s'agit d'un film réaliste, mesuré et atroce, signé du meilleur metteur en scène tchèque, Jri Weiss. Contraint de s'exiler en 1939 en Angleterre parce qu'il était juif, Jri Weiss a été formé au contact de l'école documentariste britannique de John Grierson. Il lui en reste le goût des faits, la sobriété, l'intelligence aiguë du détail.

Ce film est d'ailleurs d'une si exceptionnelle qualité qu'on songe constamment à Jacques Feyder pour

→

ZBIGNIEW CYBULSKY ET SONJA ZIEMANN DANS « LE HUITIÈME JOUR DE LA SEMAINE »
Il n'y a pas de place sur terre pour les amants

L'EMBARRAS DU CHOIX

MUSIC-HALL

A L'OLYMPIA : le chansonnier Jean-Marie Proslier ; parfois drôle, parfois il tombe à côté. Le public rit bien quand il s'agit de Soustelle et très peu à propos de l'idylle de Bernard Buffet.

Parmi les vedettes chantantes : Lucette Raillat, dont une chanson, « La Môme aux Boutons » a fait, hélas ! la popularité. Marie-José Neuville, la collégienne, qui a coupé ses nattes et qui a brusquement l'air d'avoir trente-cinq ans. Du mauvais Mireille. Marcel Amont, fils naturel de Bécaud et de Lamoureux, fils spirituel, dit-on, de Chevalier : un danseur mondain qui a du rythme et plaît aux filles. On lui a fait un triomphe.

Quant aux « Platters »... ce sont les Platters.

CINEMA

● *Denis Vincent a vu pour vous :*

LE MÉDECIN DE STALINGRAD : un film d'une qualité certaine et que l'on voit sans ennui. Réalisé, en allemand, par le Hongrois Geza Radvanyi qui a déjà exprimé ailleurs le malheur des hommes, quels qu'ils soient, confrontés à la guerre. Ici, Allemands et Russes s'affrontent, dans l'infirmerie d'un camp soviétique de prisonniers. Bons geôliers, justifiés, ô combien, de haïr leurs captifs responsables de tant de crimes. Bons prisonniers, justifiés de refuser l'horreur qui sévit dans toutes les geôles du monde... En bref, tout le monde a raison, et la vie serait belle s'il n'y avait pas, quelque part, de mystérieux personnages qui déclenchent les guerres. Si la morale est primaire, les sentiments exprimés ne le sont point. (*Biarritz, Richelieu, Madeleine, Gaumont.*)

LA CHUTE DES HÉROS : encore des héros fatigués. Beaucoup de bavardage pacifiste autour d'un banal cas de conscience militaire. (*Triomphe, Aubert-Palace, Folies, Lutétia, Gaumont-Théâtre.*)

● *Si vous ne les avez pas encore vus.*

CINEMA

L'ADMIRABLE CRICHTON : quand les Anglais perdent leur admirable sens de la respectabilité cela fait rire les Français. (*Marbeuf.*)

MONTPARNASSE 19 : la vie de Modigliani racontée par Jacques Becker. (*Agriculteurs.*)

L'HOMME QUI TUA LA PEUR : un noir délivré de ses complexes apprend la liberté à un blanc. (*Bonaparte.*)

ASCENSEUR POUR L'ECHAFAUD : le jeune réalisateur Louis Malle à l'école de Bresson-Hitchcock. (*Caméra.*)

NAPOLÉON : le pionnier Abel Gance dédie à l'empereur un monument sur triple écran. (*Studio 28.*)

MON ONCLE : la satire du modernisme. (*Colisée, Marivaux.*)

LE DICTATEUR : Hitler, Mussolini, Goering et la dictature vus par Chaplin. (*Raimu en v. o.*)

LA SOIF DU MAL : le volcanique dernier film d'Orson Welles, poète maudit. (*Publicis.*)

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : en un mot, un chef-d'œuvre. (*Monte-Carlo.*)

QUAND PASSENT LES CIGOGNES : le souffle d'Eisenstein et de Poudovkine retrouvé. (*Vendôme, Broadway, George-V.*)

LE RIDEAU CRAMOISI : une nouvelle de Barbey d'Aurevilly lyriquement récrite avec la caméra-stylo d'Astruc. (*Ursulines.*)

Cabarets Dancings

CLUB CH. ELYSEES Avec l'orchestre BAZZANELLA
Thé t. l. jours. Soir. mercr., jeudi, vendr., sam. dim.

LE REVE DANCING 3, Bd Poissonnière

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

Restaurants

CALAVADOS 40, Av. P. 1er Serbie JOUR ET NUIT...

LIDO ÉLY. 11-61 LIDO ÉLY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "PRESTIGE"
de P. Louis-Guérin & Fredery

MAISONNETTE
RUSSE DE PARIS, 6, rue d'Armaillé - ETO. 82-49.

la facture et à Guy de Maupassant pour la texture.

On songe moins, hélas ! à l'auteur de « La Maison Tellier », en face d' « Une Vie », adapté par Alexandre Astruc et Roland Laudenbach du roman de Maupassant qui porte le même titre. Il semble qu'il y ait eu une véritable incompatibilité d'humeur entre le charnel romancier normand et l'intellectuel jeune réalisateur français de 1958. Ce récit désossé n'est jamais du Maupassant et jamais non plus, malheureusement, de l'Astruc. Bien sûr, c'était difficile et le roman, relu avec attention, n'est guère attachant.

GUINNESS MAGISTRAL

Intitulé « The Horse's mouth » (La bouche du cheval), le nouvel Alec Guinness en couleurs, mis en scène par Ronald Neame, est à classer hors toute catégorie. C'est une charge tour à tour ironique et outrée d'une ganache de la peinture et d'un maniaque de la fresque. Jimson est-il un génie ou un gribouilleur dément ? A nous d'en décider, car le personnage peut être envisagé sous les deux angles : l'angle seulement comique et l'angle comico-pathétique. Voici, en tout cas, une création magistrale de plus à l'actif d'Alec Guinness, acteur multiforme, méconnaissable sans avoir jamais recours aux postiches. L'humour, arme principale des Anglo-Saxons après la Royal Navy, a permis à Neame de réussir là où un auteur comique français comme Norbert Carbonneaux avait échoué avec « Le temps des œufs durs ».

Comme chaque année, la messe du cinéma a été célébrée avec une pompe toute romaine dans la basilique de Saint-Marc illuminée, par Mgr Roncalli, patriarche de Venise, qui lut une épître de saint Paul.

« ... Et voilà, écrit saint Paul avec la plus grande clarté, quelles sont les actions provenant de l'impulsion de la chair, impureté, débauche, luxure, inimitié, discorde, frénésie, ressentiments, contemptions, divisions, meurtres, ivrognerie, dérèglements et d'autres choses semblables.

« Maintenant, je vous préviens, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, ceux qui seront coupables de ces actions n'auront pas part au royaume des cieux.

« Par contre, les fruits de l'esprit sont l'amour, la paix, la patience, la bienveillance, la bonté, la longanimité, la douceur, la confiance, la modération, la continence, la chasteté. »

Les projections continuent.

S. D.

DISQUES

Les Américains découvrent Boulez

TOTALEMENT inconnu aux Etats-Unis, le compositeur français Pierre Boulez vient d'y faire des débuts remarqués, grâce à l'enregistrement que la Columbia a réalisé le mois dernier du « Marteau sans maître », cantate sur un texte de René Char.

La mise en vente de ce disque a pris la proportion d'un événement assez considérable pour que « Time » consacre deux colonnes et une photo à Pierre Boulez, rapportant d'abord le texte de présentation qui accompagne la pochette du disque :

« *Petit, chauve, un peu napoléonien, fume le cigare, peut boire quatre « framboise » après un repas sans que son acuité intellectuelle semble atteinte, ne prend jamais de petit déjeuner, est généreux, pourrait organiser et diriger même le gouvernement français, a un tic nerveux.* »

« Time » ajoute à cette présentation quelques commentaires personnels :

« *L'audition de cette cantate donne l'impression de prendre un bain pour la première fois de sa vie, on ne peut pas dire qu'on aime ça, mais il est évident que c'est une expérience que tout le monde devrait tenter un jour ou l'autre.* »

LE PERCUSSIONNISTE SURMENE

La « mise en disque » d'un seul des mouvements de la cantate de 29 minutes a demandé au chef d'orchestre spécialiste de la musique d'avant-garde, Robert Craft, au contralto Margery Mac-Kay, et à six instrumentistes virtuoses hollywoodiens, d'innombrables heures de répétitions et 15 heures d'enregistrement. L'homme le plus occupé du groupe : le percussionniste dont « la batterie de cuisine » comprenait : les petites cymbales, les cymbales ordinaires, les cloches, le tam-tam, le triangle et le gong !

« Time » conclut que « Le Marteau sans maître » n'a pas été composé pour des oreilles paresseuses, que ce morceau demande aux auditeurs une grande force de concentration, mais qu'il donne un avant-goût fascinant de ce qui pourrait bien être la musique de l'avenir.

Le disque de la Columbia n'est pas encore distribué en France. Le seul enregistrement du « Marteau sans maître » existant actuellement a été réalisé par Véga, avec M. T. Cahn et l'ensemble Boulez. (Vega C 35 A 67.)

MATHURINS
ANJ. 90.00
LA PAIX DU DIMANCHE
ou
LES JEUNES GENS EN COLERE
PASSIONNANT !

MICHODIERE
Yvonne PRINTEMPS
Pierre FRESNAY
Anne VERNON
dans
PÈRE
de Edouard BOURDET
avec
François GUERIN
Première : mardi 9 en soirée

PETIT TH. DE PARIS
FRANK VILLARD
dans
De Passage à Paris
de Michel André
Mise en scène de Jean Wall

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
A partir du 8 septembre
Pour la première fois en Europe
LE BALLET AZTÈQUE
et
MAYA
de JAVIER DE LEON
« Le Mexique à Paris »
Location ouverte

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

ENQUÊTE

QUE FERIEZ-

ON jongle facilement avec les millions des autres. Mais s'il s'agissait d'y mettre les siens ? Ce que certains réalisateurs contestent aux financiers du cinéma, ce n'est nullement leur volonté légitime de ne pas perdre de l'argent et si possible d'en gagner, c'est leur jugement. Il n'y a pas véritablement, disent ceux-là, de lois commerciales qui régissent le succès. A l'exception de deux ou trois vedettes, mais pas davantage (Brigitte Bardot, Lollobrigida) rien ne garantit

ALEXANDRE ASTRUC

35 *ans,* « Le Rideau cramoisi », « Les Mauvaises Rencontres » *et* « Une Vie ».

● « *Je suis content comme ça...* »

VOTRE question pose un faux problème. Cela n'a aucun intérêt d'avoir deux cents millions pour travailler pour soi tout seul. Je suis persuadé que ce serait un mauvais service à rendre au cinéma que de laisser les réalisateurs à leur seule inspiration. Ils feraient des films trop esthétiques, trop littéraires ou trop ésotériques, qui dégoûteraient franchement le public du cinéma. Ils feraient des films « pour eux » alors que la fonction du cinéma est de viser la masse.

Cela dit, le public est un élément féminin, qui se forme et se modèle, et qui est prêt à recevoir. Il ne faut donc pas flatter ses désirs les plus simples et les plus faciles, mais lui donner petit à petit le goût d'un bon cinéma. Il faut que les réalisateurs soient de plus en plus honnêtes, avec l'essence même du cinéma. Je m'explique : Si un réalisateur doit traiter un sujet commercial, une histoire policière, par exemple, et qu'il fasse confiance à son titre « en or », à sa distribution attrayante, pour obtenir son succès « tout cuit », il n'est pas honnête. Il s'est contenté de tourner comme un marchand. Il a trahi le côté artistique. Le cinéma, c'est un mariage à part égale de l'art et du commerce. Il faut respecter les deux. C'est la loi du jeu.

Mais si ce même réalisateur apporte à une simple série noire sa propre interprétation des événements, sa vision des choses, s'il raconte à sa manière, en se préoccupant des images, des rapports des personnages ou de n'importe quoi en particulier, il devient honnête et le public cherche à comprendre ce qu'il a voulu apporter.

Non, vraiment, avec deux cents millions, je ne tournerais rien d'autre que ce que l'on peut me proposer actuellement. Les sujets ne sont pour moi que des prétextes. Je peux projeter dans à peu près n'importe quelle histoire ce qui me tient à cœur. J'ai écrit, par exemple, il y a deux ans, avec Françoise Sagan, un scénario qui s'appelait « La Plaie et le Couteau », dont personne n'a voulu. Eh bien ! je suis sûr que « La Plaie et le Couteau » se retrouvera un jour dans un de mes films, peut-être même sous une apparence d'histoire policière, ou de western, qui servira (utilement pour le côté commercial) de support. Un film, ce sont des images, un climat, une situation et l'histoire, ce n'est rien. Elle se plie à volonté.

ANDRÉ CAYATTE

49 *ans,* 16 *films dont* « Justice est faite », « Nous sommes tous des assassins », « Avant le déluge », *etc., et* « Le Miroir à deux faces », *qui sortira début octobre.*

● « *La prise de la Bastille à l'envers.* »

JE serais vraiment très heureux si une pareille offre m'était faite. Je pourrais enfin tourner le film que je veux réaliser depuis plusieurs années. Deux cents millions, on m'en propose bien davantage très souvent, mais la liberté, on me la donne au compte-gouttes. Je n'ai jamais pu tourner « L'Affaire Seznec », je ne tournerai peut-être jamais « Liberté, Egalité, Fraternité ». Je ne renonce pas, j'ai le temps. Mon sujet ne semble pas, hélas ! prêt de se démoder. C'est l'histoire d'une bande de squatters qui occupe une prison désaffectée le jour du 14 juillet. Cela se passe dans une ville de province. La prison est si délabrée que les prisonniers, à force de grève, ont fini par se faire déplacer. Mais alors que tout le monde danse sous les lampions, les squatters s'installent. Les gendarmes sont obligés de les chasser. C'est en somme la prise de la Bastille à l'envers. Je veux montrer à quel point la liberté est devenue une illusion, l'égalité un mensonge et comment reste la fraternité, notre seul espoir.

VOUS AVEC 200 MILLIONS ?

la rentabilité d'un film. Et même... il n'est nullement certain que « Les Bijoutiers du Clair de Lune » soient jamais amortis. Alors, pourquoi ne pas laisser les réalisateurs faire ce dont ils ont envie ? Ce qu'ils feraient ? « L'Express » a posé à quelques-uns d'entre eux cette question :

« *Si vous aviez 200 millions à votre disposition sans qu'aucune servitude* (scénario, vedettes, etc.) *vous soit imposée, quel film tourneriez-vous ?* »

Voici leurs réponses. On verra qu'ils sont loin d'être d'accord. Certains affirment qu'ils ne se sont jamais sentis entravés dans leur liberté d'expression. D'autres, au contraire, citent des exemples précis. A travers cette brève consultation, ne serait-ce pas — seulement ! — la remise en question de la forme de société dans laquelle nous vivons qui est interdite à l'écran ?

CLAUDE AUTANT-LARA

55 *ans,* 30 *films (dont* « Le Diable au Corps ») *et deux films terminés :* « En cas de malheur », *avec Brigitte Bardot et* « Le Joueur », *avec Gérard Philipe, qui sortiront à la rentrée.*

● ***« Une histoire qui me tient à cœur... »***

AVEC joie, je les prendrais, ces deux cents millions, et je réaliserais enfin le film qui me tient tant à cœur et qui fut annulé quelques jours avant le début du tournage : « L'Objecteur de conscience ». L'histoire de ce film est édifiante car les pressions les plus diverses se firent sentir dès l'élaboration du scénario. Un dossier fut constitué au service d'action psychologique du ministère de la Guerre qui eut pour premier objet de nous faire changer le titre du film qui devint : « Tu ne tueras point ».

Avec le cinquième commandement, Aurenche, Bost et moi-même pensions être tranquilles ! Désirant profondément tourner ce film, nous avions même proposé de le faire gratuitement et Gérard Philipe avait aussi accepté de travailler pour rien.

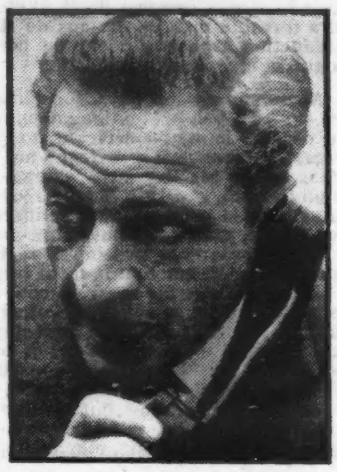
C'était un film qui n'avait donc pas besoin d'un grand financement. On voyait mal comment nous pourrions ne pas le faire. Eh bien ! des manœuvres souterraines ont été conduites de telle sorte que juste avant le début du tournage, les distributeurs ont résilié leur contrat. Dans ces conditions, plus personne ne voulait risquer le moindre sou. C'était sans issue. Alors, si vous connaissez un mécène, je lui serais très reconnaissant et je tournerais ce film qui n'est autre que la confrontation de deux faits divers absolument authentiques.

Le même jour, au tribunal militaire du Cherche-Midi, deux affaires sont jugées. La première concerne un jeune ecclésiastique allemand, ex-soldat de Hitler qui lors de la débâcle d'août 1944 a assassiné dans la cave d'une usine d'automobiles trois F.F.I. Le tribunal acquitte le soldat, jugeant qu'il avait été désigné par ses chefs et qu'il n'a fait qu'obéir.

L'affaire suivante est celle d'un jeune garçon qui, par idéologie, par refus de servir parce qu'il refusait de tuer, a déserté. Il sera condamné.

Le film ne comportait aucun commentaire. Il est vrai que les faits suffisent parfois.

JULES DASSIN



53 *ans, une dizaine de films en Amérique dont* « Les Forbans de la Nuit » *et* « La Cité sans Voile ». *En France* « Du Rififi chez les hommes » *et* « Celui qui doit mourir ». *Tourne en ce moment* « La Loi » *à Billancourt.*

● ***« J'emmène Cléopâtre... »***

DEUX cents millions ! J'achèterais un théâtre. Je crois que j'ai la nostalgie du théâtre. J'aimerais faire une mise en scène à Paris.

Mais puisqu'il est question de cinéma, il me plairait justement de tourner en Grèce une histoire de théâtre. Et puis en Amérique, un documentaire sur les noirs. Il me faudrait d'ailleurs une dizaine de fois deux cents mlilions. Il y a tant de films que je voudrais tourner : d'abord l'histoire du « Bill of rights ». Un drame passionnant en 1785 à Philadelphie. La révolution avait été victorieuse. Une nouvelle Constitution avait été donnée au pays. Mais elle n'était pas assez libérale et quelques hommes se sont dressés pour entraîner les autres, qui avaient l'impression d'avoir déjà gagné, à recommencer la révolution.

Une révolution était nécessaire pour assurer la Révolution. Imaginez les conflits de conscience, la détermination quasi religieuse des meneurs, la victoire enfin de cette révolution en deux temps, quand ils obtinrent que le « Bill of rights » soit intégré dans la Constitution.

Quelle passion, quelle force, quelle énergie furent nécessaires, et quel film ce pourrait être !

Un autre film éternel serait merveilleux à tourner : l'histoire d'Antoine et Cléopâtre. J'ai joué avec des quantités d'amis à un jeu très amusant. Vous leur dites : « *Si le dictateur du monde décidait de vous envoyer en exil avec cinq personnes que vous pourriez choisir n'importe où, dans la Bible, dans Walt Disney, dans l'Histoire, la littérature, ou à Hollywood, qui emmèneriez-vous ?* »

Eh bien ! essayez ! quatre fois sur cinq on emmène Cléopâtre ! Elle enchante le monde.

RENÉ CLAIR

60 *ans.* 26 *films. Le dernier :* « Porte des Lilas ».

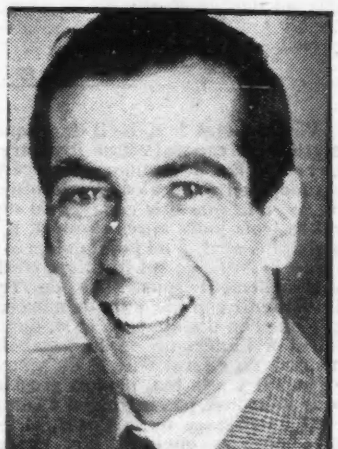
● ***« Il n'y a pas de film maudit... »***

C'EST comme si vous demandiez à un poisson comment il ferait pour descendre les Champs-Elysées s'il avait des jambes ! Comment peut-on imaginer le cinéma en dehors des contingences qui définissent sa nature ? Le cinéma s'adresse au public, au public le plus large, et je suis de toutes mes forces contre le cinéma esthétisant, contre le film qui ne satisfait que la vision de son auteur. Votre question est même une question réactionnaire. Le cinéma est fait pour distraire et pour plaire à tous.

Là-dessus, vous allez crier au scandale, me dire que de grandes œuvres ne voient pas le jour faute de liberté. Je n'en crois pas un mot. A part Stroheim, il n'y a pas eu de grands films maudits. Tôt ou tard, le public reconnaît toujours une œuvre et sait lui faire un succès. La communion se fait autour de la qualité. J'irai même plus loin. Je ne considère pas la censure comme néfaste. C'est une réaction de pays sain. Dans les pays totalitaires, il n'y a pas besoin de censure. Personne n'a plus rien à dire.

Ce qu'il faudrait éviter, ce sont les films bas, de troisième ordre, qui ne sont pas plus du cinéma que les reproductions bon marché des tableaux de maîtres ne sont de la peinture.

ROGER VADIM



30 *ans,* « Et Dieu créa la Femme », « Sait-on jamais », « Les Bijoutiers du Clair de Lune ».

● ***« Un film à voir dans 1.000 ans... »***

POUR moi, les histoires ne devraient pas avoir d'importance. La tentative de Tati, avec « Mon Oncle », est passionnante à cet égard. C'est un film sans anecdote. Ainsi, je ne peux pas vous dire ce que je traiterais, mais je sais comment je le traiterais. A la manière d'un documentaire, de la façon la plus objective possible. Je décrirais par exemple les rapports sociaux d'un groupe quelconque d'individus jusqu'à total épuisement de la situation. Je ne craindrais pas de provoquer l'ennui, et je chercherais à atteindre un maximum de vérité. J'aimerais que ce film soit accompagné d'une quantité d'autres films réalisés par d'autres metteurs en scène qui travailleraient dans ce sens, et que tous ces documents puissent servir de base presque ethnologique à une société future. En somme, je voudrais faire un film à voir dans 1.000 ans, un film-témoin qui montre exactement sans fausse pudeur, sans peur des banalités ou des cruautés, comment nous vivons en 1958. Car la servitude essentielle du cinéma, vous la connaissez ; non seulement il faut plaire, mais il faut plaire tout de suite.

Nous n'avons pas interrogé LOUIS MALLE (« Ascenseur pour l'Echafaud »), il vient en effet de répondre par avance. Sa famille a mis à sa disposition les sommes nécessaires, il était libre, il a tourné pour 186 millions « Les Amants », le public jugera s'il a eu raison.

(Enquête de MICHELE MANCEAUX.)

ROMAN ÉTRANGER

«PARABOLE» OU L'ÉVANGILE SELON FAULKNER

par ROBERT KANTERS

MYSTIQUE, mystifiant ? Parabole pour notre temps ou gigantesque calembour ? L'énorme roman (480 grandes pages serrées) de M. William Faulkner, auquel il a travaillé près de dix ans de 1944 à 1953 et dont la traduction française vient de paraître (1) a de quoi aiguiser et irriter la curiosité.

Abandonnant son pays, son climat des Etats du Sud, ce qui est à peu près unique dans son œuvre abondante, le dernier lauréat américain du prix Nobel situe son roman en France et il revient à une époque déjà évoquée dans un de ses livres de jeunesse, la première guerre mondiale. En mai 1918 donc, une attaque est déclenchée. Ou plutôt la préparation d'artillerie est faite, le signal est donné, mais les hommes ne sortent pas de la tranchée. De proche en proche, de régiment en régiment, la guerre s'arrête sur tout le front français, anglais, américain, et elle s'arrête aussi du côté allemand. On ne tire plus que quelques coups de canon, comme pour ponctuer le silence. Le général dont dépend le régiment qui s'est mutiné demande qu'il soit tout entier passé par les armes. Après avoir pris conseil des généraux alliés et même d'un général allemand, le vieux maréchal, commandant suprême, fait fusiller celui qui est apparu comme le meneur, et tout rentre dans « l'ordre » : la guerre n'était pas finie, elle avait pris des vacances.

LE MENEUR EST UN CAPORAL

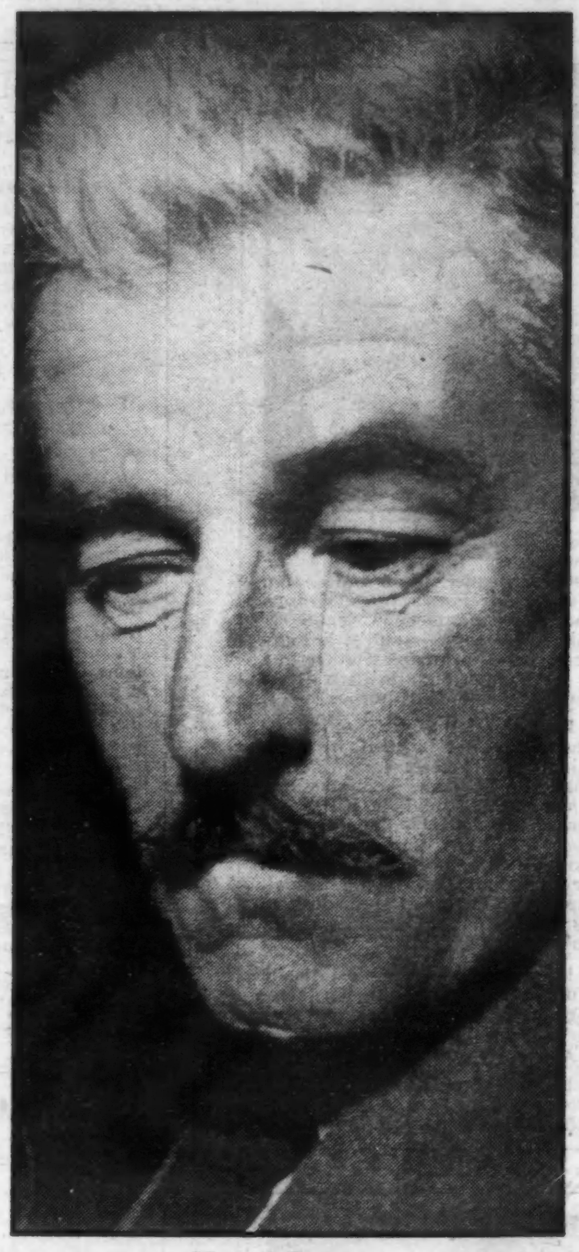
Oui, mais il y a un second plan. Ce meneur est un caporal qui, accompagné de douze hommes vêtus comme lui de bleu horizon bien qu'ils ne soient pas tous français, parcourt le front depuis trois ans. Ils ont des papiers en règle, et ils se glissent partout, de la frontière suisse à la mer, entourés d'une sorte d'aura, précédés d'une espèce de légende. Nous ne les suivons, bien entendu, suivant une technique chère à Faulkner, qu'à travers les récits, souvenirs, confidences de personnages secondaires.

Mais enfin nous apprenons des choses : une fillette devenait aveugle faute d'une opération que pouvait faire un grand chirurgien de Paris, le caporal a fait une quête parmi les soldats des deux divisions voisines et la fillette a été opérée et guérie. Un soldat américain allait épouser une jeune réfugiée, le caporal a fait en sorte que ce soit une vraie noce avec tout le vin nécessaire. L'aveugle guérie, le vin coulant comme jadis à Cana, on commence à voir qui est le caporal et qui sont ses douze compagnons. Après leur arrestation, un dernier repas les réunit : un des douze trahit, un autre renie trois fois le caporal et s'en repent, et finalement, quand le maître est fusillé, on exécute en même temps que lui deux assassins de bas étage.

LE CHRIST, FILS DU MARECHAL FOCH

Vous y êtes ? Mais il faut encore ajouter que ce mystérieux caporal est né il y a trente-trois ans dans un pays de l'Est des amours passagères du maréchal commandant en chef, alors jeune officier, avec une femme du pays. Et que si le cadavre du supplicié semble disparaître trois jours après sa mort, il se retrouve quelques mois plus tard, à tel point qu'après une truculente et macabre histoire de substitution, c'est lui que l'on enterre solennellement sous l'Arc de Triomphe de l'Etoile. Il faut tenir compte enfin de morceaux déjetés de l'Evangile que l'on distingue çà et là, de paraboles complémentaires à l'intérieur de la parabole, comme la longue histoire du cheval volé et du vieux prédicateur nègre ; et puis il y a le ton, parfois grossier (« Cul sec, si mon bide ne trouve pas le pinard à son goût ce soir... etc. » : c'est un passage de la Cène), et le style, avec ses longues phrases enchevêtrées, chargées d'incidentes et de relatives, sa lente progression, si bien que tout le livre semble, comme les tranchées et les boyaux de cette guerre, taillé confusément, laborieusement, dans l'argile et la boue.

Le Christ revenu sur terre, fils du maréchal Foch, qui n'arrive pas à arrêter la guerre et est enterré à l'Etoile à la place du soldat inconnu : quelle est cette mascarade et qu'est-ce que Faulkner a voulu suggérer ? Il faudrait méditer longuement quelques scènes capitales, comme celles où le maréchal explique sa conduite, ou bien la rencontre du caporal avec un prêtre catholique qui le reconnaît. Ce que le caporal a enseigné d'abord par sa simple présence, en s'incarnant, c'est l'humanité, c'est-à-dire la charité et les autres vertus qui sont de l'homme. Ce qu'il enseigne ensuite à l'homme, c'est qu'il est libre : qu'il ignore l'autorité de ces bipèdes qui n'ont presque plus rien d'humain, les généraux, qu'il efface de sa mémoire un seul mot néfaste, le mot patrie, et cela suffit comme la réussite de la mutinerie le prouve, la guerre s'arrête.



WILLIAM FAULKNER
« Vous y êtes ? »

Mais la mutinerie ne peut pas réussir complètement, ni la guerre disparaître : cette liberté de l'homme, dont son fils apporte la démonstration, le maréchal la connaît, mais il est aussi le Seigneur de la Guerre, le dieu des armées. Sans que l'on puisse parler de manichéisme, il y a dans la pensée de M. Faulkner une présence fondamentale du mal et de la souffrance : ni la liberté ni « cette espèce de masturbation que les gens de la race humaine appellent l'espérance », ne prévalent contre le mal : au contraire, c'est dans la souffrance et la souffrance partagée qu'il y a une valeur de communion spirituelle et peut-être de rédemption.

UN MODERNE HERETIQUE

Cette parabole contient donc bien un enseignement religieux, mais un enseignement qui n'est pas tout à fait chrétien : dans la transposition de la dernière cène, on ne trouve pas les paroles sacramentelles (« Ceci est mon corps... mon sang... ») mais une exhortation religieuse plus générale : « Allons, dit le caporal, mangez. Vous allez passer le reste de la nuit à regretter de n'avoir rien pour vous caler les joues. Sauf, à ce moment-là, la philosophie. » Cette religion de la souffrance et de la communion mystique, ce christianisme inachevé, nous le connaissons d'ailleurs déjà : c'est de cette religion qu'est imprégné le *requiem* que M. William Faulkner a écrit pour une étrange *nonne* et que nous avons admiré dans un livre comme dans l'adaptation scénique de M. Albert Camus. Ainsi de « Sanctuaire » à « Parabole », il y a une unité que « Requiem pour une Nonne » rend sensible, et toute l'œuvre de Faulkner apparaîtra peut-être un jour comme l'Evangile de quelque moderne hérétique.

(1) « Parabole », de William Faulkner, traduit de l'américain par R.-M. Raimbault, édit. Gallimard. 484 pages. 1.450 francs.

RENTRÉE

Que lirons-nous cet automne ?

CONTRAIREMENT aux éditeurs étrangers, les maisons d'éditions françaises n'aiment pas élaborer longtemps à l'avance un programme détaillé. On se fie à l'inspiration, attendant toujours le livre-miracle.

En France, la saison d'automne offre en outre une particularité : elle est placée sous le signe des quatre grands prix de fin d'année. Dans les trois mois qui vont suivre, le public sera donc relativement sevré de traductions, d'essais, de livres politiques, et les professionnels pourront se consacrer, s'ils en ont le courage, à l'étude attentive et exclusive de l'évolution de la jeune littérature française romanesque.

LES ANCIENS S'ABSTIENNENT

Ce sont, en effet, les « jeunes » qui seront les maîtres des vitrines pendant les trois mois à venir. Les anciens, eux, s'abstiennent de publier à cette époque, préférant les eaux plus calmes du printemps. Même des romanciers jeunes, mais qui ont déjà reçu quelque laurier en décembre, s'abstiennent de faire acte de présence à cette époque de l'année, où les éditeurs cherchent à concentrer l'attention sur les auteurs « vierges », qui ont une chance de recevoir un prix.

Selon une première évaluation, 85 romans français sont annoncés pour la rentrée, dont 28 sont des « première œuvre ».

Par définition, il ne sied donc pas d'en parler avant de les avoir au moins « flairés ».

Deuxième catégorie ; les romanciers déjà publiés mais jamais couronnés. C'est généralement parmi eux que les jurys choisissent, par crainte de renouveler quelques erreurs retentissantes en couronnant des débutants qui sombrent ensuite dans l'oubli.

LES ROMANS

Dans cette seconde catégorie, on annonce chez Gallimard quatre romans de femme (Nicole Vedrès, Vivette Perret, Marie Forestier, Renée Massip), un José Cabanis, un Ladislas Dormandi.

● Clara Malraux racontera la vie quotidienne d'une femme, pendant la dernière guerre. Titre provisoire : « La Lutte inégale ».

● Jacques Lanzmann, la découverte du problème algérien par un couple de Français moyens.

● Françoise Mallet-Joris publie le journal d'un homme qui mourra de ne pouvoir concilier ce qu'il est avec l'image qu'il voudrait donner de lui-même. Titre provisoire : « L'Empire céleste ».

● Claudine Chonez, journaliste, publie son premier roman. Un roman d'amour.

Ils seront tous les quatre édités chez Julliard.

● Plon annonce « L'Ange à fourrure », de Monique Watteau, dont la plastique fut vivement remarquée lors de la sortie de son premier livre. Et un Michel Déon : « Les Gens de la nuit », promenades et rencontres, la nuit, à travers Paris, d'une jeunesse triste.

● Un Loys Masson, « Les Sexes foudroyés », et le troisième roman d'un ironiste, Paul Chaland, paraîtront chez Robert Laffont.

● Deux romanciers qui ont raté de peu le Goncourt, Michel Zeraffa et Bernard Pingaud, annoncent « Les Doublures » (chez Albin Michel) et « Le Prisonnier » (à la Table Ronde).

● Un Jacques Cousseau, l'auteur du « Chien gris », et un Mongo Betti, l'écrivain noir, sur la polygamie et la monogamie en Afrique noire, paraîtront chez Corrêa.

● De nouveaux romans de Boris Schreiber, l'auteur du remarquable « Droit d'asile » ; de René Rembauville, remarqué avec « La Boutique des regrets éternels » ; de Constantin Amariu et de Michel Breitman, sont annoncés chez Denoël.

● Philippe Sollers, remarqué et encouragé par François Mauriac, publiera « Concha » au Seuil.

● Et Jacques Sternberg, auteur de science-fiction, changera de manière dans « L'Employé », pour les Editions de Minuit.

Parmi les romanciers déjà couronnés, sont annoncés :

● un Pierre Gascar,
● un Serge Groussard,
● un Jean Fougère,

(« New York Times ».)

— *C'est ce western-là que je veux.*

● un Albert Vidalie, « Chandeleur l'artiste », chronique d'une famille de la banlieue parisienne.

● un Henri Bosco.

● On attend également un Vercors et un Aragon, dont les titres ne sont pas encore connus.

ET QUELQUES ESSAIS

● Henri Guillemin parlera de Benjamin Constant; Lucienne Julien-Cain, de Paul Valéry, et Stanislas Fumet, de Paul Claudel.

● Deux ouvrages de philosophes allemands : Heidegger et Spengler, sont annoncés chez Gallimard.

● Bernard Frank déploiera sa « Panoplie littéraire » (Julliard).

● Albert Ollivier, historien, étudiera « Les Templiers » (Seuil), et Alfred Sauvy les problèmes démographiques « De Malthus à Mao Tsé-toung » (Denoël).

● Jean Ferniot retracera, sous le titre « Les Ides de mai », les événements que nous venons de vivre (Plon).

● Une noire américaine, Margaret Butcher, examinera la situation de ses frères de race dans la civilisation américaine (Corrêa).

● Denise et Robert Barrat publient cette semaine « Charles de Foucauld et la fraternité » (Seuil).

● Enfin, Simone de Beauvoir publiera (chez Gallimard) son autobiographie, « Mémoires d'une jeune fille rangée », et J.-P. Sartre ses scénarios, dont la majeure partie n'ont pu être tournés.

TRADUCTION

● *Une nouvelle génération : celle des femmes « libérées ».*

Avant et après

par Alba de Cespedès,
(Ed. Le Seuil, 208 pages, 300 fr.)

VOICI le troisième livre d'Alba de Cespedès que l'on traduit en français ; comme les deux précédents, celui-ci traite de l'immense « transfert de classe » subi par les femmes depuis la première guerre. L'étrange est que le témoignage le plus insistant sur la nouvelle condition féminine nous soit donné par une Italienne, c'est-à-dire par la citoyenne d'un pays où l'évolution en question est loin d'être aussi avancée qu'aux Etats-Unis et même qu'en France. Mais peut-être justement, l'Italie, du fait même de sa lenteur à franchir certaines étapes, nous offre-t-elle un tableau plus sensible, plus lisible en quelque sorte, d'un état de choses déjà si installé chez nous que nous n'en apercevons plus qu'à peine les difficultés.

Dans l'ordre où ils nous sont donnés, les livres d'Alba de Cespedès suivent d'ailleurs de très près le rythme de l'évolution féminine ; « Le Cahier interdit » est l'histoire d'une femme qui pourrait encore être la sœur de la Dora de « La Maison de poupée ». Comme elle, ses yeux se dessillent soudain. Mais ce n'est pas un événement extérieur qui la renseigne sur ellemême, son entourage, son échelle de valeur, c'est en se penchant sur ellemême, — en tenant son journal — que vient enfin à sa conscience ce qu'elle ne cessait d'y refouler. Elle, qui se croyait heureuse, découvre alors qu'elle ne l'était pas. Œuvre plus longue, plus touffue, plus diffuse, « Elle » nous montre des femmes qui furent jeunes pendant la guerre. Dans « Avant et Après », nous voyons vivre une femme « libérée », une de celles précisément qui mesurèrent leur force durant le combat. La rupture est achevée.

Matériellement, l'héroïne, ici, ne dépend plus que d'elle-même. Matériellement, mais sentimentalement ? Dans ce domaine, les choses sont moins claires, mais comment le seraient-elles ?

C'est autour d'un fait qui peut sembler minime — le départ d'une jeune servante — que s'organise le drame. De se trouver en face d'elle-même quand elle pensait rencontrer une présence humaine, l'héroïne d'« Avant et Après » se sent entièrement désemparée ; quelques heures de solitude inattendue la font douter de l'orientation donnée à sa vie, lui font ressentir comme douloureuses à nouveau toutes les ruptures passées.

UNE TRAGEDIE EN 24 HEURES

Pourtant, n'est-elle pas une femme aimée et qui aime ? Oui mais à certains moments, un amour qui respecte son autonomie ne lui suffit pas, de très vieux besoins de protection, de tendresse conventionnelle remontent parfois en elle. Le roman s'achève dans l'apaisement créé par l'arrivée de l'homme aimé et même par le retour de la jeune servante cause du passager désastre.

Il peut sembler qu'un tel roman se suffise par son sujet ; cependant, il se trouve être aussi une réussite technique : tout entier, il s'insère dans les vingt-quatre heures d'une tragédie. Son thème — qui bien entendu comprend une infinité de développements — est unique, le motif du début revenant à la fin. La façon même d'échapper au drame, de maintenir un climat de modération, dénote une maîtrise discrète et certaine.

CORRESPONDANCE

● *Quand Romain Rolland et Martin du Gard s'écrivaient.*

Roger Martin du Gard, disparu la semaine dernière, était un « épistolier » fervent. Si sa correspondance avec André Gide est relativement connue, l'un et l'autre l'ayant publiée, celle qu'il échangea avec Romain Rolland l'est moins.

Nous devons à Mme Romain Rolland, que nous remercions, le privilège de donner à nos lecteurs quelques éléments de cette correspondance.

2 DÉCEMBRE 1913 : ROMAIN ROLLAND A ROGER MARTIN DU GARD.

(à propos de « Jean Barois »)

MON expérience m'a appris qu'on peut avoir été catholique fervent, avoir perdu la foi, et voir venir la mort brusque sur soi, sans que resurgisse sur vous un Ave Maria. C'est bien plus simple. On se dit « C'est fini ». Et c'est un sentiment dont la réalité est si prodigieuse qu'elle suffit à remplir l'être...

25 AOUT 1915 : MARTIN DU GARD A ROMAIN ROLLAND

(à propos de « Au-dessus de la mêlée »)

UN ami vient de m'envoyer une brochure de Massis : « Romain Rolland contre la France ». Je ne savais rien ou presque rien de cette affaire. Je roule depuis douze mois sur un camion automobile, poste peu périlleux mais qui m'a tenu loin de toute vie normale. Je me rappelle bien avoir lu quelque écho de journal où vous étiez malmené. Il y a longtemps. Bref je ne savais rien, je n'avais jamais lu une ligne de votre article de septembre 1914.

Et cette brochure m'arrive ce matin ! Je parcours l'article de Massis, je cours au vôtre. Ah ! quelle bouffée d'air respirable, enfin, enfin ! J'en suis transformé, rajeuni, plus que jamais avide de *vivre* l'avenir !

Je ne suis pas en état de juger, de discuter. Je ne veux pas. Simplement ceci : la première bouffée d'air pur, je puis dire la seule depuis un an, si j'excepte quelques lettres de très rares amis, me sera encore une fois venue de vous.

4 SEPTEMBRE 1915 : RÉPONSE DE ROMAIN ROLLAND

VOTRE mot m'a fait grande joie. Dans la lutte basse et féroce qui se livre contre moi, il m'est bon d'entendre votre voix de sympathie. Quand vous et vos compagnons serez revenus du front, vous verrez que j'ai combattu moi aussi, de mon mieux, pour défendre notre idéal commun, trahi, livré aux bêtes. Mais je suis presque seul et on étouffe ma voix. Qu'importe ! Je tiendrai bon, jusqu'à votre avenir. De toute façon, je sais que notre cause vaincra.

22 FÉVRIER 1940 : ROMAIN ROLLAND A ROGER MARTIN DU GARD.

MERCI de m'avoir fait suivre jusqu'au terme votre véridique chronique des Thibault ; et laissez-moi me réjouir avec vous que vous l'ayez achevée sans faiblir, avec maîtrise.

Parmi tous ses dons éminents, elle a celui dont bien peu de nous sont capables, la soumission à la vérité, — à la vérité sans appel, qui n'a point souci de nos désirs, de nos espoirs et de nos rêves, prêts à tricher. (Combien j'ai senti ces combats, en moi ! Et je n'ai pas toujours été vainqueur.) Il faut beaucoup résister, pour ne pas être asservi à ceux qu'on aime, à ceux qu'on traîne (et son public et ses héros).

Vous êtes un indépendant irréductible. Vous avez dû faire autour de vous la solitude — même au cercle de tous ceux qui vous admirent et qui vous aiment.

La destinée de votre Antoine ne pouvait être autre que vous ne l'avez décrite.

Il reste à la dernière ligne, le dernier mot d'espoir, de recommencement : — l'enfant — comme en fermant « La Guerre et la Paix ».

(Intercontinentale.)
Simone de Beauvoir
Les mémoires d'une jeune fille

(Keystone.)
Philippe Sollers
Des débuts attendus

(Intercontinentale.)
Françoise Mallet-Joris
Le journal d'un homme

UNESCO
9, PLACE DE FONTENOY - PARIS (VII^e)
LE BULLETIN INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES
dans son dernier numéro (X, n° 2) contient d'importantes études sur « LE ROLE DE L'EXECUTIF DANS L'ETAT MODERNE ».
Au moment où la France est appelée à se prononcer sur une nouvelle constitution, ce numéro apporte au débat une très intéressante contribution. Peut être obtenu, au prix de 300 fr. dans toutes les grandes librairies ou directement à la Librairie Unesco, C.C.P. Paris 12598-48.

Ecole Technique d'Outre-Mer

Assure en 2 ans la formation des techniciens polyvalents pour Outre-Mer. Admission par concours, juin et septembre. 18 ans minimum.

Renseignements au secrétariat

1, rue Dumé-d'Aplemont, LE HAVRE
Tél. 42.73.16

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SPÉCIALISÉ

COURS DE VACANCES

Jusqu'au 27 SEPT. ● Préparation au Concours d'entrée de l'Institut d'Etudes Politiques.

● Préparations spéciales au Certificat d'Etudes littéraires générales (Propédeutiques), aux Certificats de mathématiques générales, M.P.C., aux S.P.C.N., P.C.B., à certains Certificats de licence ès-lettres et à la licence en droit. Jusqu'au 11 OCT.

L'INSTITUT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

6, av. Van-Dyck - PARIS-8e
CAR. 22-05

Voulez-vous vous créer rapidement dans une carrière nouvelle une

BRILLANTE SITUATION

vous assurant une vie agréable dans une confortable aisance ?

DEVENEZ

EXPERT FISCAL

On compte à peine quelques centaines d'experts fiscaux pour des centaines de mille d'entreprises recherchant leur collaboration

DEMANDEZ LA BROCHURE EX
Envoi gratuit

★

Les Cours T.F.J. par correspondance
(23e année)
65, rue de la Victoire - PARIS (IXe)

ÉCOLE DE HAUTES ÉTUDES INDUSTRIELLES
(INGENIEURS H.E.I.)
13, rue de Toul - LILLE - Tél. 57.28.00

Trois sections :
● Génie civil ● Electricité ● Chimie

1 année de préparation, 3 années d'études
Diplômes officiels d'Ingénieur civil, Electricien et Chimiste
Placement organisé par l'Association des Anciens H.E.I.

on manque de
STÉNOTYPISTES...
Après **une année d'études** vous pouvez avoir votre
première situation
Pour tous renseignements adressez-vous à
L'ÉCOLE NORMALE DE STÉNOTYPIE
8, rue Saint-Augustin
PARIS (2e) - RIC. 66-24
Demandez documentation n° 157

LE PROBLÈME DU

850 lettres de parents dans l'embarras nous sont parvenues à la suite de notre article sur l'orientation des jeunes vers le technique (« L'Express » n° 368).

80 % de ces lettres concernent en effet des adolescents qui finissent une 5e, 3e ou seconde si médiocrement qu'ils ne peuvent ni passer dans la classe suivante ni *même redoubler*. Le problème des queues de classe ou, si l'on préfère, des inadaptés scolaires prend donc chaque année plus d'importance.

Il vient d'ailleurs d'être posé publiquement par le proviseur du lycée de Bastia qui, fin juin, informa les parents de 184 élèves (en majeure partie des classes terminales) que leurs enfants ayant obtenu de trop mauvaises notes ne pourraient, à la rentrée, être acceptés dans cet établissement. Ces renvois affectaient surtout des jeunes gens qui, ayant redoublé déjà plusieurs classes sans bons résultats, étaient manifestement peu à leur place dans l'enseignement classique.

DEUX TYPES NOUVEAUX

Il s'agit dans 90 % des cas, d'enfants d'intelligence normale ; l'examen psychologique, lorsqu'il a été pratiqué, décèle des qualités intellectuelles permettant d'envisager la poursuite d'études habituelles (remarquons qu'un seul bilan, même très soigneusement fait, ne donne souvent qu'une vue partielle des possibilités réelles. Le jugement porte sur le niveau d'intelligence ; il est indispensable, mais on ne peut lui demander de prévoir les fléchissements possibles d'un ensemble psychobiologique en constante évolution.) La déception des parents devant les échecs n'en est alors que plus vive.

Ces enfants ont souvent eu des débuts difficiles, physiquement, affectivement ou socialement : maladies, conflits, transplantations diverses.

De bonne santé apparente, assez actifs ils lisent peu. Leur travail est irrégulier, un mois bon, un mois médiocre. Ils sont souvent instables, sensibles aux sollicitations extérieures (jeux, amis, télévision, cinéma).

LE « TOUJOURS » ET LE « JAMAIS »

Ils peuvent appartenir à deux types principaux : le « toujours satisfait » qui s'efforce d'en faire le moins possible, qu'au fond rien n'intéresse. Le « jamais satisfait » scrupuleux et plein de bonne volonté, mais lent et qui n'obtient pas de bons résultats.

Voici, pris entre des centaines, quelques exemples :

● 14 ANS : assez bon élève. Recalé à l'examen d'entrée en 4e technique. Les parents recherchent une formation autre que le centre d'apprentissage. Bonne volonté évidente.

● 15 ANS : très faible en orthographe. Refusé au concours d'entrée dans une école nationale professionnelle. A grandi de 20 centimètres en un an. Mou et indolent.

● 16 ANS : élève très faible en toutes matières. Recalé au B.E.P.C. Ne s'intéresse qu'au sport. Faut-il une fois de plus lui faire redoubler une classe ? Quotient intellectuel normal.

A ces enfants moyens ou difficiles notre enseignement actuel n'offre, hélas ! que des écoles surpeuplées, une année scolaire mal aménagée, des programmes impératifs, des écoles techniques peu nombreuses dont les examens d'entrée sont de véritables concours, un nombre dérisoire de centres psychopédagogiques.

QUELLE CONDUITE TENIR ?

Il faut d'abord déceler la ou les causes du mauvais travail scolaire : tous les moyens doivent être mis en œuvre pour y parvenir : observation attentive du comportement général de l'enfant, de sa morphologie, consultations médicales, psychopédagogiques (les rendez-vous doivent être pris plusieurs mois à l'avance), psychiatriques, si nécessaire répétées.

1. *Si l'élève est nul dans une matière, moyen dans les autres.*

Vers 16 ans un enseignement professionnel approfondi peut parfaitement lui convenir. L'expérience montre qu'il y fera bien souvent preuve de qualités inaperçues jusqu'alors. Mais cet enseignement est généralement entrepris à partir d'un niveau de bonne 3e et l'on ne peut en pratique *atteindre ce niveau* qu'avec une moyenne convenable dans *toutes les matières*. Le cas est courant, d'apparence simple, mais il est souvent difficile à résoudre surtout si l'on a laissé s'installer un gros handicap. Les remèdes peuvent être :

● les leçons particulières avec des professeurs particulièrement qualifiés. Il y en a. C'est une sérieuse dépense. Mais, dans ce domaine, de quels sacrifices les parents ne sont-ils pas capables pour « arracher » leur enfant à l'échec scolaire !

● un changement d'établissement, mais pour changer de méthode. Passer d'un lycée dans l'autre ne mène nulle part ;

● des classes de rattrapage, le tout aboutissant au rétablissement de la confiance de l'enfant en lui-même.

C'est là une œuvre de patience dont il ne faut pas attendre des résultats spectaculaires mais qui permet cependant à un élève d'intelligence normale d'acquérir les connaissances de base indispensables à sa future vie professionnelle et sociale ; et qui permet aux meilleurs éléments d'obtenir en tangente le diplôme qui leur ouvrira la porte des études supérieures plus spécialisées.

2. *Si l'élève est mauvais en tout.*

En dehors des inaptitudes intellectuelles manifestes, on trouvera presque toujours à la source de ces résultats médiocres *une cause physique* (l'enfant ne peut pas travailler) ou *une cause affective* (l'enfant ne veut pas travailler).

CAUSES PHYSIQUES

A) L'ENFANT EST FATIGUÉ : de nombreux médecins et psychologues ont montré le rôle de *l'asthénie mentale* dans le mauvais rendement scolaire, franchement médiocre ou seulement irrégulier (un mois bon, l'autre mois déplorable).

Elle peut se traduire par de la paresse au travail, de la nervosité ou par les deux ensemble. Souvent elle s'accompagne de maux de tête, de vertiges, tristesse, colère, bouderies, taquineries, mais ne va pas toujours de pair avec une diminution de l'activité physique, ce qui déroute et irrite l'entourage. La paresse-maladie est certes difficile à distinguer de la paresse-défaut (très rare) ; souvent, seuls, les résultats du traitement pourront trancher le débat.

Mais s'il y a une déficience de ce genre, tout travail normal devient un surmenage.

CAUSES AFFECTIVES

B) L'ENFANT EST LENT ET A UN MAUVAIS RENDEMENT : L'élève est doué mais élevé dans la facilité. Il ne voit pas l'inéluctabilité de l'effort.

— L'élève n'est pas adapté à ce qu'on lui fait faire (considérer l'emploi que l'enfant en liberté fait de ses loisirs donne généralement une indication fondamentale sur son tempérament).

● il est doué mais refuse de travailler par opposition affective.

Suivant les cas, le spécialiste (pédiatre, psychiatre, psychanalyste) recommande :

● un traitement médical (repos, montagne, recalcification) ;

● un traitement psychothérapique ;

● un changement d'orientation ;

● une école à mi-temps ;

● un enseignement par petits groupes, méthodes actives, éducateurs spécialisés ;

● un placement en internat (le rendement du travail à l'école est supérieur à celui du travail à la maison ; il n'y a pas de fatigue de trajet, de sollicitations extérieures, de harcèlement intérieur ; l'internat à effectifs réduits et encadrement spécialisé peut être recommandé dans certains cas caractériellement difficiles.

Choisir parmi ces méthodes, sans consulter au préalable un spécialiste, peut être une erreur dramatique. Un élément affectif subjectif intervient toujours, forcément, dans le jugement que portent les parents sur les difficultés de leurs enfants.

APRES DES ECHECS REPETES

Parents et enfants doivent se persuader que rien n'est perdu et ne pas remâcher leurs désillusions. Il faut :

● chercher le point fort ;

● compléter par d'autres moyens la formation.

Rien n'est perdu ; dans les banques, les assurances, les administrations, les grandes entreprises, le commerce,

SERVICE ORIENTATION

En matière d'éducation, d'orientation, d'enseignement, chaque enfant est un cas particulier. Après avoir envisagé les problèmes que posent les « queues de classe » et exposé aux parents les diverses solutions possibles pour permettre à leurs enfants de franchir un cap difficile, nous pouvons maintenant vous aider de façon plus concrète.

Le « service orientation » de « L'Express » se tient à votre disposition pour :

● Etudier avec vous la solution qui conviendrait à votre enfant.

● Vous informer des différents débouchés qu'offre l'enseignement professionnel.

● Vous indiquer les adresses des centres d'orientation professionnelle les plus proches de votre domicile, etc.

Il suffit d'écrire (aucune consultation n'est donnée par téléphone) en fournissant le maximum de détails possible sur le cas qui vous intéresse : âge, domicile, milieu familial, niveau général de l'enfant, etc.

Un délai d'une dizaine de jours est nécessaire pour la réponse.

Pour la femme

UNE SITUATION IDÉALE

en France comme à l'étranger, grâce à des méthodes de classe et à un ensemble exceptionnel de professeurs, médecins et spécialistes de l'Esthétique

●

ÉCOLE INTERNATIONALE D'ESTHÉTIQUE
JEANNE GATINEAU

116, boulevard Haussmann - PARIS (8e) - LAB. 00-95

MAUVAIS ÉLÈVE

Qu'il est long le chemin des études...

les cadres « sortis du rang » sont nombreux.

Dans l'enseignement court, l'échec au B.E.P.C. n'interdit pas l'accès à la capacité en droit, aux écoles hôtelières, de commerce, de secrétariat, à certaines professions paramédicales, aux écoles d'agriculture, aux emplois techniques de l'industrie, à l'apprentissage dans l'entreprise avec possibilités de promotion par des cours du soir (l'entrée dans la plupart des écoles à lieu sans concours).

De même dans l'enseignement secondaire, l'échec au bac ne ferme pas les portes à de nombreux concours d'administrations avec possibilité de concourir pour des postes supérieurs après un certain temps d'ancienneté, aux concours de recrutement des grandes banques ou compagnies d'assurances, aux examens d'entrée de nombreuses écoles techniques publiques ou privées (qui nécessitent souvent une préparation spéciale ; il peut être bon de se présenter à plusieurs) à certaines professions juridiques, paramédicales et commerciales.

Il serait seulement bien fâcheux que la malchance décide en quelques jours du choix du métier ; il existe presque toujours un moyen de parvenir à ce que l'on désire faire, même si le chemin paraît être plus difficile à discerner et un peu plus long.

A 15, 17, 20 ans l'avenir n'est pas joué, Dieu merci !

Une année qui semble perdue avant 20 ans, c'est beaucoup moins grave qu'une vie gâchée.

TEST

Méritez-vous un zéro de conduite ?

(Résultats de la page 18)

1) c ;
2) b ;
3) 1-d, 2-e, 3-f, 4-g, 5-c, 6-a, 7-b ;
4) c ;
5) b ;
6) a ;
7) c ;
8) b ;
9) c ;
10) c ;
11) b ;
12) b ;
13) b ;
14) en général a, selon les voitures — se renseigner avant départ ;
15) c.

Inscriptions dès maintenant

L'ÉCOLE du SECRÉTARIAT MODERNE

44, rue de Rennes (6e) - LIT. 42-31
(Place Saint-Germain-des-Prés)

L'ECOLE DES TECHNICIENNES DU SECRETARIAT
L'ECOLE DES SECRETAIRES MEDICALES

DIPLÔMES D'ETAT

Cours oraux et par correspondance
Sténo-Dactylographie

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT

prépare
en UNE ou DEUX ANNEES à
TOUTES LES CARRIÈRES DU SECRÉTARIAT
MEDICAL
(Secrétaire et Assistante)
COMMERCIAL - JURIDIQUE
SECRETARIAT DE DIRECTION

RENTREE LE 1er OCTOBRE

40, RUE DE LIEGE
PARIS (8e) - EURope 58-83
Métro : Saint-Lazare et Europe

AVEC OU SANS LE BAC
Préparez le diplôme d'Etat
d'EXPERT-COMPTABLE
— AUCUNE LIMITE D'AGE
— AUCUN DIPLOME EXIGE
Demandez le guide gratuit n° 644 •
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
(85e année) 4, rue des Petits-Champs - PARIS

INSTITUT INTERNATIONAL
D'ETUDES HEBRAIQUES
PREPARATION A L'ENSEIGNEMENT DES LETTRES HEBRAIQUES ET AU RABBINAT LIBERAL
Cycle complet des études réparti sur 5 années après Baccalauréat
BOURSES D'ETUDES PREVUES
Tous renseignements 20, r. Servandoni, PARIS-6e
Tél. DANton 84-48

SECRÉTARIAT MÉDICO-SOCIAL
COURS DU SOIR - Stages 2 ans
AUXILIAIRES DE PUÉRICULTURE
Cours et stages en 1 an
Renseignements à l'Ecole SOULANGE-BODIN : 6, rue de Berri (entre 17 et 19 heures)

COMMERCE INTERNATIONAL - ETUDES ECONOMIQUES ET MARKETING - GESTION, FINANCES ET FISCALITE ADMINISTRATION GENERALE DES AFFAIRES

Telles sont les quatre options suivies par les élèves de la promotion : « Affaires Economiques » à

L'ECOLE DES CADRES
DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Les élèves admis au concours d'entrée du niveau du Baccalauréat en Dissertation Française, Langue Vivante, Géographie, Mathématiques ou Histoire, rentrent pour trois années non dans un Etablissement Scolaire mais dans une véritable entreprise qui les formera à la vie des affaires et les spécialisera dans le domaine de leur choix.

Dès leur entrée à l'Ecole et dès la première année d'études, ils reçoivent en effet parallèlement à un enseignement théorique, un enseignement pratique qui leur est donné par des Chefs d'Entreprise ou des spécialistes des problèmes commerciaux et économiques selon les méthodes les plus modernes utilisées aux U.S.A. dans les « Business-Schools » (films, usage de magnétophones et du projecteur Vu-Graph — lignes téléphoniques mobiles, etc...)

Les élèves, répartis en petits groupes de travail, forment à l'intérieur de l'Ecole de véritables entreprises : groupes de gestion, de publicité, d'Etudes de Marché, de Relations Publiques... groupe de presse chargé de la publication du journal de l'Ecole « Recherches Commerciales ».

En troisième année les élèves sont placés en stage par l'Ecole auprès d'Entreprises Privées pendant une période de trois mois durant laquelle ils font leurs premiers pas dans la vie active.

Sortis diplômés de l'Ecole, ils sont orientés par l'Association des Anciens Elèves en fonction de leur classement et des cours ou options suivis durant leurs études. La formation à la fois théorique et pratique qu'ils ont reçue leur permet d'être immédiatement intégrés dans l'entreprise et d'accéder très vite aux postes de commandement.

L'ECOLE DES CADRES-JEUNES FILLES dont l'admission se fait soit sur titre pour les titulaires du Baccalauréat, soit sur examen d'entrée de même niveau en Français, Langue Vivante Géographie, suit les mêmes principes pédagogiques et prépare les jeunes filles en deux années soit aux fonctions commerciales en section « SECRETARIAT DE DIRECTION » dans laquelle elles préparent le Brevet d'Etat de Technicien de Secrétariat, diplôme extrêmement prisé et recherché par toutes les entreprises et qui seul peut faire accéder au titre envié de « Secrétaire de Direction » soit aux fonctions « d'Hôtesses d'Entreprises » en section H.I.C.A. (Hôtesses de l'Industrie, du Commerce et de l'Administration, profession nouvelle, très appréciée par les grandes entreprises auxquelles l'Hôtesse, chargée des relations publiques extérieures et des relations humaines intérieures, devient pratiquement indispensable.

CLASSES PREPARATOIRES

Préparation au concours d'entrée à l'Ecole en deux années au niveau du B.E.P.C. (classe Préparatoire-Elémentaire) ou en une année au niveau de Première (classe Préparatoire-Cadres).

SECTION SPECIALE « BAC-CADRES »

Destinée aux élèves ayant échoué au Baccalauréat (1re ou 2e partie) et désireux d'éviter un redoublement stérile en préparant parallèlement à l'examen du Bac, le Concours d'entrée à l'Ecole tout en acquérant les premières notions des Sciences Economiques et Commerciales.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

ECOLE DES CADRES 6, avenue Van-Dyck - PARIS-8e - MAC. 37-00

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :

● **Applaudi** avec ses confrères de la presse la collection d'Hubert de Givenchy qui, comme chaque année, a présenté un mois après les autres couturiers. Moins excentrique que les autres saisons (on retrouve toutes les tendances actuelles : taille haute, vestes très courtes, tissus légers et velus, vert pour le jour et noir pour le soir), Givenchy propose une ligne plus flatteuse que ses confrères. Pas de « brassières », des ceintures-corselets qui indiquent la taille haute sans épaissir la silhouette. Le soir, peu de robes « Directoire », d'immenses jupes froncées accrochées au-dessus de la taille à des hauts très sobres. Quelques idées-chocs sont traitées à fond : les manteaux réversibles (noir et bleu ciel, pied de poule et gris, beige clair et beige foncé), etc. Les ceintures hautes et plates, les écharpes et les collerettes (plus de décolletés de « décapitée »), la robe habillée traitée exclusivement dans la gamme des rouges, roses et violets pour le soir et le cocktail.

Si, comme on l'a constaté depuis plusieurs saisons, la collection d'hiver de Givenchy annonce le printemps, nous aurons dans six mois définitivement retrouvé notre taille.

● **Changé** déjà, la couleur de son rouge à lèvres et de son vernis à ongles. Les rouges jaunes et les corail clair sont condamnés, on revient aux roses vifs (sans être mauves) et aux rouges francs.

Même avec le rose-fugue (rose shocking mais un peu moins vif) que lance la couture pour les robes de cocktail, les mannequins se maquillent en rouge franc.

● **Tricoté** pour ses enfants des chandails en laine et mohair (comme ceux qui sont tellement à la mode pour les grandes personnes). La laine étant très grosse (il faut utiliser des aiguilles 4 1/2 ou 5) le travail avance à une vitesse vertigineuse. De plus, ces tricots reviennent à peine à la moitié du prix de ceux vendus tout faits (il en faut environ 6 pelotes pour une taille de 6 à 7 ans, la laine fournissant beaucoup). Toutes les grandes marques proposent cette année des qualités de ce genre mélangées laine et mohair et parfois fibre artificielle ou synthétique.

● **Entendu** Louise de Vilmorin déclarer, après avoir feuilleté chez le coiffeur le numéro de collection de tous les magazines : « Pour cet hiver, je ne vois qu'une solution : faire la grève ».

● **Lu** le second des best-sellers de la littérature américaine. Ce n'est pas un roman, c'est un livre de puériculture. « Comment soigner et éduquer son enfant », par le Dr Benjamin Spock, publié en 1946, s'est vendu à 8 millions d'exemplaires aux Etats-Unis.

A l'actif du Dr Spock, trente ans d'expérience de psychiatrie et de puériculture, et aussi... un solide bon sens. Il s'est rendu compte que les mères de famille n'ont pas que de graves problèmes. Le hoquet du nouveau-né, la manière de trouer convenablement une tétine, ou celle de parler aux enfants des questions délicates, ce sont des questions que l'on n'ose pas toujours poser au médecin. Le livre du Dr Spock apporte, lui, la réponse. L'adaptation française est remarquable ; elle tient compte de nos habitudes et on n'y trouve aucune des exagérations qui ont fait si souvent critiquer l'éducation « à l'américaine ».

Conseils pratiques, psychologiques, soins d'urgence, cas particuliers remplissent les 500 pages de ce gros volume qui ne se lit pas d'un trait, mais qu'il faudrait toujours avoir sous la main quand il y a un petit enfant dans la maison.

TISSUS

Il y a loin du mouton au manteau

BOUCLETTE et mohair sont les deux textiles vedettes de cet hiver. Pierre Cardin, en particulier, les a remarquablement utilisés en robes souples et en manteaux douillets.

C'est un Anglais de 46 ans, Sigmund Ascher, passionné de recherche textile, qui les a proposés le premier aux couturiers, pour la saison de l'hiver dernier. Il les avait lui-même mis au point et fait fabriquer par des artisans de petits villages écossais, dont lui seul connaît les adresses (le mohair est le poil d'une grosse chèvre élevée presque exclusivement en Ecosse). Adoptés par quelques créateurs d'avant-garde, ils passèrent presque inaperçus du grand public, mais mirent le « poil à l'oreille » des fabricants français.

Cette année, ces textiles sont partout, mais horriblement chers (en belle qualité, une bouclette mohair peut valoir jusqu'à 10.000 francs le mètre). Ces prix exorbitants feront reculer beaucoup de femmes, d'autant qu'il s'agit le plus souvent de tissus fragiles qui, à cause de leur tissage lâche, se déforment très facilement. On en trouvera heureusement des « interprétations » moins somptueuses mais également moins légères.

Comment, pourquoi, les beaux lainages atteignent-ils de tels prix (un tweed « couture » vaut de 4.000 fr. à 7.000 fr. le mètre cette saison) ?

A LA BASE, LA LAINE

A la base de tous ces tissus, il y a de la laine. Or, la production française de laine est à peu près inexistante. La France possède bien 11 millions de moutons, mais ils sont élevés pour leur viande et on se soucie fort peu, en général, d'obtenir de la belle laine. Celle-ci, ramassée dans les campagnes par les marchands de peaux de lapin, est sale, pleine de chardons et les moutons (on n'en compte pas plus de 15 en moyenne par éleveur tant ils sont dispersés) sont de races très diverses. Quelques coopératives se sont installées cependant pour exploiter les ressources lainières du pays, à Reims par exemple. Mais les propriétaires de moutons à qui l'on a offert cette année, par exemple, de 280 fr. à 300 fr. pour un kilo de laine brute, ne se sentent guère encouragés.

La laine que nous utilisons, il nous faut donc pratiquement l'importer en totalité. Sur le plan mondial, en 1957, la consommation de laine a atteint un record. Elle a dépassé de 1 % la consommation de 1956 considérée déjà comme extraordinaire et s'est élevée à 1.300.950 tonnes.

4.000 RACES DE MOUTONS

La France, pour sa part, est le troisième grand consommateur de laine. Elle vient immédiatement après le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Presque toute la laine qui entre en France passe par le grand marché lainier de Roubaix - Tourcoing : 133.000 tonnes environ en 1957. Le reste va à Mazamet et les environs où l'on pratique la technique du « délainage » qui consiste à tondre les peaux de moutons morts au lieu de prendre la laine sur le dos des moutons vivants.

Les autres grands marchés européens sont Londres ou Bradford en Angleterre, et Anvers. Mais c'est d'abord dans les pays producteurs que s'établissent les cours de la laine. En 1957 on comptait 915 millions de moutons dans le monde, contre 737 millions avant guerre. Le plus gros producteur mondial est l'Australie : presque 150 millions de têtes à elle seule. Sur ses marchés, à Albany, à Sydney, tout comme à Oakland en Nouvelle-Zélande ou au Cap, en Afrique du Sud, la laine brute est vendue en balles aux enchères. Ceux qui l'achètent, ce sont les agents que les grandes firmes ou les importateurs entretiennent sur place à longueur d'année. Ils mettent des années à acquérir la technique de leur métier.

Pour évaluer le prix de la laine, on se base d'abord sur son origine. C'est le mouton mérinos qui donne la laine la plus fine, mais il y a bien d'autres origines, on pourrait en dénombrer près de 4.000 ! On dit que la laine « titre » une certaine finesse, comme le vin titre un certain degré d'alcool. Dans la qualité entre également la notion de rendement. Alors que les bonnes laines australiennes, une fois traitées, ont un rendement au poids de 60 % environ, certaines laines françaises ne dépassent pas 40 %.

Sur le marché de la laine, la saison 1957-58 s'est révélée paradoxale. Parce que l'Australie a subi une vague de sécheresse très grave, la production mondiale a baissé dans son ensemble. Ce qui aurait normalement dû entraîner une augmentation des prix. Or, ils ont baissé en même temps : 25 % de moins en mai 1957 qu'en mai 1949 ! C'est le signe de la récession économique généralisée qui a fait choir les prix de toutes les matières premières. Hélas ! les Français n'ont guère profité de cet état de fait. L'opération 20 %, étendue aux importations de laine, se chargea de rétablir pratiquement les cours de la laine en France.

C'est précisément fin août début septembre que débute la saison de la laine ; aux antipodes l'été commence et on tond les moutons. Et du mouton au manteau, il y a loin.

L'HISTOIRE D'UN TISSU

Voici un petit schéma qui résume l'histoire d'un tissu, entre le moment où la laine arrive dans l'une des mille usines françaises de transformation (parmi lesquelles l'une des plus grandes d'Europe, l'usine Prouvost à Roubaix) qui occupe 107.000 personnes dont 32.860 pour les seuls tissages.

● 1. LAVAGE

Toutes les laines doivent d'abord être lavées dans des eaux diverses additionnées de produits chimiques qui les débarrasseront de leur suint. Une fois propres, elles pourront prendre deux routes très différentes :

● 2 A. LE CARDAGE

Il n'étire pas les fibres mais les laisse bourrues pour donner à la filature des fils rustiques moins fins mais d'un aspect également très recherché actuellement.

● 2 B. LE PEIGNAGE

Il consiste à paralléliser toutes les fibres, à éliminer les plus courtes pour obtenir les laines à fibres très longues et parfois très ténues.

Ces deux procédés ne sont évidemment pas utilisés indifféremment. Ils donnent des tissus bien différenciés mais non par leur prix ou leur qualité, uniquement par leur nature et leur aspect.

● 3. FILATURE

C'est à ce stade que se décide non seulement l'épaisseur du fil de laine, mais sa texture elle-même. Il sera « pure laine » ou mélangé intimement avec une matière synthétique : tergal, crylor, etc.

Ou bien encore, on lui donnera une « âme ». C'est-à-dire qu'autour d'un fil très mince de laine, de coton, de rayonne ou de n'importe quoi d'autre, on enroulera, on tordra, on « boutonnera » un fil de laine plus épais. C'est cet ensemble original que le filateur proposera au tisseur qui, lui, pourra encore le modifier, l'améliorer ou le combiner à d'autres fils.

● 4. TISSAGE

Cette étape ne comporte aucun mystère en ce qui concerne les tissus classiques comme les serges ou les flanelles par exemple. Très industrialisées, suivies en permanence, ces fabrications en grande série permettent de « sortir » des tissus de qualité à des prix raisonnables : autour de 3.000 fr. le mètre. Mais dans le domaine des tissus dits « de nouveauté », chacun a ses méthodes et ses secrets de fabrication.

AU ROYAUME DES SECRETS

L'histoire des tissus haute-couture est une suite de longues recherches, d'échecs onéreux et de réussites triomphales.

Des secrets, il peut en exister à tous les stades de la fabrication. On sait par exemple que les célèbres teintes pastel des tweeds de Harris sont obtenues à partir de teintures que les fermiers de l'île ont fait pourrir en y mêlant des algues et des urines d'animaux. Les grands tisseurs français emploient sans doute des moyens moins primitifs et plus chimiques. Mais ce qui est sûr, c'est qu'ils font un effort considérable pour obtenir des tissus pas comme les autres.

Toutes les grandes maisons françaises (il n'y en a guère que quatre ou cinq mais elles sont célèbres dans le monde entier) possèdent un laboratoire de recherches. Là règne le chef de fabrication. A partir des éléments fournis par le filateur, parfois conçus spécialement en accord avec lui, le chef de fabrication cherche, invente, mélange et combine. Il fait réaliser des « bretelles », sorte de longs rubans-échantillons qui, une fois disposés en « tableaux », permettent de comparer aisément tous les coloris, tous les croisements de fils possibles. Lesur, par exemple, possède une véritable usine d'échantillonnage à Bohain, dans l'Aisne, où les artisans travaillent encore parfois sur des métiers à bras. On y fabrique de toutes petites coupes de tissus qui sont ensuite soigneusement étudiées. Les possibilités sont très nombreuses et il ne s'agit pas seulement des dessins. C'est l'armure même du tissu qui est en cause ; autrement dit, le mouvement des fils entre eux. C'est cette armure qui fera le tissu.

DES MOIS D'ESSAIS

Un nouveau tissu n'est pas toujours une réussite. Les essais peuvent durer plusieurs mois, et au moment où sort ce que l'on croit être une trouvaille, on s'aperçoit qu'un confrère a réalisé le même miracle. Ce que le tisseur recherche avant tout, c'est l'effet. La qualité compte, certes. Mais on peut fort bien utiliser des laines moins bonnes que d'autres si elles permettent un effet nouveau et joli. C'est pourquoi il n'est pas rare qu'un tissu haute-couture contienne autre chose que de la laine. On y mêle toutes sortes de fibres. Ces deux dernières saisons, on a utilisé dans le même but les fibres les moins chères, comme les plus coûteuses : rayonne, fibranne, soie, lapin, angora, poil de chameau, mohair, cachemire, alpaga, marmotte, phoque, renne et même la presque inaccessible vigogne.

ATTENTION
moi, je n'en veux pas d'autre
j'exige toujours la
véritable
FERMETURE ECLAIR
elle porte ici la marque "ECLAIR" qui
protège les fabricants d'articles de haute
qualité, les commerçants et moi-même

Etablissements
PERFILS
MANUFACTURE
DE TRICOTS
PULLS HAUTE FANTAISIE
DAMES - ENFANTS
88 et 88 bis, r. du Faubourg-du-Temple
PARIS - XI°
Tél. : OBE. 14-83

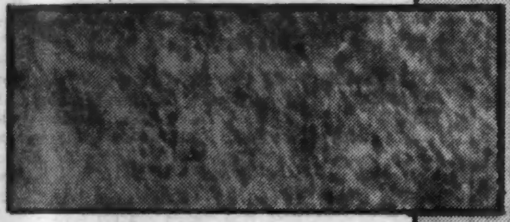
Une fois les essais terminés, la réalisation d'un tissu demande encore beaucoup de travail, et beaucoup de temps : six à huit semaines pour le tissage, trois à quatre semaines pour la teinture, six semaines supplémentaires par exemple pour les « finis draps », c'est-à-dire pour donner au tissu ce petit aspect brillant que l'on obtient par traitement sous l'eau en faisant reposer le tissu entre les diverses opérations.

DES RISQUES ENORMES

Tout cela, en dépit d'une main-d'œuvre mal payée, conduit déjà à des prix de revient considérables. Un grand tisseur a disséqué pour nous ses prix de revient. Ils s'établissent ainsi : 50 % pour les matières premières ; 20 % de frais de transformation de ces matières premières en tissu ; 20 % de frais de teinture ; 10 % de marge « de risques », car il faut bien tenir compte des obligations et des risques que comporte tout métier de création.

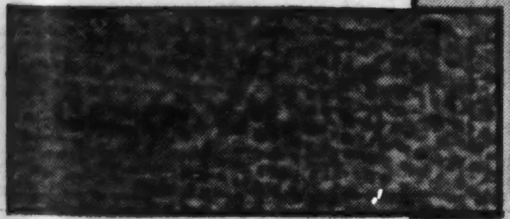
Deux fois par an, le créateur présente sa collection. Elle est énorme : 250 tissus nouveaux chez Rodier, par exemple, chaque saison, pour une gamme de 300 tissus environ. Sur cet ensemble il faut ventiler tous les frais généraux, y compris les amortissements des risques.

Il y a le risque du tissu raté. Cela arrive beaucoup plus souvent qu'on ne le croit. D'abord parce qu'un tissu haute-couture subit des quantités d'opérations. Mais aussi parfois pour des causes incompréhensibles. Chez Rodier, par exemple, on fabriquait avant guerre un jersey à base de rayonne qui connut un grand succès. Lorsqu'on voulut le reprendre après la guerre, ce furent ennuis sur ennuis. On n'a jamais vraiment su pourquoi, même après analyse chimique. Les spécialistes finirent par penser qu'il devait y avoir une légère différence dans la qualité des bois utilisés pour la rayonne !



Mohair « bouclette »

Mohair à poils longs



Etamine de mohair

Autre risque grave : on ne peut rien fabriquer en grande série. Comment savoir quel tissu va « marcher » le mieux ? Il est impossible de chiffrer la durée de vie moyenne d'un tissu. Certains tiennent vingt ans, d'autres sont la flambée d'une saison, d'autres encore mettent dix ans à s'imposer. Il faut pourtant, chaque saison, disposer dans chaque tissu de toutes les couleurs, parfois il faut les renouveler l'année suivante parce que tel coloris est devenu à la mode. Inutile d'insister sur les charges que tout cela fait peser sur les frais généraux.

LA MODE

Dans le domaine des tissus, le lancement d'une mode est aussi mystérieux que dans le domaine de la ligne. Il n'y a aucun contact entre les fabricants, aucun accord préalable. Chacun crée pour soi, mais évidemment, chacun essaye de savoir ce que fait l'autre. En général, les chercheurs qui travaillent dans le même sens aboutissent à des résultats similaires.

La couture joue aussi un rôle très important. C'est bien souvent de la rencontre de deux ou trois tissus nouveaux et du même type chez quelques couturiers que jaillit une mode. Dans les magasins spécialisés dans la vente de tissus haute-couture il arrive même que les femmes refusent systématiquement d'acheter un tissu non « crédité », et demandent toutes le même coloris dans la même qualité : celui qui a été sélectionné par un couturier.

Mais si les fabricants devaient s'en tenir aux édits de la haute couture, ils risqueraient la faillite. Surtout en période de crise latente, ce qui est le cas à l'heure actuelle.

Cette crise tient à deux facteurs essentiels :

● L'évolution de l'habillement féminin : moins de robes, plus de chandails (certaines grandes maisons de tissus ont monté des rayons de bonneterie).

● La disparition progressive des couturières, qui formaient une part importante de la clientèle des grands tisseurs (on cite le cas de la ville de Flers qui ne compterait plus qu'une seule couturière, âgée de 82 ans !).

Deux grands débouchés restent cependant : l'exportation (la France a exporté en 1957 pour 99 millions de francs de produits lainiers) et le prêt-à-porter. Grâce au développement constant du « tout-fait », le prêt-à-porter est devenu un gros acheteur de beaux tissus. Pour le fabricant c'est une garantie de régularité dans les achats et d'importance dans les commandes. Mais pour pouvoir vendre à la confection, sa collection doit être prête un an à l'avance. C'est beaucoup !

LA VENTE AU METRE

La vente au mètre diminue de plus en plus pour les tissus « couture » et se pratique maintenant sur liasses. Il y a à Paris et dans toutes les grandes villes de province de tout petits magasins qui vendent des quantités importantes de tissus sans jamais faire de stocks. Les femmes choisissent sur échantillons et reçoivent leur commande de trois à huit jours plus tard, suivant les maisons.

Madame Express se tient à la disposition de ses lectrices pour leur faire parvenir l'adresse des dépositaires à Paris et hors Paris d'un tissu de grande maison qu'elles auraient remarqué dans un magazine. Sauf, bien entendu, si ce tissu est rigoureusement exclusif.

(Dambier.)

UNE ROBE EN MOHAIR ROUX (Cardin - Tissu Ascher)
A partir d'une grosse chèvre écossaise

RECETTE

Croquettes aux champignons

(*Pour 6*)

— *6 œufs durs,*
— *1/2 livre de champignons (de couche ou mousserons),*
— *80 gr. de beurre,*
— *1 cuillerée à soupe de farine,*
— *1/4 litre de lait,*
— *Sel, poivre, chapelure.*

● Faire durcir complètement les œufs et les passer à la moulinette ● Laver les champignons, les éplucher, et les faire revenir dans du beurre ● Préparer une béchamel très épaisse avec : un gros œuf de beurre, une grosse cuillerée de farine, et le lait bouillant ● Saler, poivrer, incorporer les œufs durs ● Hacher les champignons, les ajouter au mélange ● Ajouter si nécessaire un peu du jus rendu par les champignons ● Laisser refroidir le tout ● Rouler des croquettes à la main, les passer dans la chapelure ● Jeter à la grande friture, et servir soit nature, soit agrémenté d'une sauce tomate relevée.

MANUFACTURE de CONFECTION
MOLIÈRE
95, rue Molière, 95
LYON
MCM
MANTEAUX
TAILLEURS
ROBES
Dames et Fillettes
Rayons spéciaux pour
Dames fortes et adolescentes

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

LUCERNE, 25 AOUT

MARTIN DU GARD après Joliot-Curie... La mort, ces jours-ci, regarde du côté des Prix Nobel. Si j'avais été à Paris, j'aurais assisté aux obsèques de l'illustre physicien. Après la Libération, je l'ai rencontré souvent dans des commissions, et je me souviens que, lorsqu'il fallait choisir un nouveau membre, il insistait toujours pour qu'un scientifique fût préféré à un humaniste. Et il donnait ses raisons : les humanistes sont fermés aux connaissances des savants, non les savants à celles des humanistes. C'était vrai et ce n'était pas vrai. Mais avant que nous ayons eu le temps d'ouvrir la bouche, il avait emporté le morceau.

Martin du Gard, lui, si séparés que nous fussions, c'était un adversaire fraternel. Nous appartenions à la même famille d'esprits, nous usions du même vocabulaire. Le répertoire de ses connaissances rejoignait le mien. Et sans presque jamais nous rencontrer, nous savions bien des choses l'un de l'autre.

L'article sur lui que me demande « Le Figaro Littéraire » devrait traiter de son œuvre — qu'elle est loin de moi ! Je suis d'ailleurs pressé par le temps et aurai bien de la peine à ne pas manifester le fond de ma pensée qui n'est pas : que valent les œuvres de Martin du Gard ? mais : comment Martin du Gard a-t-il abordé la mort ? Je ne prétends pas avoir raison de réagir ainsi. Je le constate simplement et n'y puis rien changer.

La véritable histoire de Gide et du milieu gidien, quel roman ce serait ! Martin du Gard était aux premières loges. Mais la véritable histoire n'est jamais écrite.

26 AOUT

LES amis qui m'ont adressé des lettres de reproches parce que je suppliais l'adversaire d'entrer dans le jeu, de ne pas refuser les moyens offerts par le général de Gaulle, ont lieu de se réjouir. Les incendies de Marseille risquent d'anéantir cette dernière espérance. Ce peuple algérien que vous aimez, le voilà pris, en France, entre les exigences atroces du F.L.N. et l'inévitable terreur policière que vont susciter ses attentats. Combien sommes-nous à n'aimer que la paix, à n'avoir horreur que du sang injustement répandu ?

27 AOUT

PREMIER jour « d'azur et de soie » depuis mon arrivée ici. Mais la lumière est au-dehors et les ténèbres sont en moi : les événements d'hier m'ont rendu à ce monde du crime, le nôtre, auquel nous appartenons, même quand nous l'avons quitté.

28 AOUT

FETE de saint Augustin — messe à la Hofkirche : celui qui, il y a seize siècles, écrivait qu'il lui fallait chaque jour de sa vie « le dialogue d'Augustin avec Augustin », qu'il est près de nous ! — enfin d'un chrétien de ma race. Autour de lui aussi un monde s'écroulait : il a vu Rome livrée à Alaric et à ses Wisigoths, et quand il mourut chargé d'ans et de gloire, les Vandales assiégeaient Hippone, sa ville. Oui, mais ces barbares lui apparaissaient comme une immense moisson qui vient d'elle-même se livrer aux moissonneurs. Et nous, qui pouvons nous appliquer la parole de l'épître d'aujourd'hui : « J'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi... » nous l'avons gardée face à un monde qui l'a rejetée — ou qui l'a refusée — et a tourné la page. L'Histoire du temps d'Augustin se conformait d'avance à la vision qu'en devait prendre Bossuet. L'Histoire d'aujourd'hui donne un sens redoutable à la question posée par le Christ lui-même que je citais dans le dernier Bloc-Notes : « Quand le Fils de l'Homme reviendra, trouvera-t-il encore de la foi, sur la terre ? ».

Et pourtant, au milieu de ces quelques femmes, dans une église étrangère, j'étais chez moi, comme je l'aurais été dans tous les endroits du monde à une messe matinale. Cette maison de famille à la mesure de la planète qu'est l'Eglise...

29 AOUT

J'AI été interrompu hier. Le directeur de l'Hôtel National et Mme Elmiger nous ont fait visiter l'ancienne abbaye de Beromunster. Devant le riche trésor que garde une lourde porte de fer et tout le « baroque » de l'ornementation, je songe au visiteur calviniste fortifié dans sa foi par cette débauche ruineuse, qui feint de servir Dieu mais où se trahit une ostentation qui se moque du scandale...

Ce vœu de pauvreté des individus dont l'addition aura créé le vœu de richesse de certains grands ordres : voilà l'ambiguïté qui, spirituellement, aura coûté le plus cher à l'Eglise. Et pas seulement en Europe...

Le soir, Elisabeth Schwarzkopf. René Dumesnil se réjouit d'entendre les lieder de Hugo Wolf si peu chantés en France, et de Otmar Schoeck, dont le nom m'est inconnu. Mais moi, je n'aime en musique au contraire que ce que je rabâche depuis l'enfance et le moment de bonheur hier soir ce fut Schumann : « *Du meine Seele ! Du mein Herz !* » Et l'enfant en moi traduisait les mots allemands, retrouvait l'accent maternel : « Toi mon âme ! Toi mon cœur !... Toi mon ivresse et ma douleur... » Ce langage de la passion ne nous était pas interdit à nous dont les lectures étaient strictement surveillées, et les grandes personnes autour de nous se gardaient de rien dire qui pût nous révéler que le mal existe. Quelle inconséquence ! Nous avons connu l'amour d'abord par son cri. Nous ne savions pas ce qu'il était — mais sa plainte s'élevait à nos côtés et déjà en nous. Peut-être dès lors avons-nous pris le pli de ne le reconnaître qu'à la souffrance qu'il nous donne. « Je t'aime puisque je souffre. »

30 AOUT

QU'ESPERAIS-JE de ce discours de de Gaulle à Alger ? Et pouvait-il être différent ? Cette brume, qu'il ne dissipe pas, recouvre-t-elle un dessein, mûri ou secret ? Sait-il où il va ? J'ai appris à redouter chez les hommes politiques, même chez les grands, un empirisme qui les soumet à l'événement. Mais en Algérie, l'événement, il faut le créer nous-mêmes, et vite. Sinon, celui qui surgira et qui s'imposera sera un malheur, sera *le* malheur, dont une nation ne se relève plus et dont nous en avons entendu, le 13 mai, le premier grondement.

F. M.

P.-S. — Contrairement à ce que j'avançais dans l'avant-dernier « Bloc-Notes », Charles Du Bos a exprimé sa profonde admiration pour Bernanos dans « Commentaires » (chez Desclée) et quatre lettres inédites de Bernanos témoignent que lui-même plaçait très haut Charles Du Bos.

L'EXPRESS

DIRECTION : Françoise Giroud. J.-J. Servan-Schreiber.

REDACTION : 91, Champs-Elysées - Paris (8e). Tél. : ELY. 66-61.

ABONNEMENTS 29, rue de Marignan - Paris (8e)
PUBLICITE (angle Champs-Elysées)
VENTE Tél. : BAL. 19-68.
Les jours fériés : ELY. 03-02.

ABONNEMENTS (1 AN)

France, Union française : 4.000 francs.
Etudiants, rappelés, maintenus : 3.000 francs.
Etranger : 4.700 francs.
Etudiants étrangers : 3.700 francs.

PRIX DE VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.

PAR AVION

8.000 fr. - A.E.F., A.O.F.
6.000 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
12.200 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
8.300 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
11.900 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
12.200 fr. - Etats-Unis, Canada.
13.500 fr. - Afrique du Sud.
14.800 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
20.000 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

A titre exceptionnel du 5 au 16 septembre

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement
Maison de confiance fondée en 1820

29, RUE TRONCHET

vous offre

« avant saison »

son

COSTUME SUR MESURES

en draperies exclusives

35.000 francs

essayage à votre gré

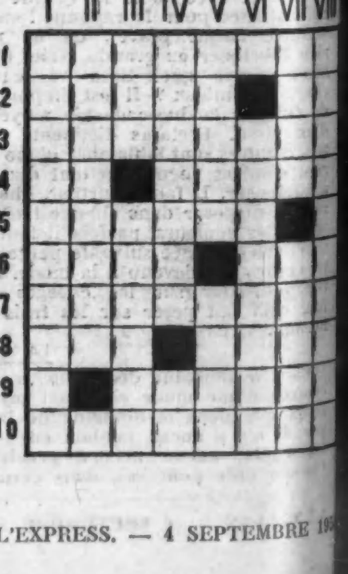
TAILLEURS DAMES

prix spéciaux

MOTS CROISES N° 151

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	P	A	P	E	L	A	R	D
2	U	Q	■	P	A	M	E	E
3	R	U	T	I	L	A	N	T
4	G	I	E	■	O	N	D	E
5	A	L	L	A	■	D	E	R
6	T	O	L	I	T	E	■	M
7	O	N	I	R	O	■	S	I
8	I	■	E	E	T	I	O	N
9	R	R	R	■	O	C	R	E
10	E	T	E	R	N	I	T	E

Solution du n° 150

HORIZONTALEMENT : 1. Quand elle intéresse les fosses nasales, relève du psychiatre plus que de l'oto-rhino. — 2. L'un écrivain, l'autre ambassadeur, tous deux Allemands ; Symbole d'un métal un peu déchu. — 3. Rappelle la grenouille, mais ne se sert qu'après elle. — 4. Défend une cinquantaine d'étoiles ; Occupation de l'ami des oiseaux aux Tuileries. — 5. Fit l'objet d'une partition déchirante, en même temps que l'île dont elle fait partie. — 6. Ce que fit le cœur ou le collège ; C'est la nuit qui gagne à le voir s'avancer. — 7. Suinter en gouttes, à nouveau. — 8. Transport, qui ne bénéficie pas du progrès technique ; Son droit lui assurait le bien. — 9. S'émet, griffes rentrées. — 10. Ne restent pas confondues dans la masse.

VERTICALEMENT : I. Cette fleur appréciée pourrait être l'emblème des strip-teaseuses. — II. Soutient passivement la confiance. — III. Sans fleurs, ni couronnes ; Infère, dans le sens opposé. — IV. Ne marque qu'une étape modeste dans l'hygiène sanitaire ; Son âge n'a plus d'âge. — V. En état, en position (deux mots) ; Origine qui s'oppose parfois à l'école. — VI. Un geste d'impatience et elle a vécu. — VII. Douloureusement cherchée, au cours de l'examen d'histoire ; Entre, s'il le faut, dans son logement. — VIII. Ce que firent souvent les propriétaires de pommes de terre, dans leur cave, au printemps.